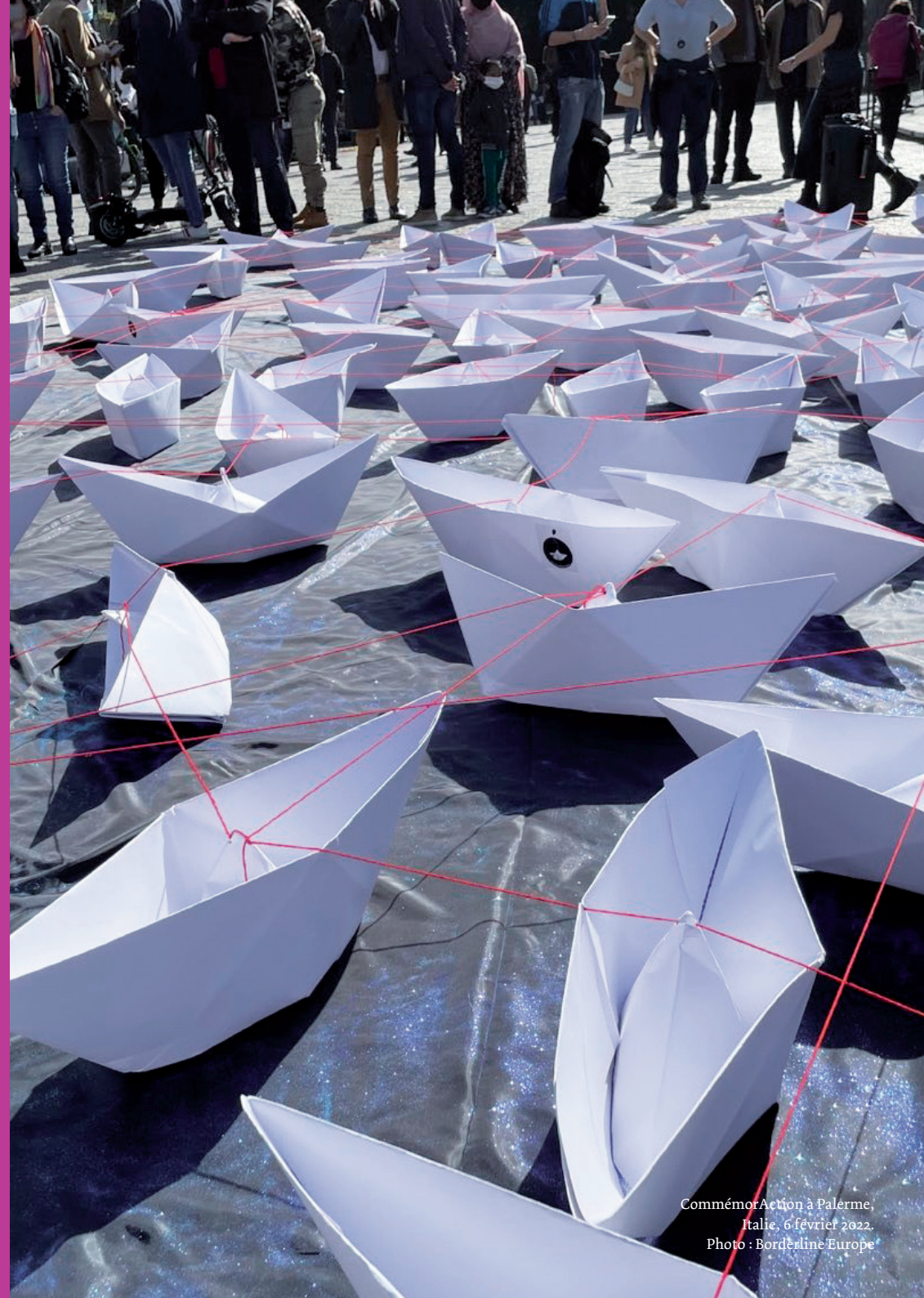




LES VOIX DE LA LUTTE

L'Alarm Phone a huit ans



CommemorAction à Palerme,
Italie, 6 février 2022.
Photo : Borderline Europe



CommemorAction dans les jardins
de Gjadra à Malte, le 6 février 2022.
Photo : Alarm Phone





Commémoration à Berlin,
Allemagne, février 2022.
Photo : No Border Assembly Berlin



« Après les hommes, ce sont les
femmes et les enfants qui se perdent
sur les nouvelles routes migratoires.
Qui nourrissent la Méditerranée et
l'Atlantique. »
Peinture de l'artiste Ndööndy AW.

LES VOIX DE LA LUTTE

L'Alarm Phone a huit ans



TABLE DES MATIÈRES

14 1 INTRODUCTION

- 16 Introduction : huit années d'activité
- 20 Les régions et les routes

22 2 LA MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE

- 24 Les routes de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique
- 28 Le massacre de Melilla
- 32 Au Maroc : un réseau de solidarité en pleine expansion
- 36 La situation migratoire au Sénégal et en Mauritanie
- 41 Alarme Phone Sahara
- 45 Les épreuves d'une femme sur la route du Cameroun jusqu'au Maroc
- 50 « Nous devons les aider »

54 3 LA MÉDITERRANÉE CENTRALE

- 56 La route de la Méditerranée centrale
- 60 Arrivées autonomes, refoulements et le MRCC civil
- 64 « La vie est ce que nous avons de plus précieux »
- 68 Le massacre de pâques 2020 : « Ce qui nous a fait perdre espoir, c'est de voir les hélicoptères voler au-dessus de nous et ne pas nous venir en aide »
- 72 « Je suis toujours traumatisé par cette expérience »
- 75 Les pêcheurs, travailleurs invisibles de la solidarité en mer
- 79 « Maintenant, je suis en sécurité en Europe, mais cela ne veut pas dire que je me détourne de mes amis qui sont encore piégés là-bas. »

84	4 LA MER ÉGÉE
86	La mer Égée et la frontière terrestre entre la Grèce et la Turquie
93	Les voix qui sont sur le terrain
99	« Non, tu n'es pas seule ! »
104	« Je ne pardonnerai jamais à ce monde ! »
110	5 LA MANCHE
112	Présentation de la situation dans la Manche
124	6 LA CRIMINALISATION
126	La criminalisation des personnes qui prennent la route
130	La criminalisation de ceux qui facilitent le passage
135	Libérez les ElHilblu3 !
138	La criminalisation au Maroc et au Sahara occidental
144	7 COMMEMORATION
146	CommémorAction
150	« Pourquoi est-ce que nos enfants ne peuvent pas avoir les mêmes droits que les Européen-nes ? »
153	« À la recherche de mon frère disparu »
156	Collage de plusieurs CommémorActions
158	8 IL EST TEMPS D'ÉCOUTER !
160	Les manifestations de réfugié-es en Libye – il est temps d'écouter !
163	Les personnes réfugiées en Tunisie
166	Chroniques àMER, des chroniques radio chaque mois depuis l'Alarm Phone
172	Appel à dons urgent
178	Remerciements
180	Glossaire
184	Mentions légales



CommémorAction à Serrekunda,
Gambie, février 2022.
Photo : Alarm Phone



Introduction

Introduction

L'Alarm Phone a huit ans

Il y a huit ans, le 11 octobre 2014, nous inaugurons le lancement de l'Alarm Phone, une ligne d'assistance téléphonique pour les personnes se trouvant en détresse en mer. Depuis cette date, nos équipes sont disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et ont aidé près de 5 000 bateaux en difficulté le long des différentes routes maritimes vers l'Europe – à travers la mer Méditerranée, l'Atlantique jusqu'aux îles Canaries, et depuis 2022, également, la Manche. Ces 5 000 bateaux ne transportaient parfois que cinq ou dix personnes, pour la plupart entre 30 et 80 individus, mais aussi fréquemment plus de 100 personnes, parfois même plus de 500 personnes.

Par téléphone, nous avons été témoins de la disparition ou de la noyade de milliers de personnes au cours des huit dernières années. Nous avons écouté leurs parents et ami-es désespérés, à la recherche de leurs proches ou en quête de réponses. Nous avons également été témoins de refoulements violents, de la manière dont des personnes sont abandonnées à leur sort en pleine mer, ou bien capturées et renvoyées de force vers le pays qu'elles avaient cherché à fuir.

Dans le même temps, nous avons vécu d'innombrables moments de joie, de résistance et de solidarité, avec des personnes ayant pu atteindre l'Europe, ou ayant été secourues à temps. Nous avons été témoins de la façon dont les personnes qui font la traversée se sont organisées de manière collective pour contourner les frontières de l'UE, et comment celles-ci ont construit des structures de soutien tout au long de leur voyage. Et nous avons fait partie de réseaux de solidarité de plus en plus grands, avec une flotte et des avions civils qui sillonnent la mer et le ciel, des équipages de navires marchands, ainsi que des mouvements militants qui se sont rassemblés pour lutter contre la violence des frontières.

En Méditerranée occidentale, entre le Maroc et l'Espagne, nous pouvons observer des opérations de sauvetage menées par le Salvamento

Marítimo espagnol, souvent le long de la route vers les Canaries. Malgré tout, l'Espagne, et l'UE dans son ensemble, continuent de financer le Maroc pour qu'il joue son rôle de gardien des frontières européennes et nous avons assisté à de terribles brutalités dans cette région, notamment près de Melilla. Le 24 juin 2022, au moins 40 personnes ont été tuées lors d'un massacre à caractère raciste au niveau de la clôture de l'enclave espagnole – une scène insoutenable de violence néocoloniale, menée par les forces marocaines, mais soutenue par les politiques migratoires et frontalières de l'UE. Ces victimes font partie des milliers de personnes qui meurent aux frontières espagnoles chaque année, notamment le long de la route de l'Atlantique.

La guerre contre les personnes qui se déplacent est également une réalité quotidienne en mer Égée, ainsi qu'à la frontière terrestre entre la Turquie et la Grèce. Les gouvernements grec et turc utilisent les personnes qui font le voyage comme des pions dans leurs jeux de pouvoir militaristes et nationalistes. Si les refoulements grecs existent depuis longtemps, ils sont devenus systématiques à partir de mars 2020. Même les personnes ayant déjà mis le pied sur les îles grecques sont forcées de monter sur de petits radeaux de sauvetage et abandonnées dans les eaux turques. Ce sont clairement des cas de tentatives de meurtre. Ces crimes qui se déroulent aux frontières sont devenus monnaie courante en mer Égée et dans la région de l'Évros. En mars dernier, la petite Maria, âgée de 5 ans, faisait partie des personnes qui ont perdu la vie à cause de ce régime de refoulement.

En Méditerranée centrale, un régime de refoulement inversé a été mis en place, notamment grâce à une collaboration entre les drones de Frontex, les avions de l'UE, et les soi-disant « garde-côtes libyens ». La flotte civile étant souvent présente dans cette zone frontalière, de nombreux cas de non-assistance et d'interception ont pu être contrés, des personnes secourues, et les crimes frontaliers documentés et dénoncés publiquement. Néanmoins, la route de la Méditerranée centrale reste l'une des plus meurtrières au monde, notamment parce que les États membres de l'UE ne viennent pas secourir les bateaux en détresse dans les zones les plus dangereuses au large des côtes libyennes et tunisiennes.

De plus en plus de personnes ayant survécu à la traversée de l'UE

16

17

doivent à nouveau utiliser des embarcations précaires pour tenter de rejoindre le Royaume-Uni. Les arrivées par la Manche ont considérablement augmenté ces dernières années. En constatant ce phénomène, nous avons décidé, en 2022, d'intégrer la route de la Manche dans le travail de l'Alarm Phone. Notre équipe WatchTheChannel a effectué des recherches et préparé un manuel de détresse en collaboration avec d'autres réseaux locaux en France et au Royaume-Uni.

Toutes les voies maritimes sont, et restent, des espaces contestés sur le plan politique. Les personnes qui se lancent dans la traversée exercent leur liberté de circulation, tandis que nous, en tant que réseau Alarm Phone, essayons d'instaurer de la solidarité le long des différentes routes. La circulation et la ténacité des personnes migrantes restent les forces motrices de la lutte contre les régimes d'apartheid européens et mondiaux. Des milliers d'arrivées continuent de défier l'étanchéité et l'externalisation des frontières de l'UE. Dans le même temps, les luttes auto-organisées pour le droit de rester, et contre l'exploitation raciste à l'intérieur de l'UE, se poursuivent. Les parents et les ami·es des personnes disparues ou mortes continuent d'organiser des actions de commémoration pour se souvenir et rechercher leurs proches, tout en protestant contre la violence aux frontières qui sont la cause de la disparition ou de la mort de ces derniers.

« Voices of Struggle », ou les voix de la lutte, est le titre de notre publication anniversaire et nous espérons que les voix des personnes qui se déplacent seront amplifiées et largement écoutées. Nous dédions cette brochure aux ami·es et aux militant·es qui ont perdu des êtres chers aux frontières, à celles et ceux qui ont survécu au régime frontalier et à celles et ceux qui luttent encore pour surmonter et défier les nombreuses frontières qui se trouvent sur leur chemin.

18

19

**NOUS NOUS SOMMES BATTUS PENDANT HUIT ANS.
NOUS CONTINUERONS. NOUS N'ABANDONNERONS JAMAIS.**

**ALARM PHONE,
OCTOBRE 2022**

Les régions et les routes

Cas par année

*Cas enregistrés jusqu'à mi-septembre 2022

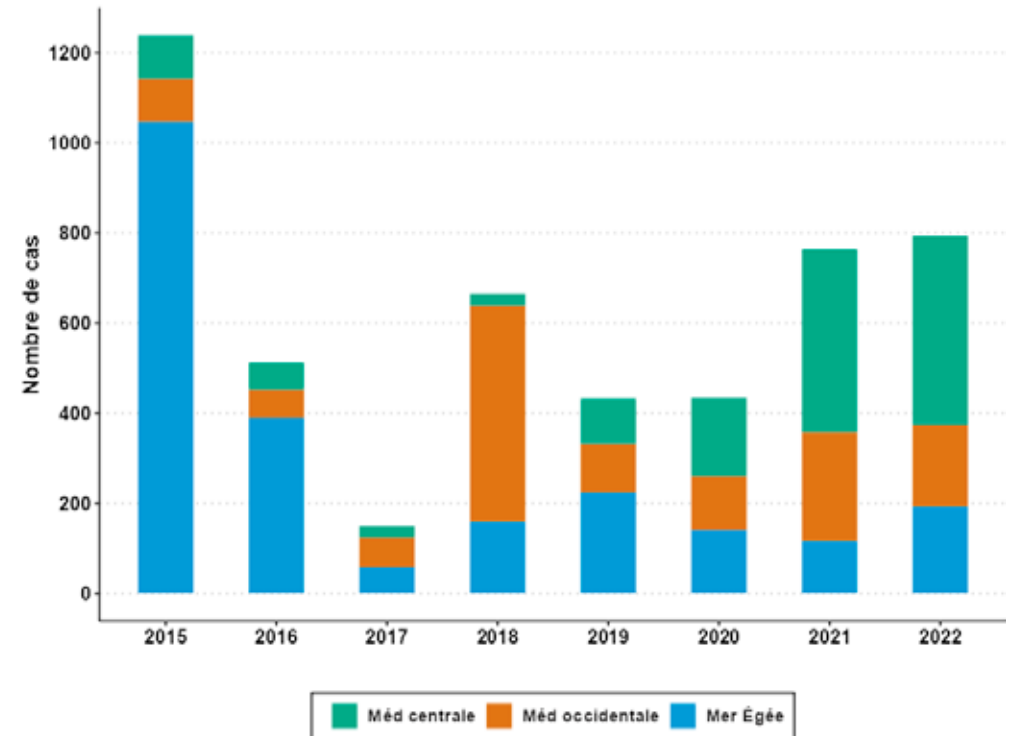
**Les cas dans les Balkans et en Biélorussie ne sont pas inclus



Cas par région

*Cas enregistrés jusqu'à mi-septembre 2022

**Les cas dans les Balkans et en Biélorussie ne sont pas inclus





2

La Méditerranée occidentale

Peinture d'Amaya, 10 ans, dans les environs de Malaga, en Espagne, dont la mère est une militante. Amaya a peint le bateau accueilli dans le port pour répondre à la question : « Qu'est-ce qui est important pour toi ? », janvier 2021.

La route de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique

« Ce à quoi nous assistons, c'est à une guerre permanente contre les migrant-es », c'est ce que rapportent nos équipes en place le long de la route migratoire occidentale vers l'UE depuis déjà des années. Avec le massacre qui s'est produit au niveau des clôtures de Melilla le 24 juin 2022, cette guerre a atteint un nouveau niveau de cruauté : 40 vies ont été perdues,

et beaucoup de personnes ont été blessées. Les survivant-es porteront le souvenir de ce massacre raciste pendant des années. Et nous n'oublierons pas ceux qui ont péri.

Ces dernières années, les départs se sont massivement déplacés du nord du Maroc vers le sud du pays et le Sahara occidental. Cette année, on a assisté à une augmentation considérable des traversées par la route atlantique, plus longue, plus dangereuse et plus meurtrière : en août 2022, 11 000 des 17 000 personnes ayant tenté la traversée en bateau étaient arrivées sur les îles Canaries espagnoles. Les voyages vers les îles Canaries constituent actuellement les 3/4 de toutes les arrivées en Espagne. La route de l'Atlantique reste la route la plus meurtrière vers l'Europe, avec des estimations de plus de 4 404 morts et disparus en 2021 selon le collectif Caminando Fronteras.

Alors que de nombreux bateaux disparaissent et que de nombreuses personnes sont portées disparues sans laisser de traces, les communautés de migrant-es ont réussi à diffuser des informations pour rendre les traversées en mer plus sûres. Nous recevons ainsi de plus en plus d'appels de téléphones satellites (Thuraya) provenant de bateaux en route vers les îles Canaries. L'utilisation de téléphones satellites permet de transmettre une position GPS et d'être localisé lors de ce long voyage dans une zone dépourvue de couverture de téléphonie mobile.

25

Améliorer les connaissances sur la traversée, faire prendre conscience des risques et sensibiliser à la sécurité en mer sont les principales activités des militant-es de l'Alarm Phone, issu-es de diverses communautés de migrant-es, présent-es dans de nombreuses villes du Maroc, mais aussi plus au sud, à Laayoune, Nouakchott et Dakar. Ces personnes réalisent un travail extraordinaire, dans des conditions extrêmement précaires. Le réseau continue de s'étendre et comprend maintenant aussi des groupes en Mauritanie et à Dakar, en plus du projet « Alarme Phone Sahara » qui tente de couvrir la route dangereuse à travers le désert depuis plusieurs années déjà. Dans les trois textes qui composent ce chapitre, ces personnes décrivent leur travail et leurs conditions de travail. Jour après jour, et au cours de nombreuses nuits sans dormir, leur travail augmente les chances de survie d'un grand nombre de personnes sur des routes

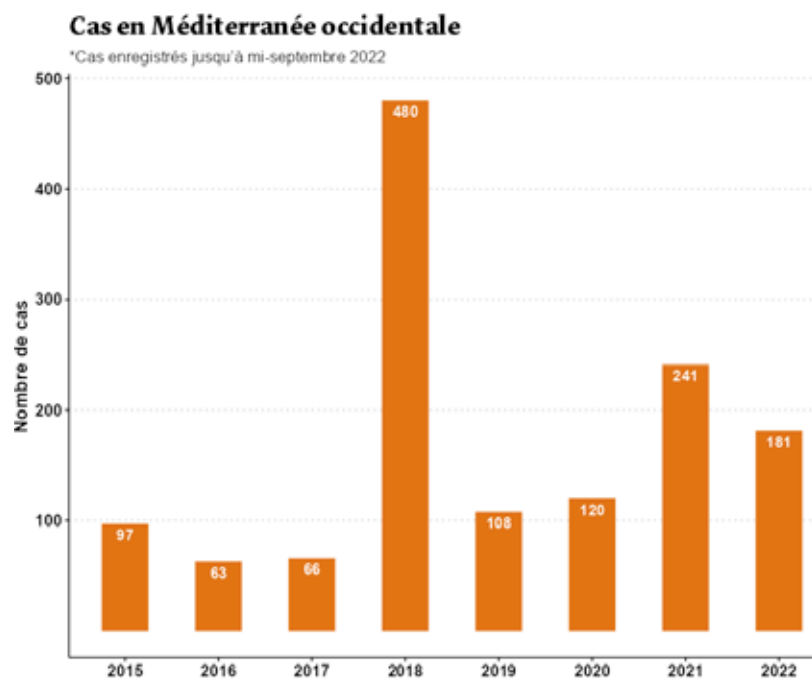


Convergence de Dakar,
septembre 2021.
Photo : BOZA FIL

devenues dangereuses à cause des frontières.

Le Maroc n'est pas seulement un pays de transit. Ces dernières années, nous avons été de plus en plus contactés par des Africains du Nord, nés au Maroc et qui prennent des bateaux pour rejoindre l'Europe, ainsi que par des familles de Harragas algériens qui ont rejoint l'Espagne. Dans l'un des entretiens, l'un d'entre eux décrit son voyage vers les Canaries – et comment il est devenu actif avec l'Alarm Phone par la suite.

Enfin, les femmes qui prennent la route deviennent, elles aussi, plus fortes. Leurs témoignages, dont celui que nous publions dans les pages suivantes, montrent les expériences violentes que beaucoup d'entre elles connaissent sur leur chemin. Leurs histoires témoignent également de la force et du courage dont font preuve ces femmes pour s'exprimer.



26



Le massacre de Melilla

40 personnes ont été tuées le 24 juin 2022

Le 24 juin 2022, le niveau de violence à l'encontre des migrant-es qui tentent de franchir les barrières de l'enclave espagnole de Melilla a atteint un nouveau niveau de cruauté. Durant les jours qui ont suivi, nous étions sous le choc des images de personnes gravement blessées et mourantes entassées, gardées, battues et piétinées par des policiers qui ne se souciaient pas de leur dignité et de leur vie. Aujourd'hui, nous savons qu'au moins 40 personnes ont perdu la vie. Qu'elles reposent en paix.

Nous essayons encore de trouver les mots pour exprimer cette profonde blessure. Ce que nous savons à présent, ce sont les faits. Merci à Caminando Fronteras qui a réalisé un très bon rapport¹ qui donne la parole aux personnes survivantes qui ont été soutenues et interviewées. Nous savons maintenant combien de personnes sont mortes, mais aussi comment cette escalade de violence a débuté. Quelques jours avant le massacre, des raids continus ont eu lieu dans les forêts autour de Melilla, de plus en plus violents. Tenter d'escalader la frontière pour s'échapper, même sans échelle, était le dernier recours pour ces personnes. La plupart d'entre elles étaient tellement épuisées qu'elles auraient de toute façon eu du mal à escalader une clôture haute de 6 mètres. Un très fort pourcentage des survivants sont des adolescents et des enfants âgés de 11 à 17 ans. La plupart des victimes sont originaires du Soudan et du Soudan du Sud.

Nous savons également que les blessures – qui ont été mortelles pour beaucoup – sont dues à la suffocation par le gaz, à la chute au sol

28

29

et aux coups de bottes et de matraque des soldats, aux impacts de balles, au refus d'apporter des soins ou une assistance médicale, au déplacement forcé des personnes blessées, loin de Melilla et sans traitement médical.

Nous savons que les victimes ont apparemment été enterrées rapidement, la plupart d'entre elles, sinon toutes, sans autopsie.

Ces personnes ont été tuées par la clôture meurtrière, par des forces de police de plus en plus brutales des deux côtés de la clôture et par une politique migratoire européenne de plus en plus militarisée. Peu de temps auparavant, le gouvernement espagnol avait exhorté l'OTAN à classer la migration irrégulière en tant que « menace hybride » lors du prochain sommet. Et quelques semaines plus tard, le Maroc s'est vu promettre 500 millions d'euros, la somme la plus élevée jamais reçue, pour « combattre l'immigration clandestine ». Jusqu'à présent, personne n'a été reconnu coupable du massacre. Au contraire, les survivants blessés sont criminalisés. À ce jour, 65 personnes ont été inculpées et 13 survivants ont déjà été condamnés à deux ans et demi de prison.

Nous faisons la promesse de ne pas oublier. Nous documentons ci-dessous les premiers messages qui nous sont parvenus des amis des communautés de migrants au Maroc, qui expriment le choc, le chagrin et la colère :

De Nador :

« Je suis ici et c'est vraiment terrible. Depuis vendredi, il n'y a plus de sécurité pour nous. Je dois me cacher comme tant d'autres. Il y a tant de personnes qui ont perdu la vie, tant de personnes... Nous ne savons toujours pas combien et nous ne connaissons pas encore leurs noms. La police marocaine semblait être préparée à repousser cette tempête sur la barrière avec force. Très bien préparée et au final beaucoup sont morts. Il y a également eu des arrestations, on ne sait pas encore combien, et apparemment il y aura des condamnations rapidement. »

De Berkane :

« C'est si horrible. Des survivants blessés sont arrivés, mais ils sont encore sous le choc. Ils disent avoir vu plus de 30 morts. Nous essayons

¹ Rapport de Caminando Fronteras en espagnol : <https://caminandofronteras.org/wp-content/uploads/2022/07/CaminandoFronteras-MasacreMelilla24J.pdf>
En anglais : <https://migration-control.info/wp-content/uploads/2022/08/CF-SlaughterNadorMelillaEN.pdf>

de comprendre ce qui s'est passé. Tout ce que je peux vous dire, c'est que c'est absolument horrible. »

De Dakar :

« Mon cœur est vraiment brisé et je suis déprimé par ces images. Je remercie tous ceux qui ressentent la terrible douleur de la perte de nos frères avec les familles des victimes. Au Sénégal, aucune chaîne de télévision ne s'est intéressée à cette nouvelle. Deux demandes différentes pour un sit-in devant l'ambassade du Maroc à Dakar ont été interdites par les autorités sénégalaises. Rien que du silence. »

De Laayoune :

« Depuis avant-hier, nous vivons des moments très difficiles et douloureux quand nous pensons à nos frères, et nous les voyons devant nous, partir en espérant trouver la paix et le bonheur de l'autre côté de la barrière, et malheureusement c'est le contraire qui arrive.... Nos larmes ne sécheront pas tant que nous n'aurons pas identifié tous ceux qui ont perdu la vie et que nous ne pourrions pas les enterrer dignement. »

De Casablanca :

« Il n'y a que l'amitié qui nous soulage un peu dans cette douleur et nous donne de l'espoir. Cet espoir, nous le gardons au fond de nous, au nom de cette lutte commune qui nous interpelle tous. Mais aussi au nom de tous les droits inaliénables des êtres humains, qu'ils soient noirs, jaunes ou blancs. Nous avons la chance de pouvoir continuer à rêver et à nous battre pour un monde meilleur, un monde sans frontières entre les peuples et avec beaucoup de chaleur et de fraternité. Vive la liberté de circulation et les droits inaliénables. Ce constat est partagé par beaucoup de nos amis qui pleurent depuis des décennies leurs proches qui sont brutalisés et meurent à ces terribles frontières, si visiblement mortelles et donc si effrayantes. Et pourtant : nous sommes en vie ! »

Alors qu'il est évident qu'une autopsie devrait être pratiquée avant

d'enterrer une personne, surtout si celle-ci meurt de manière aussi violente, les autorités marocaines et espagnoles n'assument aucune responsabilité dans ce massacre. Nous n'oublierons jamais ceux qui ont perdu la vie. Nous nous rappellerons d'eux dans toutes les luttes à venir. Et nous ne nous tairons pas.

Au Maroc : un réseau de solidarité en pleine expansion

Les groupes de l'Alarm Phone basés au Maroc ne cessent de faire état d'une guerre permanente contre les migrant-es, menée par les autorités marocaines et initiée et financée par l'UE. De manière générale, les communautés de migrant-es font l'objet d'attaques constantes, que ce soit dans les forêts ou dans des appartements privés qui sont loués. Les contrôles racistes, les arrestations arbitraires et les déportations dans le désert sont une réalité quotidienne.

Malgré ces constantes agressions, le travail des activistes de l'Alarm Phone au Maroc s'est développé et consolidé ces dernières années. L'échange d'informations a augmenté à de nombreux niveaux et un impressionnant réseau de solidarité s'est développé dans la région. Dans le texte qui suit, les groupes sur le terrain rendent compte de la situation dans les différentes régions et villes où ils sont actifs.

Dans le sud, certains endroits comme Laayoune, Tan Tan, Bojdour et Dakhla sont des destinations pour les migrant-es en raison de leur situation géographique, qui est un point de départ pour les îles Canaries espagnoles. Au début de la pandémie, les frontières situées au nord étaient quasiment fermées, si bien que davantage de migrant-es se sont dirigés vers le sud dans l'espoir d'y effectuer la traversée. La route de l'Atlantique est la plus meurtrière d'entre toutes. Le travail des militant-es de l'Alarm Phone dans le sud s'est donc intensifié, afin de sensibiliser aux dangers de la mer, d'aider les migrants qui ont besoin d'accéder aux services de santé ou qui ont été arrêtés, et d'aider à l'identification des corps.

Tanger :

« À Tanger, la criminalisation, la répression, les violations de droits et

les arrestations se poursuivent. En plus, nous constatons que la Méditerranée est devenue une tombe à ciel ouvert pour les migrant-es. Nous avons vu la Marine marocaine faire chavirer des convois de bateaux de migrant-es en mer et en être satisfaite.

Les migrant-es n'ont jamais eu la liberté de circulation à Tanger. Les personnes n'ont aucune sécurité et vivent dans la peur, le stress et le manque de confiance car il y a des arrestations arbitraires et agressives dans les rues et dans leurs propres maisons.

Il y a beaucoup de discrimination raciste. Cela pousse les personnes migrantes à fuir. Depuis 2018, avec la poussée d'une politique sécuritaire qui empêche les migrant-es de faire la traversée vers l'Europe, on n'entend plus parler de Boza depuis Tanger comme c'était le cas les années précédentes. Aujourd'hui, à Tanger, la plupart des migrant-es voient leurs rêves se briser peu à peu. La situation des femmes dans la ville est particulièrement difficile. Elles sont frappées par la peur et l'insécurité et n'osent parler à personne. Elles aussi souffrent et meurent lentement. »

Casablanca :

« À Casablanca, nous sommes en contact avec presque toutes les communautés et leurs représentants. Notre travail principal consiste à distribuer des cartes de l'Alarm Phone et à faire un travail de sensibilisation. Nous soutenons également les migrant-es qui sont arrêtées arbitrairement pour qu'ils et elles soient libérées de prison. »

Berkane :

« Notre groupe à Berkane est particulièrement actif dans la région jusqu'à Magnia et nous travaillons en coopération avec le groupe de Nador. Nous sommes en contact et travaillons avec les communautés locales et leurs représentants. Grâce à eux, nous avons des informations sur les départs ou les personnes disparues. S'il y a un cas de détresse en mer, nous informons l'équipe de l'Alarm Phone. Nous distribuons également des informations, des cartes et des bracelets avec le numéro de l'Alarm Phone aux nouveaux migrants. »

32

33

Oujda :

« À Oujda, nous avons la situation compliquée de la frontière entre le Maroc et l'Algérie. Parfois, il y a même des migrants qui traversent la frontière dans l'autre sens, vers l'Algérie où le passage est moins cher. Ils sont également pris par la mafia qui utilise certains d'entre eux pour transporter de la drogue, etc. La plupart des migrants à Oujda sont francophones, mais nous avons aussi affaire à l'afflux de nouveaux réfugiés en provenance du Soudan. Ce sont des hommes, très souvent blessés après avoir traversé la frontière terrestre, très dangereuse avec un profond fossé. 13 % d'entre eux sont des mineurs. Ils n'ont pas de communautés ou de contacts au Maroc qui puissent les aider à trouver un logement. Enfin, l'une des choses qui nous posent le plus de difficultés est l'identification des personnes décédées. »

Tiznit :

« Tiznit est devenue une ville de transit, ici les militant-es distribuent surtout le numéro de l'Alarm Phone aux personnes migrantes. »

Nador :

« À Nador, le travail militant est partagé entre plusieurs personnes. Le travail consiste à donner des conseils sur la sécurité en mer, à être disponible pour les migrant-es pendant la traversée ainsi qu'à donner des conseils aux équipes de l'Alarm Phone lorsqu'elles ont des questions sur la région. Nous sensibilisons également les différentes communautés de migrant-es aux risques en mer. »

Rabat :

« Rabat n'est pas un lieu de départ. Avant, c'était un endroit plutôt 'sûr' pour les migrant-es. Mais cela a changé depuis qu'un nouvel accord a été signé avec l'Espagne. Cela a conduit à l'arrestation de migrant-es dans certains quartiers, par exemple à Takadoum. Les migrant-es viennent à Rabat pour chercher du travail et gagner un peu d'argent. Nous les aidons donc à s'orienter à Rabat. Nous distribuons également des cartes de l'Alarm Phone et donnons des informations juridiques. Enfin, nous nous

occupons aussi d'aider les migrant-es à obtenir un suivi thérapeutique. »

Fez :

« À Fez, il y a beaucoup de migrants qui sont repoussés à la frontière algérienne, près d'Oujda. Notre groupe ici travaille ici en coopération avec d'autres services sociaux qui soutiennent les personnes dans leur migration. »

Laayoune :

« En général, au cours des dernières années, de plus en plus de personnes migrantes ont commencé à arriver au Sahara occidental et dans le sud du Maroc, et parmi elles, il y a différentes nationalités, y compris des gens de Syrie. Notre travail consiste à sensibiliser les migrant-es dans différents quartiers, par exemple à l'utilisation d'un téléphone satellite. La répression est forte car les migrant-es sont traquées par l'armée et la police non seulement en mer, mais aussi chez eux. Les jeunes, en particulier, risquent d'être accusés de conduire des bateaux. Nous les avons vues être amenées au tribunal sans avocat ni interprète. »

34



Réunion de l'Alarm Phone Maroc
à Larache, Maroc, juillet 2021.
Photo : Alarm Phone Morocco

La situation migratoire au Sénégal et en Mauritanie

Saliou Diouf & Amadou Mbow

Au Sénégal et en Mauritanie, nous assistons depuis 2019 à la reprise des départs des migrant·es vers les Îles Canaries en passant par l'océan Atlantique. Ces départs ont occasionné beaucoup de morts et des disparitions. Pour faire face à cette situation, les autorités politiques du Sénégal, de la Mauritanie, du Maroc et d'Espagne n'ont comme réponse que le durcissement de leurs politiques, ce qui entraîne davantage de violations et de violences dont sont victimes les migrant·es. C'est pourquoi nous crions BOZA !

BOZA FII (Benn kàddu - Benn yoon)

BOZA : le cri des combattants

BOZA : le cri de la population vulnérable

BOZA : le cri qui te fait sortir de la détresse

BOZA : le cri qui retentit dans les frontières

BOZA : le cri qui fait tomber les murs

On ne subit pas la vie, on la fait... **BOZA FREE...**

BOZA FII est un groupe d'activistes qui s'engagent dans le domaine de l'exil et de la migration. Nous soutenons les migrant·es qui sont de retour de manière volontaire, ainsi que les migrant·es qui ont été expulsés vers leur pays d'origine et qui sont confrontés à un manque total d'assistance. Nous soutenons aussi les ami·es et familles de celles et ceux qui ont

disparu en mer Méditerranée et aux frontières dans leur douloureuse quête de réponses. Nous revendiquons le droit à l'identité et à la dignité pour toutes les victimes de nos frontières, et le droit de leurs familles à savoir. Nous voulons œuvrer au meilleur respect des droits de ces personnes, non seulement fragilisées par les drames de la migration mais aussi souvent stigmatisées dans leur propre communauté. Nous souhaitons également encourager la production de connaissances et promouvoir l'objectivité du débat sur les migrations et les échanges internationaux afin d'affronter ensemble les réalités mondiales.

Les membres de BOZA FII font aussi partie du groupe Alarm Phone Dakar, qui est un relai de l'Alarm Phone. AP Dakar a pour objectif principal de fournir une aide aux personnes se retrouvant en situation de détresse lors de leur traversée de l'océan Atlantique vers Europe, ainsi que de documenter les disparitions en mer.

Évolution de la situation migratoire au Sénégal

Aujourd'hui, le Sénégal fait partie des pays les plus affectés par le mouvement d'exil des jeunes. Nos dirigeants n'ont mis aucun dispositif pour que les jeunes puissent s'établir dans ce pays. Entre 2006 et 2010, des départs massifs ont été enregistrés au Sénégal, un phénomène appelé « Barça ou Barsakh ». 15 ans après, depuis novembre 2020, un scénario similaire se produit, provoquant la mort de nombreuses personnes. Cela est en grande partie due aux contrats bilatéraux signés par le gouvernement avec des pays occidentaux, comme le renouvellement des contrats de pêches, accordé à l'UE en novembre 2019, mais aussi le durcissement des procédures d'obtention de visa pour les pays tiers.

Les mouvements sociaux sénégalais dénoncent ces accords de pêche qui obligent les jeunes pêcheurs à émigrer, en risquant leur vie dans des bateaux de fortunes.

Après avoir été critiqué pour leur silence et après avoir essayé de démentir le nombre de victimes donnés par les ONG, les autorités gouvernementales sénégalaises n'ont cessé de promettre le renforcement des contrôles et la surveillance sur les côtes. Face à la recrudescence de la

36

37

migration chez les jeunes, la ministre espagnole des Affaires étrangères est venue récemment au Sénégal pour discuter avec le chef de l'État de la déportation des Sénégalais arrivés au Canaries.

À cela s'ajoute la criminalisation de certain-es candidat-es à la migration. C'est le cas d'un père de famille, arrêté après avoir payé pour son jeune fils un passage en pirogue, à destination de l'Europe. L'enfant, surnommé « Doudou », âgé de 14 ans, est décédé en mer mi-octobre.

L'Atlantique reste l'une des routes migratoires les plus meurtrières. C'est pour cela que nous souhaitons voir, un jour, des bateaux et avions humanitaires sillonnant dans cette zone pour apporter leur assistance aux personnes qui essayent de joindre les côtes des Canaries par la mer. Aujourd'hui, la criminalisation devient de plus en plus fréquente dans nos pays et les réseaux de lutte locaux n'ont pas assez d'influence pour faire face au système. De plus, à part les réseaux de militants locaux, la population ne comprend pas grand-chose des politiques migratoires. Les gens ignorent que tout se passe dans la discrétion totale et que nos dirigeants signent des accords qui n'aident pas la population.

Les activités militantes au Sénégal

Boza Fii et AP Dakar mènent des activités de dénonciations et de revendications au Sénégal, en luttant pour les droits et la dignité des personnes qui se déplacent, par l'exemple :

- La CommémorAction du TARAJAL du 6 février, initiée par le réseau Watch the Med Alarm Phone et célébrée dans différents endroits du monde.
- La Convergence de Dakar qui nous a permis de créer des espaces d'échange entre acteurs de différents réseaux, dans les pratiques et les visions transnationales de la liberté de mouvement et de l'égalité des droits.
- La Caravane Patriot Act qui a pour but de promouvoir le droit à l'identité et à la dignité pour toutes les victimes de nos frontières, et le droit de leurs familles à savoir, ainsi de faire sensibiliser sur les politiques migratoires au Sénégal.

38



Mauritanie : Sirènes de la liberté

L'Alarm Phone Mauritanie s'inspire de la philosophie et les principes fondateurs de l'AP. le groupe, nouvellement créé en Mauritanie, envisage de documenter les disparitions en mer en se liant, notamment, avec la fédération des pêcheurs. Le groupe a organisé, à l'instar d'autres groupes de l'AP, la CommémorAction du 6 février en présence notamment des communautés de migrant-es, de la presse et de la fédération des pêcheurs. Le groupe a aussi participé à la Convergence organisée à Dakar. Cet espace nous a permis de partager notre vision et les valeurs auxquelles nous croyons. Ce fut un espace d'échange entre acteurs de différents réseaux qui défendent le droit à la liberté de circulation, luttent contre l'impunité et donnent au droit à la vie une importance capitale.

Dénoncer le monstre Frontex qui compte s'installer chez nous

S'inscrivant dans le sillage de l'aveuglement meurtrier qui caractérise la gestion militarisée des frontières, nos gouvernants (du Sénégal et de la Mauritanie) viennent de signer un accord pour l'établissement de l'Agence européenne des frontières (Frontex) dans nos pays. La presse mauritanienne a commencé à parler de cette information. Ainsi, Taqadomy News rapportait, en juillet dernier, que Frontex envisageait de mettre en place de nouvelles opérations de lutte contre l'immigration clandestine en Mauritanie et au Sénégal. L'agence d'information reprenait la dépêche de Statewatch, une organisation, qui travaille dans le domaine de la surveillance des libertés civiles en Europe. Selon Statewatch, Frontex entend mener des missions opérationnelles en Mauritanie et au Sénégal en y déployant des navires et du matériel de surveillance. Frontex devrait aussi ouvrir une cellule d'analyse des risques à Nouakchott, à la fin de l'année 2022.

40

Alarme Phone Sahara

Moctar Dan Yaye

En raison de la volonté de l'UE de renforcer sa forteresse pour les ressortissant-es de l'Afrique, notamment de l'Afrique sub-saharienne, le Niger est devenu un point central de son régime frontalier depuis 2015. Des mesures ont donc été élaborées dans ce pays, conformément aux accords de contrôle des migrations conclus avec les pays de l'UE, ce qui enfreint considérablement le droit à la liberté de circulation dans cette région qui jouissait jadis du protocole de la libre circulation des personnes dans l'espace CEDEAO¹. Divers investissements ont été réalisés pour renforcer les forces de sécurité et les contrôles au niveau des frontières et des routes de voyage. Ceci a drastiquement augmenté les supplices pour les personnes qui voyagent, en les rendant plus vulnérables, et a considérablement affecté l'économie de toute la région. Dans le désert nigérien, pour éviter les postes de contrôle et pour échapper à la rigueur de l'application de la loi 036-2015², les transporteurs empruntent de nouvelles pistes désertiques éloignées et isolées rendant le nombre de disparitions élevé.

Dans ce contexte, et face au manque d'informations et de visibilité sur ce qui se passe sur les routes avant la Méditerranée, en termes d'abus et violation de droits des migrant-es, des organisations de la société civile et des activistes de différents pays (Allemagne, Burkina, Cameroun, Mali, Maroc, Niger, Togo...), proches de l'Alarm Phone ont vu la nécessité de mettre en place un projet sœur dans cette zone.

En 2017, est né au Niger « Alarme Phone Sahara », un projet transnational entre l'Afrique et l'Europe à travers le réseau AEI (Afrique Europe Interact). L'objectif est de dénoncer les politiques répressives du contrôle migratoire, de promouvoir les droits et la liberté de circulation des

41

¹ Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

² La loi 036-2015 est une loi qui réprime tout commerce en lien avec le « trafic illicite de migrants » au Niger.

personnes migrant-es et réfugié-es sur les trajets sahélo-sahariens mais aussi de secourir les personnes en détresse dans le désert.

La structuration du projet APS au Niger repose sur quatre niveaux pour mener ses actions ; les réunions hebdomadaires, la coordination, le réseau de lanceurs d'alerte et l'assemblée générale. Une rencontre en ligne chaque semaine fournit un cadre de suivi et un espace pour évaluer les décisions, ainsi qu'un contrôle continu des activités programmées. Elle réunit les membres de la coordination au Niger et d'autres camarades de AEI qui se penchent et statuent sur des questions en cours en vue de ne pas bloquer le travail du terrain.

La coordination est basée à Agadez au Niger, elle a pour rôle de collecter des informations et de coordonner les actions du projet. Les informations permettent de suivre l'actualité de la migration dans la région, et aussi de nourrir une base de données pour éventuelles programmations d'activité. Elle fait de la sensibilisation et recueille des témoignages à son siège, un cadre propice pour les migrant-es qui cherchent à s'orienter ou à s'informer sur la traversée du désert en direction de l'Algérie, de la Libye, ou quand ils en reviennent.

Quant aux lanceurs d'alerte (LA), ce sont des personnes volontaires qui habitent dans différentes localités situées sur les routes migratoires traversant le Niger, d'un côté jusqu'à Assamaka, à la frontière algérienne, et de l'autre côté vers Bilma, la frontière de la Libye. Ils effectuent souvent des missions de patrouilles et/ou de sauvetages, et informent la coordination en cas d'observations (migrant-es en détresse, découvertes de tombes ou corps, etc.).

L'assemblée générale regroupe en présentiel des représentant-es de différents pays membres, et est convoquée pour faire le point sur la vie du réseau. Elle analyse les forces et faiblesses dans le fonctionnement du réseau et initie des stratégies pour développer les avancées. Au niveau international, depuis sa création, des actions de terrain et de relations publiques ont permis de sensibiliser et de lutter contre les violations de droits des migrant-es, et ont rendu plus visible le travail de l'APS, ainsi que la situation de la gouvernance migratoire en deçà de la Méditerranée et du Sahara. Au niveau national, plusieurs missions de sauvetages ont



CommémorAction à Agadez,
Niger, 6 Février 2022.
Photo : Alarme Phone Sahara



Assemblée générale, Agadez,
Niger, Février 2022.
Photo : Alarme Phone Sahara

été menées pour aider des migrant-es en détresse, en fonction des moyens. Depuis quelques temps, des assistances humanitaires ont été mis en place au vu du développement de la situation à Agadez, comme la cuisine collective, offerte aux migrant-es chaque samedi, les kits alimentaires pour les migrant-es dans les ghettos et en détention dans les prisons, mais aussi le rétablissement de liens familiaux pour ceux qui reviennent.

L'APS a effectué des missions dans la sous-région pour observer les traitements que subissent les voyageurs au cours de leurs déplacements transfrontaliers dans l'espace CEDEAO. Elle a aussi effectué des tournées d'informations, de sensibilisation et de lobbying en Europe sur les conséquences de l'externalisation des frontières. L'APS a également participé à plusieurs rencontres et actions transnationales et transcontinentales, telle que les journées de CommemorAction, le Transborder Summer Camp.

L'APS fait face à de nombreux défis tant la question migratoire au Niger est complexe. Le pays est caractérisé par une migration mixte, étant lui-même un pays d'origine et d'accueil, en plus d'être un pays de transit – tel qu'il est souvent décrit dans la perspective occidentale –, ce qui tend à invisibiliser les migrations à l'échelle nationale, sous régionale et continentale. D'un côté, il y a la montée fulgurante des crises armées dans ces zones frontalières du pays, contraignant des populations à se déplacer. De l'autre, depuis 2016, l'Algérie a un accord avec l'État nigérien, et jette illégalement des milliers de personnes, femmes, enfants et hommes à la frontière, précisément au Point Zéro, à près de 15 km de Assamaka. Un scandale humanitaire qui concerne des ressortissant-es du Niger qui partent en Algérie, mais aussi de différents pays de l'Afrique subsaharienne et au-delà.

Pour couronner le tout, l'UE a renforcé son influence sur le Niger en matière de contrôle des frontières, avec un « passage à la vitesse supérieure » de la coopération anti-migratoire, camouflée par une lutte contre le trafic d'êtres humains.

44

Les épreuves d'une femme sur la route du Cameroun jusqu'au Maroc

Le témoignage qui suit est celui d'une femme proche du réseau de l'Alarm Phone et ayant voyagé du Cameroun au Maroc par voie terrestre. Avertissement : ce récit détaillé contient des descriptions de violence. Les femmes sont confrontées à des difficultés extrêmes lors de leurs voyages migratoires. Nous remercions cette personne pour son courage et pour avoir partagé son histoire avec nous.

Je me souviens encore du 11 septembre 2016 comme si c'était hier. C'est le jour où j'ai décidé de quitter mon pays pour un avenir meilleur.

Nous étions trois : moi et deux amies. La plus jeune d'entre nous était mineure. Le lendemain de notre départ, nous sommes arrivées à la frontière nigérienne où l'on nous a demandé de montrer nos documents d'identité. J'avais mes papiers d'identité, mais on nous a quand même refusé l'entrée au poste frontière. Un habitant de la région s'est approché de nous et nous a dit qu'il pouvait nous faire passer par un autre chemin. Nous avons marché toute la nuit dans la brousse, et il a finalement réussi à nous faire entrer au Nigeria. Comme nous avions assez d'argent, nous avons pu ensuite nous rendre au Bénin.

Nous avons voyagé pendant deux jours dans des conditions traumatisantes mais sommes finalement arrivées au Bénin. Ensuite, le

45

chauffeur nous a emmenées dans une agence de voyage et nous a remis à la personne responsable. Cette personne nous a dit qu'elle pouvait nous emmener au Niger, à condition que nous payions nous-mêmes nos billets et que nous soyons conscientes qu'il y aurait des contrôles de police sur la route. Nous étions déterminées et avons accepté, sans savoir qu'il y aurait plus de 30 contrôles de police sur la route et que chaque contrôle coûterait pas moins de 20 euros. Après trois jours de voyage, nous sommes arrivées au Niger dans la ville de Dosso. Nous y avons passé sept jours.

C'est alors que le véritable calvaire a commencé pour moi. Les deux filles avec lesquelles j'avais quitté le Cameroun n'avaient plus d'argent. J'avais peur d'être coincée avec elles, alors je les ai laissées à Dosso, je leur ai donné un peu d'argent et j'ai continué seule. J'ai roulé toute la nuit de Dosso à Agadez. De là, j'ai acheté un billet et j'ai attendu mon départ pour la ville d'Alit, toujours au Niger. C'est là que se trouve la frontière pour traverser le désert. Une fois arrivé à Alit, j'ai demandé à un monsieur où je pouvais passer la nuit. À l'auberge, j'ai rencontré plus de 40 personnes qui faisaient le voyage. Ce fut un choc pour moi car les conditions étaient catastrophiques ; des femmes avec des enfants et des couples formés sous la contrainte. Je me suis mis à pleurer et à regretter d'avoir pris cette route. Je n'avais pas de nouvelles des deux filles que j'avais laissées à Dosso. Elles m'avaient dit qu'elles me retrouveraient dans une semaine à Alit et m'avaient demandé de les attendre. Je les ai attendues pendant deux semaines, mais elles ne sont jamais arrivées.

Un passeur est venu pour emmener un groupe de 30 personnes en Algérie. Nous avons quitté Alit une nuit vers 3 heures du matin et nous avons roulé toute la journée dans le désert, chacun-e avec juste une bouteille d'eau. C'était affreux. À Inguissam, la première ville après le désert, nous nous sommes cachés dans une vieille maison pendant environ 17 heures. Puis des chauffeurs sont venus nous chercher pour nous emmener dans la ville de Tamanrasset en Algérie. Ils nous ont emmenés dans des pick-up et ont roulé toute la nuit jusqu'à ce que, à un moment donné, ils arrêtent la voiture et sortent de longs bâtons. Ils ont commencé à frapper les hommes à l'arrière de la voiture. Puis ils ont fouillé tout le monde, en commençant par les hommes. Ils ont fouillé partout, y compris nos

46



Action des femmes à
Tanger, Maroc, 8 mars 2022.
Photo : Alarm Phone

parties intimes, et ont pris tout l'argent que nous avions sur nous. Après avoir conduit pendant deux heures, ils se sont à nouveau arrêtés. Ils nous ont pointées du doigt, moi et une autre fille, et nous ont demandé de les suivre. Ils avaient des couteaux et de longs bâtons sur eux. J'ai été violée par deux hommes cette nuit-là. Je ne l'oublierai jamais. J'étais dégoûtée et humiliée et je ne voulais qu'une chose : mourir. J'ai réussi à trouver la force de tenir bon. Une fois qu'ils ont eu fini, ils nous ont laissés derrière eux et nous ont dit que nous n'étions pas loin de Tamanrasset.

Nous devons encore traverser une partie du désert. Nous avons marché toute la journée sans eau vers le soleil levant jusqu'à ce que nous apercevions une voiture. Elle nous a emmenés à Tamanrasset, chez des Camerounais, dans un des ghettos de la ville. J'ai alors appelé ma famille pour leur dire où je me trouvais. J'ai alors appris que les deux filles que j'avais laissées à Dosso étaient arrivées à Agadez où elles avaient pris une voiture pour finalement se retrouver en Libye. Elles avaient été vendues à des femmes puissantes. Ces femmes sont du genre à avoir des clients qui veulent coucher avec vous. Vous êtes obligé de le faire parce que vous êtes comme leur esclave. Ensuite, les deux filles ont été emprisonnées en Libye. Lorsqu'elles ont été libérées, l'une a préféré retourner au Cameroun et la plus jeune, qui était mineure, a réussi à se rendre en Italie.

Après un mois passé dans la ville de Magnia en Algérie, à la frontière d'Oujda, j'ai réalisé que j'étais enceinte de mes violeurs du désert. Je n'avais plus d'argent sur moi, mais j'ai trouvé un moyen de me faire avorter. J'étais déterminée. C'était soit ma vie, soit l'avortement. J'ai avorté parce que j'ai vu la souffrance des femmes sur cette route qui ont été violées et ont donné naissance à des enfants qui n'auront jamais de père. J'ai vu des femmes devenir des objets sexuels pour avoir un endroit où dormir ou de quoi manger, car en Algérie il n'y a pas de travail pour les femmes.

Quand je suis arrivé au Maroc, je pensais que ma souffrance était terminée et que j'irais directement en Europe. Mais mon cousin qui était censé m'aider s'était enfui avec mon argent et j'ai donc commencé à faire des petits boulots. Grâce à mes expériences avec différentes communautés tout au long du voyage, les femmes ont commencé à me faire confiance, et j'ai commencé à faire du bénévolat dans une petite association de femmes

nigérianes. Les femmes nigérianes sont souvent vendues dans leur pays, puis obligées de travailler sexuellement pour rembourser l'argent à leurs acheteurs, même ici au Maroc. Par le biais de l'association, nous rencontrons souvent des femmes qui vivent avec le VIH-sida et qui ne savent pas où elles ont contracté le virus. Elles sont souvent obligées de coucher avec des migrants dans tout le Maroc et en forêt. C'est dans les forêts que les femmes qui ont réussi à trouver l'argent pour payer la traversée, vont attendre le Boza.

48



«La violence contre les femmes ne connaît pas de frontières», Calais, France, 2021. Photo : Alarm Phone

« Nous devons les aider »

Une conversation entre Husein*, un voyageur, et Reto, un militant de l'Alarm Phone

Husein a pris un bateau pour les Canaries à la fin de l'année 2020. Reto a reçu la confirmation que le bateau avec lequel Husein voyageait était bien arrivé aux Canaries lors de sa permanence pour l'Alarm Phone. Après son arrivée, Husein et Reto sont restés en contact régulier. Husein, qui vit depuis en Espagne, a rejoint l'Alarm Phone. Il est contact avec les personnes sur les bateaux lorsqu'on a besoin d'une personne arabophone pour communiquer.

R Husein, comment es-tu entré en contact avec l'Alarm Phone ?

H J'étais à Dakhla et mon projet était d'aller aux Canaries. J'ai donc cherché sur Internet les organisations qui pourraient m'aider pendant le trajet en mer. J'ai trouvé le numéro de l'Alarm Phone et j'ai dit à mon frère : « Si tu n'as pas de nouvelles de moi, appelle l'Alarm Phone et demande-leur de nous aider. »

Lorsque je me suis enfin retrouvé en mer, avec 33 autres personnes, mon frère a appelé l'Alarm Phone et a donné le numéro du téléphone que j'avais sur le bateau

(Note : Les jours suivants, plusieurs équipes ont tenté de joindre Husein par téléphone et via WhatsApp. Ce n'est qu'au bout de quatre jours que nous avons été informés que Husein était bien arrivé à Las Palmas, aux Canaries).

En mer, lorsque nous avons eu une couverture réseau, j'ai appelé le

50

51

112. Ils m'ont demandé combien de personnes nous étions, s'il y avait des enfants et des femmes avec moi – il n'y en avait pas. La Guardia Civil est venue nous voir. Nous étions déjà en mer depuis cinq jours. Ils nous ont amenés à Las Palmas.

Là-bas, nous sommes restés dans un camp pendant trois jours et avons été testés pour le Covid. Puis on nous a amenés au centre de détention – une prison pour expulser les gens. Ils ont pris tous les téléphones, mais plus tard, ils m'ont proposé de me rendre mon téléphone, à condition que je casse la fonction l'appareil photo. J'ai accepté.

J'ai allumé le téléphone et ouvert WhatsApp. De nombreux numéros sont apparus, ceux de personnes ayant essayé de me joindre pendant le voyage. J'ai donc envoyé un message à chaque numéro – et tu as répondu. Cela m'a beaucoup motivé.

Sur les 34 personnes arrivées en même temps, seules moi et quatre autres personnes n'ont pas été expulsées vers le Maroc.

R Pourquoi as-tu écrit des messages à tous les numéros qui apparaissaient sur ton téléphone ?

H J'ai contacté tous les numéros, car je pensais que l'un d'entre eux pourrait peut-être m'aider – et finalement, j'avais raison !

R Avais-tu déjà essayé d'aller en bateau du Maroc aux Canaries ?

H Oui, trois fois. J'avais déjà payé pour le voyage, mais je ne suis jamais arrivé jusqu'au bateau. J'avais attendu le départ, mais je n'avais jamais vraiment commencé le voyage. Mais j'ai récupéré mon argent. Puis j'ai réussi lors de mon quatrième essai.

R Pourquoi n'as-tu pas pris la route de l'Espagne en passant par Tanger ?

H D'abord, j'avais prévu de passer par Tanger. Mais on ne peut pas passer par là. Il y a beaucoup de ministères et de sécurité là-bas et ce n'est

pas facile de passer. En plus, les passeurs escroquent les migrants et leur prennent leur argent. Il est moins difficile de passer par Dakhla et ce n'est pas cher.

R Mais tu savais que la route de l'Atlantique est très dangereuse ?

H Oui, je le savais. Mais passer par Tanger ou même par la Turquie (ce à quoi je pensais aussi) n'est pas possible ou très difficile à faire. En passant par la Turquie, j'aurais dû traverser plusieurs pays et il y a beaucoup de risques sur le chemin. Les gens mettent trois mois ou plus pour arriver en Italie. Et pour passer par Tanger, j'ai entendu dire que ça coûtait entre 6 000 et 14 000 €, sans aucune garantie d'arriver sain et sauf. Je ne sais pas si ces chiffres sont corrects, mais j'ai décidé d'essayer le chemin via Dakhla.

R Tu as rejoint l'Alarm Phone en tant que traducteur plus tard. Pourquoi ?

H Parce que je connais la situation des gens dans les bateaux. J'ai fait cette expérience moi-même. Nous devons les aider, mais il est difficile de les aider sans avoir fait cette expérience. Et comme ils ne parlent pas tous anglais, je leur parle en arabe. Je peux parler aux gens sur le bateau d'une manière différente. Et je me rappelle encore comment c'était quand j'étais en mer, alors je veux les aider. Cela ne me fait pas faire de mauvais rêves par la suite.

R As-tu des conseils à donner à l'Alarm Phone pour améliorer ses activités ?

H Oui, j'ai une idée, mais je pense que ce n'est pas possible : convaincre les gouvernements de donner aux migrants des papiers pour rester en Europe, et leur permettre de travailler !

*le nom a été modifié.

52



Environ 450 femmes et enfants se sont réunis à Mytilène, Lesbos, pour protester contre les conditions de vie horribles dans le camp de Moria et l'augmentation de la violence, janvier 2020.
Photo : Alarm Phone



3

La Méditerranée centrale

Un bateau avec environ 170 personnes à bord est tiré à l'aide d'une corde par le navire marchand Vos Triton, août 2021.
Photo : Sea Watch Mediateam (Sea-Watch e.V.)

La route de la Méditerranée centrale

Pendant l'été 2022, peu de nuits se sont écoulées sans qu'il n'y ait de départs depuis la Libye ou la Tunisie pour l'Europe. La hausse du nombre d'arrivées en est le reflet – plus de 50 000 personnes sont arrivées dans les huit premiers mois de 2022. Ce nombre est en augmentation depuis plusieurs années en Méditerranée centrale – puisqu'on est passé d'un nombre d'arrivées modéré en 2019, lorsque seulement 15 000 personnes avaient atteint l'Italie ou Malte, à plus de 68 000 en 2021.

L'Alarm Phone a vécu de près cette augmentation de la circulation. Alors que nous n'avions assisté que 27 bateaux en 2018 en Méditerranée centrale, ce nombre est monté à 101 en 2019, à 173 en 2020, et même à 407 en 2021. Avec 318 bateaux suivis dès la fin du mois d'août, 2022 devrait être une année record en termes de cas de détresse. Cela montre clairement que l'Europe et ses alliés nord-africains ont échoué à fermer cette route migratoire.

Pendant les périodes prolongées de beau temps des mois d'été 2022, des milliers de personnes ont fait leur traversée vers Lampedusa, vers la Sicile, et dans quelques cas exceptionnels vers Malte. Ces personnes ont réussi à traverser la mer malgré la machinerie techniquement avancée et bien équipée des refoulements et de refoulements inversés que l'UE et ses alliés libyens ont mis en place. Une grande majorité a réussi à atteindre les eaux territoriales ou même les rivages de l'Italie directement, lors d'arrivées dites « autonomes ».

Tandis que les MRCC (centres de coordination des sauvetages maritimes) officiels à Rome et en particulier à Valletta sont devenus de plus en plus dysfonctionnels ces dernières années, les membres d'organisations de sauvetages en mer ont développé un « MRCC civil ». Les personnes en

détresse font régulièrement l'expérience de la non-assistance ou même du refoulement qui sont les conséquences directes des politiques migratoires racistes de l'Europe. Les acteurs de la flotte civile ont dû unir leurs forces pour combler le manque mortel de secours créé par les autorités de l'UE, tant au large de la Libye que dans la zone de recherche et de sauvetage (SAR) maltaise. L'Alarm Phone s'est ainsi retrouvé, de plus en plus souvent, à jouer un rôle de centre de communication pour la coordination des sauvetages.

« Le lien entre les arrivées autonomes, les refoulements et le MRCC civil » est le titre de la première contribution à cette partie dédiée à la Méditerranée centrale. Elle donne un aperçu des développements les plus importants et est suivie par plusieurs contributions et entretiens dans lesquels ce sont surtout les personnes concernées qui partagent leurs expériences de traversées en mer.

La deuxième contribution montre comment l'Alarm Phone a évolué à travers ces innombrables rencontres avec des personnes qui font la

56



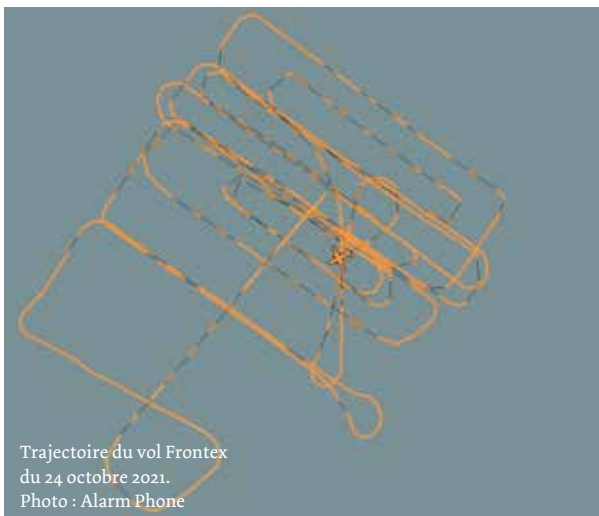
Bateaux dans le port de Lampedusa : deux gros bateaux venant de Libye et un de Tunisie (au milieu), 2022. Photo : Alarm Phone

traversée et au téléphone – en Méditerranée centrale, il s'agit généralement d'un téléphone satellite – tandis que les membres de l'Alarm Phone se trouvent loin, sur leurs téléphones mobiles, quelque part à la maison ou dans un bureau. Quelquefois ces rencontres peuvent avoir lieu en chair et en os, après que le bateau ait été secouru vers l'Europe. C'est ce qui s'est produit lorsque Younis (Libye), et Meret (Suisse), qui s'étaient parlé au téléphone en 2017, se sont rencontrés.

Nous relatons également un cas qui remonte à mars 2020, le « massacre de Pâques », lorsque Malte a non seulement laissé 63 personnes sans secours, mais a aussi organisé une opération de refoulement mortelle qui a tué 12 personnes et envoyé les survivant-es dans des camps de détention aux conditions inhumaines en Libye. C'est grâce au témoignage de plusieurs femmes courageuses, qui nous ont envoyé l'information depuis leur lieu de détention au moyen d'un téléphone caché, que ce cas a pu être reconstitué.

Dans une autre contribution, il est question de l'expérience d'un réfugié de Côte d'Ivoire, resté coincé entre la Tunisie et la Libye et qui, comme des milliers d'autres, n'a pas eu le soutien du HCR.

Puis, nous donnons la parole aux pêcheurs qui sont des travailleurs solidaires et invisibles, venant à l'aide des personnes en danger de noyade – avec des témoignages d'expériences faites en Libye, en Italie et en Tunisie.

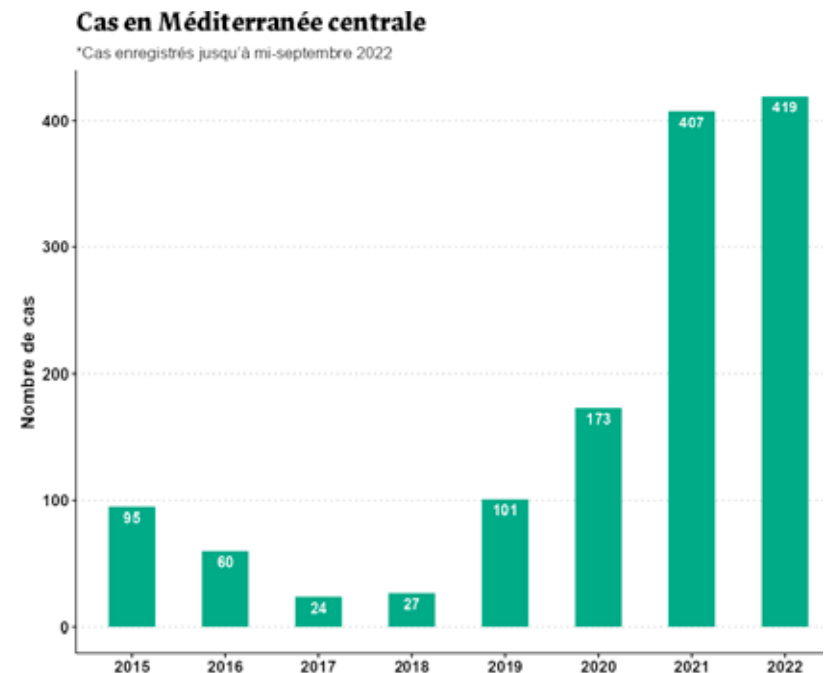


58

59

Enfin, nous présentons un entretien avec un ami qui nous a d'abord contacté de Libye, après avoir vécu un premier refoulement. Le contact avec lui s'est maintenu. Il a de nouveau tenté de faire la traversée et il a finalement réussi à aller en Italie. Plus tard, il a encore traversé la mer, entre la France et le Royaume-Uni. Une fois arrivé à destination, il a contacté l'Alarm Phone et, quelques semaines plus tard, il a commencé à faire des permanences au sein du projet. C'est sur cette histoire incroyable que se conclut la partie concernant la Méditerranée centrale.

Toutes ces contributions sont surtout des fragments de nos expériences en Méditerranée centrale. Si elles ne peuvent rendre compte de toutes les incroyables expériences que notre réseau et nos équipes de permanence ont pu faire jour et nuit pendant huit ans, nous espérons qu'elles reflètent les différentes dimensions de notre lutte – les disparitions et les morts en mer, les personnes qui défient les frontières avec ténacité et les multiples formes de solidarité.



Arrivées autonomes, refoulements et le MRCC civil

Hagen Kopp

Le 26 juillet 2022 au petit matin, l'Alarm Phone a reçu l'appel d'un groupe de personnes nous informant qu'elles avaient atteint Lampedusa. Plusieurs heures durant, plus tôt dans la nuit, ce groupe s'était retrouvé en détresse en mer et nous avait fourni ses coordonnées GPS que nous avons transmises aux autorités italiennes. Ce groupe était parvenu jusqu'à l'île sans aucun soutien de la garde côtière italienne ou de navires de sauvetage civil – un cas qui est loin d'être unique. Ces « arrivées autonomes » ont considérablement augmenté, notamment à cause du manque de secours causé par le retrait des autorités de l'UE dans les zones les plus dangereuses de la Méditerranée centrale.

Il faut souvent 20 heures aux groupes qui arrivent de manière autonome pour traverser depuis la Tunisie, et 30 à 40 heures depuis la Libye. Ils appellent désespérément à l'aide, souvent pendant des heures, directement auprès des garde-côtes ou par l'intermédiaire de l'Alarm Phone. Mais leurs appels de détresse sont fréquemment ignorés. La non-assistance est depuis longtemps la norme en Méditerranée centrale.

À côté des débarquements autonomes nous avons vu de nombreux cas de bateaux interceptés ou accompagnés par les garde-côtes jusqu'au port, alors qu'ils ne se trouvaient qu'à quelques petits kilomètres des côtes. Dans les statistiques officielles ces cas peuvent être comptés comme des opérations de sauvetage menées par les garde-côtes, mais ils apparaissent en réalité comme des opérations de contrôle, étant donné que ces bateaux auraient de toute façon accosté de manière indépendante. Comme ces bateaux ont réussi à traverser la plus grande partie de la mer, les arrivées

autonomes devraient, de notre point de vue, inclure tous les bateaux qui sont parvenus à proximité ou dans les eaux territoriales de l'Italie ou de Malte, c'est-à-dire à environ 12 à 15 miles au large des côtes.

Il est important de savoir que la grande majorité des traversées maritimes sont effectuées de façon autonome par les personnes qui circulent. Les jours de grande affluence, des douzaines de bateaux accostent à Lampedusa. Par exemple, 31 bateaux ont atteint Lampedusa le 30 juillet, 18 le 6 août et même 42 le 27 août 2022. Ces bateaux étaient pour la plupart partis de Tunisie, plusieurs aussi de Libye. Ces jours-là, seuls quelques bateaux ont été secourus par les sauveteurs des ONG ou par les autorités européennes.

Ces derniers mois, nous avons aussi observé que plusieurs bateaux plus grands, avec à leur bord 300 à 500 personnes, sont parvenus jusqu'aux côtes de Sicile ou de Calabre. Bien sûr, les arrivées de cette importance reçoivent l'attention du public, mais on ne sait pas très bien combien de petits bateaux, ceux qu'on appelle les « bateaux-fantômes », arrivent pendant la nuit, sans avoir été détectés.

Nous ne devrions jamais oublier que la plupart des traversées ne font l'objet d'aucun secours. Il convient donc de souligner la ténacité des personnes en mouvement lorsqu'elles franchissent, souvent de manière indépendante, les frontières mortelles de l'Europe.

60

61

« Un centre de coordination de sauvetage maritime civil (CMRCC) : ce n'est pas une idée pour le futur ou une vision à long-terme. Non, c'est déjà une pratique quotidienne ! »

Après la fin de l'opération *Mare Nostrum*, les MRCC maltais et italiens, ainsi que les gardes côtières, sont devenus de plus en plus dysfonctionnels et indisponibles pour les personnes en détresse, parties de Libye ou de Tunisie. Les personnes qui font la traversée font régulièrement l'expérience de la non-assistance ou même des refoulements, une conséquence directe des politiques migratoires racistes de l'Europe. Les acteurs de la flotte civile ont dû essayer de combler le manque de secours laissé par les autorités dans les zones internationales de recherche et de sauvetage libyennes et

maltaises. Depuis 2019, l'Alarm Phone s'est trouvé de plus en plus souvent à jouer un rôle de centre de communication pour la coordination des sauvetages.

En 2020, les membres de plusieurs organisations de sauvetage en mer ont intensifié leurs efforts pour construire une plateforme de coordination et de documentation pour les personnes en détresse en Méditerranée centrale. Ils l'ont appelée celle-ci « MRCC civil » : elle fonctionne comme un catalyseur pour améliorer la communication entre les différents acteurs impliqués dans le sauvetage civil en mer. Entre-temps, la collaboration entre l'Alarm Phone, les moyens aériens – dirigés par Sea Watch et Pilote Volontaire – et la flotte civile en mer est devenue routinière. Au cours de l'été 2022, cette communauté civile a organisé ses propres sauvetages presque tous les jours et toutes les nuits. Cela se déroule indépendamment des MRCC officiels, ou même dans une sorte de « course » contre eux, et contre Frontex qui tente d'organiser des interceptions et des refoulements par les soi-disant garde-côtes libyens.

Une nouvelle publication du MRCC civil, intitulée *Echoes from the Central Med*, documente cette coopération entre les acteurs civils et propose un journal de la coopération. Il est clair que ce travail collectif apporte une différence significative. Notre travail quotidien dans les zones de détresse constitue également une forme de contre-surveillance, en dénonçant les graves violations des droits humains commises par l'UE et ses alliés libyens, et en attirant l'attention du public sur celles-ci. Le MRCC civil est un pôle actif de solidarité pour les personnes qui se déplacent aux frontières, dans des espaces très contestés. Il pourrait devenir encore plus important à l'avenir, si un gouvernement d'extrême droite arrive au pouvoir en Italie à l'automne 2022.

**POUR PLUS D'INFORMATIONS, VOICI LE SITE WEB
DU MRCC CIVIL AVEC LA NEWSLETTER ECHOES :
[HTTPS://CIVILMRCC.EU/](https://civilmrcc.eu/)**



Des personnes en sécurité
sur le Louise Michel, 2020.
Photo : Louise Michel



Photo: Alarm Phone

« La vie est ce que nous avons de plus précieux »

Une conversation entre Younis* et Meret*, deux activistes membres de l'Alarm Phone qui viennent d'horizons différents.

Août 2017. Alarm Phone est alerté par un bateau en Méditerranée centrale, avec à bord trois hommes, une femme enceinte et un enfant de trois ans. Les cinq personnes ont finalement été secourues par les garde-côtes italiens et ont été emmenées en Italie. Younis* et sa famille sont arrivés dans un pays européen et y ont rencontré Meret*, l'une des militantes impliquées dans leur cas. Une amitié est née et Younis a commencé à travailler en tant pour l'Alarm Phone. Ses connaissances nautiques et son expérience personnelle de survie en mer sont inestimables pour le travail de permanence de l'Alarm Phone.

Younis Notre moteur était en très bon état et nous avions assez de carburant. Il faisait beau. Pas trop chaud. Un vent agréable. Mais ma femme enceinte et ma petite fille n'arrêtaient pas de vomir, ce qui m'inquiétait parce qu'elles allaient se déshydrater. Il était clair qu'elles n'allaient pas tenir très longtemps. J'étais épuisé et je pouvais voir que nous allions être pris dans un orage en continuant vers le nord.

Alors j'ai appelé un ami et je lui ai demandé de rechercher s'il y avait des groupes civils qui s'occupaient des personnes en

détresse. Il a rappelé et il m'a donné le numéro de l'Alarm Phone.

Alors je t'ai appelé.

Tu voulais connaître notre position. Mais au bout de la deuxième mention de notre position, tu étais irritée : « Vous allez trop vite. Ça n'est pas possible. Il y a quelque chose qui ne va pas. »

Meret Nous n'avions jamais eu le cas d'un bateau aussi bien équipé auparavant. C'était nouveau. C'est le problème : s'il te manque cette expérience, tu peux difficilement imaginer que ce soit possible, donc tu ne peux pas évaluer la situation correctement et tu as tendance à mal comprendre. J'étais à la maison avec mon téléphone. Tu étais sur un bateau au milieu de la mer. On était tellement éloignés l'un de l'autre, notamment sur le plan de l'imaginaire. C'est pourquoi il est si important pour nous d'avoir un échange avec les personnes qui voyagent, d'analyser les différents cas pour étendre notre connaissance.

Qu'est-ce que tu attendais de l'Alarm Phone ?

Y Simplement que vous envoyiez un bateau pour nous aider.

Rires.

Y Mon ami m'a encore rappelé et m'a dit que l'Alarm Phone n'avait pas assez de moyens pour avoir ses propres bateaux. Mais il m'a dit que c'était une organisation incroyable, avec un grand réseau qui défend les droits des migrants.

M Nous avons informé le MRCC de Rome de votre cas et nous avons reçu l'ordre de vous dire de retourner vers le sud. C'était une décision difficile pour nous, nous ne savions pas si les garde-côtes italiens allaient vous remettre entre les mains des garde-côtes libyens.

Y Oui. C'était complètement fou. Et c'est comme ça que toi et moi on a fini par se disputer. Ce n'était pas facile de te faire confiance. Mais ensuite je me suis dit : qu'est-ce qu'elle gagnerait à nous livrer aux Libyens ? Ça ne lui apporterait aucun avantage.

Alors nous avons navigué vers le sud et au bout de quatre heures nous avons vu, au loin, les garde-côtes italiens. Après l'opération de sauvetage nous avons eu une discussion avec le capitaine,

et il nous a promis qu'il ne conclurait pas d'accord avec les Libyens.

Pendant les jours que nous avons passés sur le navire italien à naviguer le long de la côte nord-africaine, j'étais interrogé tous les matins par les officiers. Ils ont essayé de m'accuser de trafic humain. J'ai connu des moments difficiles à cause de ça. Est-ce qu'il n'aurait pas été plus sûr de continuer jusqu'à Malte de façon indépendante ? Mais en voyant ma femme et ma fille, je savais qu'il valait mieux demander de l'aide. C'est si dur à réaliser : prendre la mauvaise décision leur aurait gravement nuit.

À notre arrivée en Italie, ils ont envoyé ma femme et ma fille à l'hôpital. Finalement, j'ai retrouvé ma famille et nous sommes partis vers le nord. On voulait aller en Norvège, mais à Milan, on est montés dans le mauvais train et c'est par hasard qu'on a fini dans ton pays.

M ... Oui. Alors on s'est rencontrés. Et tu as commencé à travailler en tant que militant pour l'Alarm Phone...

Y ... ma première permanence a été très difficile, en pleine nuit. On vivait encore au centre d'accueil.

Ce n'était pas un choix de ma part. C'était quelque chose qu'il fallait simplement que je fasse. Quand j'appelle les voyageurs, je peux ressentir ce qu'ils ressentent. Quand je leur parle, je comprends leur situation simplement à travers leurs voix, à la façon dont ils parlent. Sont-ils en détresse parce que leur vie est menacée ou sont-ils simplement paniqués et épuisés ? Je peux le sentir immédiatement.

M Comment est-ce qu'on pilote un bateau dans les hautes vagues ? De quoi une personne épuisée a-t-elle besoin ? Combien de carburant, quel moteur ont-ils et jusqu'où peuvent-ils aller avec ça ? Tes connaissances, ton expérience et ton assurance dans cette évaluation sont très précieuses pour pouvoir mieux soutenir les personnes.

Y La chose la plus importante pour moi est d'encourager les personnes à tout faire pour rester en vie. À l'intérieur du bateau, personne d'autre ne peut les aider. Elles doivent connaître leur

position, écoper l'eau, trouver la raison pour laquelle le moteur ne fonctionne plus et pourquoi le bateau se dégonfle. Mais la chose la plus essentielle pour survivre est de rester calme pour que le bateau ne chavire pas. Les personnes ont peur et perdent la tête. Alors nous devons les soutenir pour qu'elles retrouvent leur concentration, qu'elles puissent maîtriser leur situation. Une mauvaise réaction peut signifier la mort.

M Il est parfois difficile de gagner la confiance des personnes, de leur faire comprendre qu'on va les aider et que l'on se bat pour leurs droits, même si nous ne pouvons rien garantir. Il y a des discussions compliquées, qui sont rendues plus difficiles encore par des situations stressantes et de mauvaises connexions téléphoniques.

Y J'essaie de prendre suffisamment le temps de parler de l'Alarm Phone. D'expliquer que nous n'avons le pouvoir ni d'envoyer des bateaux ni de forcer les garde-côtes à faire ce que nous voulons. Soutenir, aider, exercer des pressions sur les autorités et surveiller la situation, voilà ce que nous pouvons faire.

Sauver la vie des personnes est une joie et un moment fort pour moi : si tu aides une personne à rester en vie, tu aides le monde entier. La vie est ce que nous avons de plus précieux. Mais quand les personnes vont mourir ou que nous les perdons parce que le contact est rompu, c'est incroyablement dur. Alors j'essaie de m'en convaincre moi-même : j'ai tout donné.

*Les noms ont été modifié

Le massacre de pâques 2020 : « Ce qui nous a fait perdre espoir, c'est de voir les hélicoptères voler au-dessus de nous et ne pas nous venir en aide »

Au moyen d'un téléphone caché dans un camp de détention libyen, huit femmes ont réussi à joindre l'Alarm Phone et nous ont dit :

« Nous sommes huit femmes dans cet endroit. Nous sommes toutes tremblantes. Nous sommes restées en mer presque sept jours. On est venu nous chercher le septième jour et nous avions de l'espoir. Mais nous avons été reconduites en Libye sans qu'on nous ait prévenu. Nous sommes de retour en Libye et nous sommes de nouveau enfermées à Sikka. Nous sommes de retour à l'endroit qui nous désespérait tant. Nos gorges ont été si sèches que nous n'avons pas eu d'autre choix que de boire l'eau de mer. Ce qui nous a fait perdre espoir, c'est de voir les hélicoptères voler au-dessus de nos têtes et ne pas nous venir en aide, alors que nous étions bloquées en mer parce que le bateau n'avait plus de carburant. »

Ces femmes ont été les survivantes d'une violente opération de refoulement qui a eu lieu à Pâques en 2020. Dans la nuit du 9 au 10 avril 2020, 63

68

69

personnes, dont huit femmes et trois enfants, ont essayé de s'échapper de Libye. Malgré leur demande d'asile par le biais de l'HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés), beaucoup d'entre elles avaient été abandonnées dans des camps, parfois pendant trois ans – des années durant lesquelles elles avaient connu la torture et les mauvais traitements. Leur seul moyen d'évasion était un canot surchargé dont elles espéraient qu'il les emmènerait en Europe.

Moins de 24 heures après avoir quitté les eaux libyennes, elles se sont trouvées en détresse dans les eaux internationales et ont appelé l'Alarm Phone, rapportant que leur canot pneumatique prenait l'eau et qu'elles avaient besoin d'aide de toute urgence. Nous avons immédiatement alerté les garde-côtes de Malte et de l'Italie, ainsi que les soi-disant garde-côtes libyens mais personne n'a confirmé qu'ils iraient porter secours aux personnes en détresse.

Quelques heures plus tard, lors d'une conversation avec l'Alarm Phone, les autorités libyennes ont déclaré qu'il n'y aurait pas d'opération de secours à cause de la pandémie de Covid-19 : « La garde-côtière libyenne ne fait plus qu'un travail de coordination en raison du Covid-19. Nous ne pouvons mener aucune action de sauvetage mais nous sommes en contact avec l'Italie et avec Malte. » Alors que la situation à bord devenait de plus en plus critique, le canot a continué lentement vers le nord et a atteint la SAR (zone de recherche et de sauvetage) maltaise le dimanche 12 avril aux environs de midi. Après un dernier appel désespéré l'après-midi, l'Alarm Phone a perdu le contact.

Quelques jours plus tard, les huit femmes qui étaient sur le canot pneumatique ont appelé l'Alarm Phone une fois encore. Cette fois, non pas depuis un bateau menaçant de chavirer mais depuis un centre de détention libyen. En utilisant secrètement un téléphone caché dans le centre de Al Sikka, les femmes ont envoyé plusieurs messages vocaux à l'Alarm Phone et à d'autres défenseurs des droits humains. Dans ces messages clandestins, les femmes reconstituaient soigneusement leur voyage maritime. Ce n'est que grâce à ces témoignages des survivantes que l'on a pu prendre conscience de la tragédie dans toute sa dimension : 20 personnes s'étaient noyées ou étaient mortes de soif, tandis que 51 survivantes

avaient été ramenées illégalement en Libye par un navire privé, envoyé en secret par le gouvernement maltais.

Selon leurs témoignages, trois personnes s'étaient noyées lorsqu'un navire marchand était passé près de leur bateau sans les secourir. Dans une tentative désespérée pour attirer l'attention, trois hommes avaient nagé dans sa direction mais avaient rapidement disparu dans les hautes vagues et le navire était parti sans leur porter assistance. Selon les survivant-es, quatre autres étaient morts dans les heures suivantes à cause du manque d'eau et de nourriture, ou après s'être jeté à l'eau par désespoir.

Les forces armées de Malte, après des journées d'inaction, ont localisé le bateau par un vol d'observation dans la nuit du 13 au 14 avril. Ainsi que les survivantes l'ont rapporté :

[Un] avion est venu vers nous et est allé [inaudible]. Nous savons qu'il s'agit d'un avion de Malte, nous le savons. Et il est venu prendre une photo et puis il est revenu très vite [...] pour appeler un bateau pour venir nous secourir. Et ensuite, tandis qu'un bateau nous secourait [...] l'avion était [inaudible] air. Il a même éclairé et nous a cherchés.

Cette nuit-là, le bateau de pêche avec le pavillon libyen Dar Al Salaam a quitté le port de Valletta, a approché le canot pneumatique en détresse et a pris à son bord les 56 survivant-es. Bien que les autorités maltaises aient donné des instructions au bateau de pêche pour qu'il intervienne, celui-ci n'appartenait pas aux forces armées de Malte. « Ils nous ont dit qu'ils n'étaient pas de véritables sauveteurs, qu'ils ne nous secouraient que parce que les véritables sauveteurs ne voulaient pas nous porter secours », a dit l'une des survivantes. Alors que les migrant-es en détresse auraient pu être débarquées dans l'heure à Lampedusa, le port le plus proche, ils ont été ramenés en Libye, à 150 miles (soit environ 300 km) au sud.

Non seulement les autorités maltaises, mais aussi italiennes sont impliquées dans ce refoulement, car ces dernières avaient été alertées de la situation et auraient pu fournir de l'aide, même si le bateau se trouvait dans la SAR maltaise. De fait, étant donnée la proximité de Lampedusa, les autorités italiennes auraient pu le plus rapidement garantir un débarquement en lieu sûr. Face aux accusations de manquement à l'obligation

de porter assistance, les autorités italiennes ont déclaré l'incident « secret d'état » et ont refusé de fournir les documents, car la divulgation de ces informations pourrait compromettre les relations diplomatiques avec Malte et avec la Libye.

Pendant le long voyage vers la Libye sur le Dar Al Salaam, cinq personnes sont mortes car ni eau ni nourriture n'ont été fournies. Le 15 avril, 51 survivant-es et cinq corps sont arrivés au port de Tripoli. Les survivant-es ont été détenues au centre de détention de Tarik Al Sikka, connu pour ses conditions inhumaines.

Malgré leur calvaire et malgré l'emprisonnement, les huit femmes ont trouvé les moyens de raconter leur histoire. Et l'affaire du massacre de Pâques 2020 n'est pas encore close : le gouvernement maltais fait toujours l'objet d'enquêtes concernant l'orchestration de ce refoulement mortel vers la Libye.

70

71



« Je suis toujours traumatisé par cette expérience »

Un entretien avec Jordan, demandeur d'asile en Tunisie, qui raconte ses démêlés avec le HCR, ainsi qu'avec les garde-côtes tunisiens

Je suis arrivé de Côte d'Ivoire en Tunisie il y a cinq ans. Accusé de préparer un coup d'État, attaqué violemment et menacé de mort, il fallait que je fuie de Côte d'Ivoire. Les Ivoiriens n'ont pas besoin de visa pour voyager en Tunisie ; ce pays était donc une bonne option pour moi.

Je suis arrivé en 2017 et une personne m'a conseillé de prendre le bateau depuis la Tunisie et de demander l'asile en Europe. Après ça, j'ai été emmené vers les côtes du sud-est de la Tunisie, d'où je croyais que j'allais faire la traversée ; mais après avoir traversé de petits lacs, j'ai compris que nous étions en train de traverser la frontière vers la Libye. Au début j'ai résisté parce que je savais que le pays était en guerre et parce que je n'avais jamais voulu aller là-bas, mais finalement je n'ai pas eu d'autre choix que d'accepter.

Dès qu'on a traversé la frontière, l'armée libyenne nous a arrêtés et nous a emmenés en prison. J'ai passé quatre mois en prison mais j'ai finalement réussi à m'évader. J'ai aussi dû travailler à Zuwara pour rassembler les 250 € qui me permettraient de nouveau de rejoindre la Tunisie.

Pour des raisons de sécurité, je voulais aussi demander l'asile en Libye mais pour cela il fallait que j'aille à Tripoli, ce qui était un cauchemar car les migrants doivent payer différentes milices dans différentes villes pour pouvoir aller de l'une à l'autre.

Travailler en Libye était difficile et rude. Au bout de quelques mois, j'ai réussi à rassembler assez d'argent et je suis retourné en Tunisie. Je suis

allé directement à Tunis pour demander l'asile. À cette époque, c'était le Croissant-Rouge qui s'occupait des procédures d'asile. On m'a donné de l'argent, puis une personne travaillant au Croissant-Rouge tunisien m'a crié dessus et m'a demandé de partir le plus vite possible. On ne m'a pas traité comme un être humain, mais comme un déchet.

Le jour suivant on m'a envoyé au « Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés » (HCR) où est délivré une carte de demandeur d'asile. C'était utile pour se déplacer librement sans craindre la détention en Tunisie. Mon premier entretien au HCR a eu lieu en décembre 2018.

Il fallait aussi que je cherche un travail et des amis m'ont dit qu'à Zarzis on était bien payé, alors je suis allé à Zarzis où je suis resté huit mois pour travailler. De ma vie passée, je garde des blessures et une douleur permanente à la poitrine qui a été un obstacle pour moi dans tous les travaux qui nécessitent beaucoup d'efforts physiques. Le HCR ne m'a jamais fourni de soutien médical, mais m'envoyait à chaque fois vers Médecins du Monde, qui m'envoyait à l'hôpital public où les médecins ne me

72



Garde-côtes tunisiens dans le port de Zarzis.
Photo : Alarm Phone

prenaient pas au sérieux.

Ensuite, j'ai décidé d'aller travailler à Sfax. J'étais fatigué d'attendre ma procédure d'asile et je ne recevais pas de soutien de la part du HCR. On m'a proposé de faire la traversée depuis Sfax jusqu'en Italie où je pourrais enfin avoir une vie décente et où ma demande d'asile serait prise au sérieux.

En juin 2021, j'ai pris un bateau depuis Sfax. Quelques heures plus tard, les garde-côtes tunisiens sont arrivés. Lors d'une manœuvre pour nous intercepter, ils ont heurté notre bateau en bois et tout le monde s'est retrouvé à l'eau. J'ai réussi à regagner le bateau mais beaucoup n'ont pas réussi, dont mon ami le plus proche qui a disparu dans la nuit au milieu de la mer. Ensuite, nous avons été ramenés au port et livrés à nous-mêmes.

Je suis toujours traumatisé par cette expérience et je ne voulais pas rester à Sfax alors j'ai décidé de retourner à Tunis. Bien que je n'aie toujours pas le statut de réfugié, que je ne reçoive aucun soutien du HCR, et que je sois incapable de travailler beaucoup du fait de mes problèmes de santé, je ne pense pas que je ferai de nouveau la traversée. La première expérience me traumatise encore et je ne voudrais jamais revivre un tel voyage.

J'ai eu mon second entretien avec le HCR en novembre 2021, trois ans après le premier et quatre ans après ma première arrivée en Tunisie ; ils m'ont dit qu'ils m'appelleraient dans 6 mois ; mais à ce jour, je n'ai eu aucune nouvelle d'eux.

74

« Ils peuvent me mettre autant d'amendes qu'ils veulent, je le referais mille fois. »

Les pêcheurs : des travailleurs invisibles de la solidarité en mer

Beaucoup de pêcheurs, que ce soit en Libye, en Tunisie et en Italie, font toujours et encore partie d'une chaîne de sauvetage en mer. Lorsqu'ils repèrent des bateaux en détresse, ils en alertent les garde-côtes ou les flottes civiles par radio VHF et, dans certains cas, ils aident les bateaux ou effectuent eux-mêmes les sauvetages. Nous avons également rencontré des pêcheurs qui aident les familles à rechercher les corps disparus lors de naufrages. Beaucoup le font dans une tradition de solidarité entre marins, transmise depuis des générations. Ils considèrent le sauvetage comme une chose humaine et une obligation morale, quelle que soit la personne en danger. Les efforts des pêcheurs ne sont souvent pas reconnus par les États ou le public, ils risquent même parfois d'être criminalisés pour ce travail de sauvetage. Nous voulons ici présenter trois cas en Méditerranée centrale, parmi de nombreux autres, afin de documenter et d'honorer ces travailleurs invisibles de la solidarité en mer.

75

Février 2020 – Les pêcheurs en Libye

L'Alarm Phone a reçu le témoignage d'Emma, une jeune femme de Côte

d'Ivoire. Elle et 64 autres personnes avaient quitté la côte libyenne depuis Garabuli dans un bateau bleu en bois. « Nous avons voyagé pendant un temps qui nous a semblé être très long », nous a-t-elle raconté. « Nous avions un téléphone avec nous, mais lorsque nous avons rencontré des difficultés en mer à cause de la panne du moteur de notre bateau, nous avons eu très peur de l'utiliser. Nous avons peur des Libyens. Tôt le matin, après avoir passé toute la nuit en mer avec notre bateau en mauvais état, un pêcheur nous a vus. Il a vu que nous étions dans une situation très difficile, alors il a pris cinq femmes et leurs enfants sur son bateau. Puis, il a attaché son bateau au nôtre et nous a remorqués jusqu'à la terre ferme. Grâce à son aide, nous avons pu échapper aux milices à notre arrivée car il nous a débarqués dans un endroit hors de leur vue. Il nous a sauvé la vie. »

L'Alarm Phone est régulièrement en contact avec des pêcheurs en Libye qui l'informent des bateaux qu'ils ont croisés lors de leurs journées de pêche. Lorsqu'ils repèrent des bateaux de migrantes, ils ne savent souvent pas quoi faire. Ils craignent à la fois les milices impliquées dans le trafic de migrantes et les soi-disant « garde-côtes libyens » qui sont également impliqués dans ce trafic. Ils n'ont pas la capacité d'effectuer des sauvetages de bateaux fragiles, avec plusieurs dizaines de personnes. Ils nous appellent pour témoigner, pour demander du soutien. Ils portent ce fardeau de pouvoir témoigner de la terrible détresse des personnes qui tentent de s'échapper. Ce sont souvent des travailleurs solidaires et invisibles.

Juin 2021 – Les pêcheurs en Italie

Après avoir sauvé huit personnes migrantes de la noyade en mer, un pêcheur de Lampedusa a déclaré : « Il était 4h45 du matin, j'attendais l'aube avec les lumières allumées pour commencer à pêcher, quand j'ai entendu une secousse, puis j'ai vu huit personnes au niveau la coque. (...) Certaines se sont retrouvées dans la mer, alors avec le gars qui travaillait avec moi, nous avons commencé à lancer des gilets de sauvetage. Nous avons d'abord récupéré deux d'entre eux dans la mer. Puis tous les autres. (...) Leurs vêtements étaient trempés et, dans leurs yeux écarquillés, on voyait

76

la terreur de ce qu'ils avaient vécu. Ils ont dû penser qu'ils allaient mourir. (...) Dans le passé, j'ai déjà aidé des pêcheurs, des plaisanciers. Les migrants ? Ce sont des êtres humains. Il n'y a pas de différence, et celui qui dit le contraire n'est qu'un idiot. (...) Je le referais mille fois. Je ne pouvais pas faire demi-tour et les laisser en mer. Une personne qui a du cœur ne peut pas faire ça. Cela m'aurait empêché de dormir. »

Au lieu d'être félicité publiquement pour son acte de bravoure, ce pêcheur a reçu une amende des autorités, soi-disant parce qu'il n'avait pas l'autorisation de se trouver à 39 miles des côtes, là où le sauvetage a eu lieu. Mais sa réponse est claire : « Ils peuvent me mettre autant d'amendes qu'ils veulent, je le referais mille fois. » (Source : Adnkronos, agence de presse italienne).

Par la suite, d'autres pêcheurs de Lampedusa ont pu rassembler tout l'argent dont leur collègue avait besoin pour couvrir cette amende. À leur façon, ils ont, eux aussi, fait preuve de solidarité contre cette injustice.

Décembre 2021 – Les pêcheurs en Tunisie

Après avoir été contactés par les familles des personnes disparues dans un naufrage survenu près de Djerba, des pêcheurs de Zarzis sont sortis en mer avec leur bateau de 6h à 20h. Avec des plongeurs, ils ont recherché les personnes disparues. L'un des pêcheurs a donné une interview à Zarzis TV et a déclaré : « C'est un devoir pour nous, et chaque fois qu'il y a un naufrage, peu importe d'où viennent les gens, nous annulons ce qui est prévu et sortons en mer pour rechercher les personnes disparues dès que les familles nous contactent. Aujourd'hui comme demain, nous rechercherons toujours les personnes et nous les sauverons. Peu importe les défis auxquels nous sommes confrontés, peu importe que les autorités nous soutiennent ou nous bloquent. Nous n'avons jamais eu peur des autorités italiennes ou des Libyens et nous n'aurons jamais peur d'une quelconque autorité. »

Le travail de l'Alarm Phone n'est souvent possible que grâce à des personnes comme les pêcheurs qui transmettent notre numéro d'urgence à

77

d'autres personnes dans le besoin, celles qui nous informent de situations de détresse dans des endroits où nous ne pouvons pas être physiquement présents. Nous remercions tous les pêcheurs qui doivent craindre des représailles pour avoir aidé d'autres personnes en mer, qui sont criminalisés et intimidés lorsqu'ils effectuent des sauvetages, et qui témoignent des horreurs causées par l'absence de routes migratoires sûres.



CommémorAction à Zarzis,
Tunisie, septembre 2022.
Photo : Alarm Phone

« Maintenant, je suis en sécurité en Europe, mais cela ne veut pas dire que je me détourne de mes amis qui sont encore piégés là-bas. »

Entretien avec Adam* qui a échappé à un pays en guerre et est passé de la Libye au Royaume-Uni. Depuis l'été 2021, il est membre actif de l'Alarm Phone.

79

Adam, quand as-tu pris contact avec l'Alarm Phone pour la première fois ?

Adam La première fois que j'ai eu un contact direct avec l'Alarm Phone, c'était le 26 juin 2020, lorsque notre bateau a été saboté et intercepté, près de la zone de recherche et de sauvetage maltaise, par les soi-disant garde-côtes libyens, et que nous avons été repoussés en Libye. Le lendemain, certains d'entre nous ont réussi à s'échapper des bus qui étaient en route vers le centre de détention.

Comment avais-tu appris l'existence de ce numéro d'urgence en Libye ?

A La façon dont j'ai appris l'existence de l'Alarm Phone est intéressante. En mars 2020, j'étais sur un bateau surchargé dans le SAR maltais, le moteur était tombé à l'eau et nous pensions tous que nous allions mourir ce soir-là. Cependant, nous étions en contact avec l'Alarm Phone avec un téléphone Thuraya, et nous avons demandé un sauvetage immédiat à cause du temps qui se détériorait. Nous sommes restés en contact avec l'Alarm Phone pendant environ quatre heures, jusqu'à ce que nous soyons finalement ramenés en Libye. Lorsque j'ai retrouvé ma liberté, j'ai lu tous les tweets de l'Alarm Phone concernant notre bateau et c'est la pression exercée par l'Alarm Phone sur les autorités qui nous a sauvé la vie ce jour-là.

Combien de fois as-tu essayé de traverser la mer Méditerranée en bateau ? Combien de fois as-vous subi des refoulements ? Comment as-tu finalement réussi à t'échapper ?

A J'ai fait cinq tentatives ratées pour traverser la Méditerranée en direction de l'Europe, dont trois refoulements. J'ai réussi lors de la sixième tentative, nous étions en contact permanent avec l'Alarm Phone, jusqu'à ce que notre bateau soit finalement secouru à Lampedusa par les garde-côtes italiens.

Combien de temps as-tu passé « sur les routes » finalement ? Avais-tu déjà une destination précise en tête, une ville ou un pays, lorsque tu as traversé la mer ou même avant, lorsque tu as quitté ton pays ?

A Je suis en route depuis le début de l'année 2019, et je suis arrivé en Europe début 2021. Il m'a donc fallu deux ans pour arriver en Europe, et trois mois pour atteindre le Royaume-Uni. Je n'avais pas de pays spécifique en tête en quittant mon pays. Je cherchais la sécurité, mais l'Europe était ma destination. J'ai décidé d'aller au Royaume-Uni pendant et après la quarantaine en Italie.

Quel itinéraire as-tu suivi ? Comment as-tu réussi à atteindre le Royaume-Uni ?

80

81

A Bien sûr, voyager à travers l'Europe n'est pas facile pour une personne qui vient d'arriver. J'ai commencé le voyage de la Sicile à Rome, puis à Vintimille, près de la frontière française. De Vintimille, j'ai essayé d'entrer en France deux fois, et j'ai été attrapé une fois par l'armée française et une fois par la police française, qui m'a retenu et ensuite repoussé en Italie. Mais j'ai réussi à entrer en France à la troisième tentative. De Marseille, je suis allé à Paris et de Paris à Calais, une ville proche de la frontière britannique. Je suis resté à Calais pendant un certain temps, avec deux tentatives ratées de traverser en bateau, car la police française était là avant nous sur la plage et nous empêchait de traverser. Mais nous avons réussi à traverser lors de la troisième tentative. Il y a toujours eu des gens qui ont traversé avant nous l'Europe et il y a des routes à suivre. Je dois ma traversée à des amis qui m'ont soutenu tout au long du chemin. L'Alarm Phone soutient les personnes réfugiées et migrantes en mer, et il existe aussi des organisations caritatives et communautaires qui fournissent de la nourriture, des boissons, des vêtements et des produits de première nécessité aux personnes en déplacement et sans elles, nous ne survivrions peut-être pas.

As-tu rejoint l'Alarm Phone peu de temps après ton arrivée ? Pourquoi as-tu pris cette décision ?

A J'ai toujours suivi le travail de l'Alarm Phone, j'ai donc suivi une première permanence pour me former le 26 juin 2021. J'ai décidé de rejoindre l'Alarm Phone parce que je sais ce que représente l'Alarm Phone pour les personnes qui prennent la route, comment il leur donne de l'espoir, les assiste et leur sauve la vie. Je suis aussi allée en Libye et j'ai été témoin d'atrocités commises à l'encontre de personnes migrantes et réfugiées, des personnes qui fuient les conflits et les persécutions ou des personnes qui cherchent une vie meilleure. Et je sens que j'ai une obligation morale envers elles. Maintenant, je suis en sécurité en Europe, mais cela ne veut pas dire que je me détourne de mes amis qui sont encore piégés là-bas.

Ta propre expérience en Libye et de la traversée est-elle utile pour ton travail au sein de l'Alarm Phone ?

A Bien sûr, c'est utile, surtout quand je suis au téléphone avec des personnes sur des bateaux, car je sais de quoi elles parlent. Ou bien quand je suis en contact avec des personnes survivantes de naufrages, ou que je parle aux familles des personnes disparues.

Que penses-tu ou ressens-tu lorsque tu fais l'expérience, en tant que membre de l'Alarm Phone, de situations de non-assistance ou même de refoulements vers la Libye ?

A Le sentiment est inimaginable parce que la non-assistance signifie la perte de vies humaines, cela provoque l'inquiétude permanente des familles pour leurs disparus, et les refoulements vers la Libye signifie des centres de détention et des prisons. Et les centres de détention et les prisons sont synonymes de maladies, de viols, de mort, d'exploitation et d'énormes rançons en échange de la liberté.

As-tu des idées sur la façon dont les réseaux de solidarité en général, et l'Alarm Phone en particulier, pourraient développer leurs activités ?

A L'Alarm Phone travaille dans de nombreuses régions, mais peut étendre son action pour aider les personnes qui traversent le désert de l'est vers la Libye car beaucoup de personnes sont mortes de soif ou se sont perdues aux frontières. Cela concerne également à l'Alarme Phone Sahara au Niger. Et les réseaux de solidarité devraient inclure plus de personnes réfugiées et les présenter non seulement comme des victimes, mais comme des participants actifs.

Merci beaucoup, Adam !

* Le nom a été modifié.

82



Dessin du bateau qui a appelé l'Alarm Phone et a été secouru par MSF, juillet 2022.
Illustration de Lucas Vallerie



4

La mer
Égée

Cérémonie commémorative de Thermi organisée par Welcome to Europe (w2eu) avec des survivant-es et des membres de la famille de personnes disparues, Lesbos, 2018.
Photo : Marily Stroux

La mer Égée et la frontière terrestre turco-grecque :

l'actuelle montée de violence et les crimes frontaliers

Depuis mars 2020, dans la région autour de la mer Égée et le long de la frontière terrestre turco-grecque, on observe une escalade de la brutalité. Les droits des personnes en mouvement se détériorent des deux côtés de la frontière. En Turquie, ces personnes font face à des conditions plus difficiles et à des expulsions de plus en plus nombreuses. Lorsqu'elles se dirigent vers l'Europe par la Grèce, elles sont confrontées à un régime de refoulement brutal et de grande ampleur, mis en place par les autorités grecques, et légitimé et soutenu par l'UE.

De mars 2020 à mars 2022 l'Alarm Phone a été alerté 141 fois lors de situations de détresse, liées à des attaques directes, des incarcérations ou des décès dans la région autour de la mer Égée, qui sont désormais documentés sur la plateforme WWW.AEG.BORDERCRIMES.NET. Et depuis, chaque semaine, nous documentons d'autres crimes frontaliers de ce type. En rendant compte de telles évolutions, on a tendance à oublier que chacune de ces attaques et de ces violations des droits humains est une expérience horrible pour celles et ceux qui les vivent. Ces 141 crimes frontaliers concernent des milliers de personnes qui ont été individuellement ou collectivement attaquées par des hommes masqués, qui ont été forcées à embarquer sur des radeaux de sauvetage au milieu de la mer, qui ont été emprisonnées après avoir survécu à un naufrage ou ont été chassées par les garde-côtes grecs dans la région de l'Évros. Des centaines de personnes se sont contacté l'Alarm Phone pendant qu'elles traversaient ces épreuves traumatisantes ; elles nous ont fait part de leurs histoires et de leurs pensées.

Ensemble, avec elles et avec toutes celles qui, sur le terrain,

continuent à travailler en solidarité avec les personnes en mouvement, nous continuons à dévoiler et à empêcher les crimes frontaliers dans la région égéenne. Nous unissons nos forces pour affirmer haut et fort : quelle que soit la violence dont vous usez et quelle que soit la hauteur de vos barrières, nous continuerons à coopérer et à nous organiser collectivement sur les principes de la solidarité et de la lutte pour la liberté de de circulation. D'innombrables enquêtes et déclarations de témoins ont mis en lumière la dimension structurelle de ces pratiques violentes. Cela est pour nous clair : la migration est une réalité. Tenter de la supprimer et de la contrôler par la violence oblige les personnes à devenir invisibles et à emprunter des routes toujours plus dangereuses.

Les refoulements en mer et aux frontières terrestres

Depuis mars 2020, nous sommes témoins d'opérations massives de refoulement en mer Égée. Lors de presque chaque appel de détresse venant de

86



Un navire des garde-côtes grecs lors d'un refoulement illégal au nord de Lesbos, le 14 avril 2021. Photo prise par des personnes du bateau.

bateaux entre la Turquie et les îles égéennes, il est désormais question d'un refoulement. Alerter la garde côtière grecque signifie aujourd'hui mettre en danger la vie des personnes. Cela conduit souvent à des attaques et à ce que les bateaux soient remorqués jusque dans les eaux turques. Ou alors à ce que les personnes soient secourues sur des bateaux de la garde côtière grecque, mais ensuite conduites jusqu'aux eaux turques et forcées à embarquer sur des radeaux de sauvetage ou à réembarquer sur leurs propres bateaux désormais immobilisés. Dans les pages qui suivent, nous mettons en valeur des témoignages récoltés de personnes ayant été attaquées ou repoussées par des unités grecques.

On peut voir une évolution similaire à la frontière terrestre turco-grecque. Dans cette région, le long des 200 km de la rivière Évros/Meriç, les refoulements sont un phénomène connu depuis longtemps. Cependant, un nouveau niveau de violence a été atteint. Les personnes touchées rapportent des attaques violentes, le vol de tous leurs biens, des chiens lâchés sur elles et de nombreuses formes d'abus physiques. Beaucoup de personnes ont aussi rapporté avoir été dépouillées de leurs vêtements avant d'être refoulées. Plusieurs de ces refoulements se sont terminés par des décès. Ce fut le cas d'Alaa Muhammad Al-Bakri. Il a perdu la vie après avoir été repoussé par des officiers grecs en août/septembre 2020.

Ces derniers mois plusieurs refoulements ont été empêchés dans la région de l'Évros/Meriç par un recours fructueux auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme pour des mesures transitoires, en accord avec la règle 39. Mais, dans le même temps, en août 2022, un événement horrible s'est déroulé dans cette zone : durant plusieurs semaines un groupe a été attaqué de façon répétée et déposé sur de petits îlots par des unités grecques et turques. On rapporte 4 décès lors de ces attaques, dont une fillette de 5 ans appelée Maria. Cela s'est produit alors que la situation était largement rapportée par les grands médias et que de nombreuses organisations locales et internationales soient intervenues et demandent une intervention. Le public savait mais a laissé faire. Nous y avons vu un nouveau sommet en matière de normalisation d'une frontière mortelle entre la Grèce et la Turquie. Cependant, cela a également mobilisé des forces au sein de la Grèce. En particulier, des organisations locales, telles



Personnes d'un bateau qui naviguait en direction de l'Italie, mai 2022. Après plusieurs jours de détresse en mer, elles ont été amenées à Kalamata, en Grèce. Photo prise par quelqu'un du bateau.

que le « Conseil grec des réfugiés » a essayé une fois de plus, pendant plusieurs semaines, de faire l'impossible. Ils et elles ont continué inlassablement, malgré les pressions exercées sur eux.

88

89

Des bateaux plus nombreux naviguent en direction de l'Italie

Un nombre croissant de bateaux emprunte la route longue (au moins 7 jours) depuis la Turquie ou le Liban en direction de l'Italie. En 2021, plus de 200 bateaux ont accosté sur la côte ionienne de l'Italie qui inclut la côte est de la Calabrie et de la Sicile, ainsi que la côte ouest des Pouilles. Le principal point de départ des bateaux atteignant la côte ionienne de l'Italie est la Turquie. Entre juin 2021 et avril 2022, l'Alarm Phone a été alerté au sujet de plus de 30 bateaux en détresse sur cette route. Dans les jours qui ont précédés Noël 2021, des dizaines de personnes ont perdu la vie au cours de quatre naufrages, tous sur la route de l'Italie. De telles tragédies sont le résultat direct du régime de refoulement violent mis en pratique par le

gouvernement grec sur les routes plus courtes de l'est méditerranéen et de la frontière terrestre entre la Turquie et la Grèce. Ce qui est frappant, c'est que la garde côtière grecque, alors qu'elle arrive toujours rapidement sur les lieux pour repousser les personnes, est beaucoup plus lente en cas de détresse. Des survivant-es ont rapporté que leur expérience des refoulements lors de précédentes tentatives était un facteur dans leur choix d'embarquer pour l'Italie.

La lutte continue

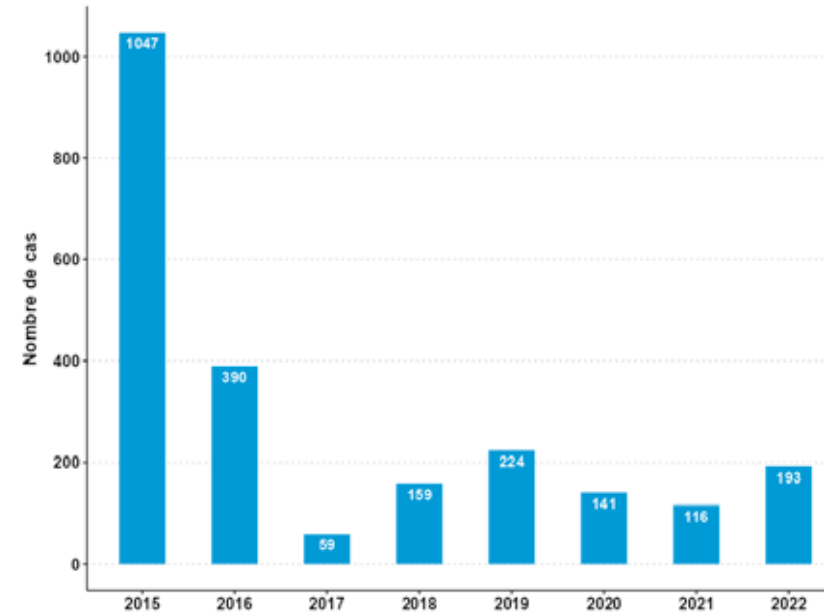
Cette évolution s'accompagne d'une brutalisation du discours en Grèce même. De nombreuses personnes et organisations, qui font preuve de courage au niveau local, témoignent des pressions grandissantes dont elles font l'objet. Elles sont juridiquement, mais aussi socialement, exposées, font souvent face à des menaces et à d'autres formes d'attaques. À l'inverse, les responsables de ces crimes frontaliers continuent d'agir en toute impunité, tandis que les personnes qui font la traversée et les personnes solidaires sont confrontées aux discours racistes et à un régime frontalier violent. Notre réponse consiste à consolider nos réseaux. Nous ne pouvons que le répéter : nous ne nous tairons jamais. Nous ne cesserons jamais d'avoir des ami-es des deux côtés de la Méditerranée et dans différentes communautés.

90

91

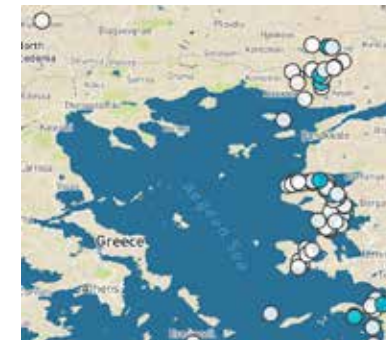
Cas en mer Égée

*Cas enregistrés jusqu'à mi-septembre 2022



**Veuillez consulter notre plate-forme
sur les crimes commis à la frontière égéenne.**

WWW.AEG.BORDERCRIMES.NET



Rapports

Ces dernières années nous avons écrit plusieurs rapports, articles de presse et bilans sur l'évolution de la situation dans la région égéenne. Vous pouvez les trouver sur notre page d'accueil à l'adresse WWW.ALARMPHONE.ORG. En voici une sélection :

- « Nous avons demandé de l'aide, mais ils n'ont fait que crier : Retournez, retournez ! »
- Rapport Alarm Phone : Un an de refoulements et de violence systématique dans la région de la mer Égée.
- Les véritables crimes sont les refoulements et les violations des droits de l'homme par le gouvernement grec
- Quatre naufrages et des dizaines de morts présumées en mer Égée alors que les refoulements se poursuivent
- Un réfugié syrien avec un permis de séjour en Allemagne détenu dans la prison d'Amygdaleza en Grèce
- NON-assistance de 34 personnes bloquées sur un îlot grec dans le fleuve-frontière entre la Turquie et la Grèce
- Procès à Kalamata.

La recherche des personnes disparues

En août 2022, nous avons réalisé un petit guide intitulé « Vous êtes à la recherche de personnes disparues en Grèce », pour les parents et amis qui recherchent des êtres chers disparus au cours de leur voyage vers l'Europe, que vous trouverez également sur le site WWW.ALARMPHONE.ORG.

92

93

Les voix qui sont sur le terrain

A propos des crimes à la frontière égéenne

Ces dernières années, de nombreuses personnes nous ont raconté leur histoire lors de nos suivis. À partir de ce qu'elles nous ont rapporté et des appels de détresse reçus par l'Alarm Phone, nous avons créé la plateforme « Aegean Border Crimes » (aeg.bordercrimes.net). Le but est de montrer l'escalade de violence en cours en mer Égée et de donner une place aux récits des personnes visées par cette brutalisation. Voici des extraits de témoignages de celles et ceux qui nous ont raconté de ce qui leur était arrivé.

Le 20 juillet 2022

des personnes sont refoulées et abandonnées à leur sort, sous un soleil brûlant :

« Je vais vous raconter notre histoire. Nous sommes allés de Bodrum jusqu'à l'île grecque de Rhodes pour aller en Europe. J'ai 17 ans et j'étais avec deux amis, M. et G.. À Rhodes nous sommes arrivés dans une ville appelée Soroni. Là-bas, la police nous a arrêtés. Sur leur uniforme, j'ai reconnu un badge où était écrit 'Hellas'. Je me suis adressé en anglais à l'un d'eux, je lui ai dit que je voulais demander l'asile et que j'étais mineur. Ils nous ont emmenés jusqu'à une église près de la mer. Je ne sais pas à quel endroit parce que nos téléphones avaient été confisqués. Ensuite, ils nous ont mentis. Ils nous ont dit de rester calmes : 'Nous allons vous emmener au camp'. Nous avons attendu jusqu'au soir et ils nous ont livrés aux garde-côtes, et puis ils nous ont jetés à la mer et on y est restés deux jours de plus. Nous n'avions pas de téléphone, pas de nourriture, pas d'eau, rien. Au bout du troisième jour dans la mer, mes amis ont nagé dans une direction inconnue, il y avait juste une île au loin, puis un navire mexicain nous a aidés et permis d'appeler les

garde-côtes grecs pour qu'ils nous ramènent en Grèce. Au lieu de nous aider ils nous ont seulement repoussés plus loin vers la Turquie. Finalement, ce sont les garde-côtes turcs qui nous ont secourus. Mais ils ont essayé de nous tuer. Je leur ai dit que j'étais mineur et que je voulais l'asile ici, mais ils étaient méchants et violents. »

Le 28 octobre 2021

24 personnes sont volées, battues et refoulées au nord de Rhodes :

« Nous étions sur un bateau pneumatique avec 24 personnes et 3 enfants, mais à 3 km devant les côtes grecques, notre moteur a cessé de fonctionner. Nous avons appelé les garde-côtes grecs et ils sont venus. Ils sont venus mais ils nous ont frappés, ils ont pris nos téléphones et nos affaires personnelles et ils nous ont insultés. Ils nous ont crié dessus : 'On ne veut pas de vous ici, nous recevons de l'argent de l'UE pour vous laisser vous noyer, pourquoi venez-vous ici ?' Ensuite les garde-côtes grecs ont cassé notre bateau et nous avons chaviré, nous étions en grand danger. Ensuite les garde-côtes turcs sont venus, s'ils étaient arrivés 30 minutes plus tard, nous nous serions tous noyés et nous aurions déjà été morts. Les garde-côtes turcs nous ont fait monter sur un navire, ils nous ont donné de la nourriture, de l'eau, du jus de fruit et des vêtements et ils nous ont ramenés en Turquie. »

Le 29 septembre 2020

159 personnes sont brutalisées et refoulées sur le fleuve Évros/Meriç

« Nous avons commencé à marcher, mais au bout de 15 minutes nous nous sommes trouvés devant l'armée grecque. Ils nous ont parlé en grec et en anglais. Il y avait trois hommes masqués parmi eux qui étaient chargés de nous fouiller. Ils nous ont battus. Puis ils nous ont mis dans des voitures qui étaient à côté et nous ont amenés jusqu'au fleuve. Les hommes armés étaient des Syriens, d'après l'arabe qu'ils parlaient avec nous. Les hommes masqués nous ont ordonné de préparer les bateaux pneumatiques pour retourner du côté turc. L'un d'entre eux faisait avec nous la traversée jusqu'à l'île, mais il est resté sur le bateau ensuite. Une

94

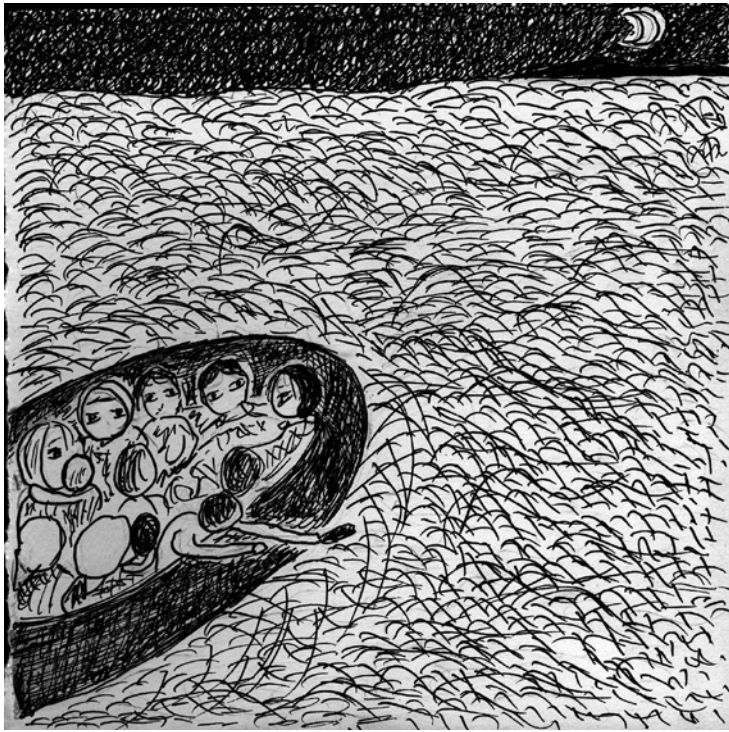
95

personne de notre groupe a essayé de le forcer à quitter le bateau et à venir à terre avec nous, mais ses collègues masqués ont commencé à tirer en l'air et dans l'eau. Nous avons subi de nombreuses violences physiques entre les mains de ces hommes masqués. Ils ont transporté tout le groupe jusqu'à une petite île au milieu de la rivière et ils nous ont laissés là. Peu après les coups de feu, l'armée turque est apparue du côté turc du fleuve. Ils nous ont dit qu'on allait mourir de faim sur l'île et ils ont refusé de nous transférer du côté turc. Nous sommes restés bloqués sur l'île de 7h du matin à 7h du soir. [...] Le soir, l'armée turque a envoyé du lait sur l'île, mais uniquement pour les enfants. Finalement, ils ont dit qu'ils nous laisseraient traverser et ils ont envoyé un bateau pneumatique vers notre île. Ils ont pris à bord les enfants et les femmes et ils nous ont dit [aux hommes] de nager jusqu'à la rive turque. Une fois arrivés là-bas, ils nous ont emmenés en bus à la station de police et ils ont offert de la nourriture et des boissons aux femmes et aux enfants. Ils ne nous ont pas permis de changer nos vêtements mouillés et ils ont commencé à relever nos identités. Puis ils nous ont emmenés à un camp de l'ONU, mais il était sous le contrôle de l'armée turque. Ils ne nous ont pas permis de dormir. Ils ont pris nos empreintes digitales le matin. Nous avons passé deux jours dans le camp jusqu'à ce que nous recevions des 'papiers de déportation' d'Istanbul vers l'est de la Turquie. »

Le 31 août 2020

39 personnes sont attaquées et refoulées entre Simi et Rhodes :

« C'était la nuit du dimanche 30 au lundi 31 août 2020. Nous essayions d'atteindre l'île de Simi. Sur notre bateau, il y avait 41 personnes, toutes venaient d'Afrique. Je ne peux pas dire exactement le nombre de femmes et d'hommes, mais deux des femmes étaient enceintes. Il y avait aussi trois enfants avec nous. Nous avons navigué pendant une ou deux heures et lorsque nous avons atteint la ligne-frontière, il y avait un énorme bateau de la garde côtière. Ils étaient armés et ils nous ont dit de nous arrêter. Notre moteur s'est arrêté et n'a pas pu être redémarré. Nous leur avons demandé de l'aide mais ils ont seulement crié 'Retournez en arrière, retournez en arrière !'. Et ils ont commencé à



Illustrations de l'histoire
de Parwana Amiris,
arrivée à Lesbos en 2019.
Dessins de Marily Stroux.

96

97

faire de grandes vagues pour que notre bateau revienne en arrière de lui-même. Notre moteur s'était de toute façon arrêté et ils nous regardaient de loin. Nous avons ensuite réussi à faire redémarrer le moteur et nous sommes d'abord retournés en arrière. Mais nous avons fait une deuxième tentative pour atteindre la Grèce, en allant vers Rhodes. Non loin de Rhodes nous avons de nouveau été interceptés. Cette fois, c'était un bateau plus grand. Je pense que c'était de nouveau un bateau appartenant à la garde côtière grecque. Il s'est arrêté à une certaine distance, je n'ai pas pu le voir distinctement. Il faisait encore sombre. Ils ont envoyé vers nous un bateau plus petit. Sur ce bateau il y avait des hommes masqués avec des armes. Ils avaient l'air de ninjas, tout en noir. Ils nous ont attaqués. En nous criant sans arrêt dessus. Ils avaient un bâton et avec ce bâton ils ont détruit le moteur. Ils avaient une lampe braquée sur nous tout le temps, c'est pourquoi sur la vidéo que j'ai faite il est difficile de voir quelque chose. Un autre ami a lui aussi fait une vidéo, mais ils l'ont vu faire et ils l'ont giflé, ils ont pris le téléphone, ils l'ont cassé et jeté à la mer. Ils ne veulent pas que l'on prouve leur violence et qu'on la montre au reste du monde. Mais un autre ami a noté le numéro qu'il y avait sur leur bateau : ΑΣ070. Les hommes masqués nous ont aussi attaqués avec violence. Ils criaient tout le temps après nous en anglais : 'Fuck your babies', 'Fuck your mothers', 'Shut up', 'Fuck you'. Une des femmes enceintes s'est levée, elle voulait leur montrer qu'elle était enceinte. Elle espérait de la pitié. Elle s'exprimait plus fort que tous les hommes pour être vue et parce qu'elle était en panique. Mais ils l'ont poussée sans aucun ménagement et elle est tombée. Nous avons tous eu peur qu'elle perde son bébé. Heureusement, lorsque plus tard elle est allée à l'hôpital en Turquie, on a su que le bébé qu'elle portait était toujours en vie. Lors de cette attaque, notre bateau a aussi été percé. Ils ont de nouveau fait des vagues et tout le monde criait et paniquait. Ils nous ont laissés en pleine mer pendant plusieurs heures. Finalement, j'ai réussi à appeler le 112 et nous avons atteint la rive turque. Ils nous ont donné un numéro WhatsApp pour qu'on leur envoie notre position. C'était à 18h40 heure locale. Après, ça n'a pas été trop long, ils nous ont secourus et ramenés en Turquie. Il était un peu plus de 19h quand ils sont venus et nous ont

secours. La vie en Turquie n'est pas facile. Nous ne pouvons pas survivre et nous sommes aussi discriminés. Mais les garde-côtes turcs nous ont traités de manière humaine. Avant de nous emmener à la police, ils ont d'abord vérifié qui avait besoin d'un médecin et ils ont été attentifs à la condition des femmes enceintes. »

98

99

« Non, tu n'es pas seule ! »

Malek Ossi est un activiste de l'Alarm Phone de Zurich. Il a fui la Syrie en 2014, a voyagé par ce que l'on a appelé la « route des Balkans » et vit aujourd'hui en Suisse. Il explique dans un entretien pourquoi le fait d'avoir une langue commune joue un rôle crucial dans de nombreuses situations – et pourquoi il considère que les villes ont un rôle essentiel dans les luttes migratoires.

Tu es très impliqué dans les suivis que réalise l'Alarm Phone. De quoi s'agit-il exactement ?

Malek Dans mon travail, cela signifie principalement aller à la rencontre des personnes qui ont été refoulées illégalement – surtout de la Grèce à la Turquie. Cependant, en ce moment, nos moyens pour les soutenir sur le plan pratique ou matériel sont souvent limités. Si elles le souhaitent, nous pouvons écrire leur histoire et la publier – c'est une façon de faire savoir au monde ce qu'elles ont vécu. La plateforme Aegean Bordercrimes (www.aeg.bordercrimes.net) est née de ces échanges. Une autre chose que j'avais l'habitude de faire – ou que je devais faire – était d'informer les familles des naufrages ou de la mort de leurs proches. C'était intense. Ça me laissait sans voix.

Comment faisais-tu pour avoir ce genre de conversations ?

M J'essayais de me préparer. Je préparais des phrases, mais ça ne marchait jamais. Préparer une introduction n'a jamais vraiment marché. La plupart du temps, ça venait rapidement et honnêtement : « Votre fils, votre

filles, votre neveu, votre nièce est morte sur le chemin vers l'Europe. » En général, les personnes proches, même si elles étaient très tristes, étaient aussi reconnaissantes – reconnaissantes de savoir enfin, et surtout que quelqu'un appelle. Que quelqu'un s'en soucie. Cela était important et ça devenait concret.

Et comment fonctionne le travail des suivis ? S'agit-il d'une discussion qui n'a lieu qu'une seule fois ?

M Non, souvent cela se prolonge. Parfois j'appelle trois ou quatre fois. Inversement, il arrive régulièrement que les personnes me recontactent. Les personnes cherchent des réponses. Elles veulent savoir pourquoi tout cela arrive, qui est responsable, pourquoi elles sont face à une telle violence. De plus, beaucoup se sentent seules dans ces moments et dans ces situations. Par notre travail de suivi nous essayons d'atténuer un peu cette souffrance et d'envoyer un message clair : « Non, tu n'es pas seule, nous sommes là avec toi ». Mais bien sûr, ça n'efface pas la réalité de la violence et le fait que les droits humains disparaissent le long de toutes les routes migratoires.

Avec quelles régions avez-vous beaucoup à faire ?

M Quand j'ai commencé à être actif au sein de l'Alarm Phone, j'ai d'abord été en contact avec des personnes en Lybie – des personnes qui avaient été interceptées et se trouvaient dans des situations horribles. À un moment donné, ça a changé et j'ai eu plus de contacts avec la région autour de la mer Égée, entre la Grèce et la Turquie. Sur cette route, les personnes parlent souvent des dialectes ou des langues que je connais ; beaucoup de personnes viennent de Palestine, de Syrie ou d'Égypte. Je parle moi-même l'arabe et le kurde. En Méditerranée centrale, il y avait souvent d'autres dialectes et d'autres langues, ce qui rendait la communication plus difficile pour moi. En plus, j'avais l'impression qu'en Lybie les personnes sont terrorisées par la répression immédiate, y compris lorsqu'elles nous contactent.



Concernant la région autour de la mer Égée, comment la situation a-t-elle évolué ces dernières années ?

100

101

M Nous avons vraiment ressenti une escalade de la violence. C'est devenu beaucoup plus brutal et beaucoup plus violent. Nous en faisons l'expérience très directement. Dans le passé, il n'y avait pas de personnes abandonnées sur des tentes flottantes. Que des personnes soient battues puis abandonnées sur des îles n'était pas chose commune. Bien sûr la violence aux frontières a toujours existé. J'en ai moi-même fait l'expérience. Mais à cette échelle et envers ce public, cela est nouveau et c'est devenu la norme au cours des dernières années. Et cela a des conséquences. La façon dont on s'adresse aux personnes, la façon dont on les traite, ce que ça leur fait, c'est dingue. Aujourd'hui presque tout le monde vit une histoire traumatisante : il est commun que des pistolets soient braqués sur des personnes, que des personnes soient brutalisées aussi. Les gens n'arrêtaient pas de me

dire : « On traite mieux les chiens ». Et ils ont probablement raison.

Tu assures les suivis en arabe et en kurde. Qu'est-ce que cela implique de partager la même langue dans de tels moments ?

M Une langue commune donne de la confiance. On se sent entendu, perçu. Mes interlocuteurs savent qu'ils ont affaire à une personne qui a connu une expérience similaire. Et puis, bien sûr, il y a des codes culturels qui peuvent réduire la distance et établir une certaine confiance. Quand je transmets un message à quelqu'un en allemand je n'utilise pas les mêmes mots que quand je parle arabe ou kurde. Je pense que la langue peut transformer les choses : une personne est plus encline à comprendre et peut-être à accepter les choses si on lui parle dans une langue familière. Cela s'est aussi avéré vrai durant les suivis. J'obtiens parfois des informations que les autres n'obtiennent pas. Lorsque nous étions à la recherche une personne et que nous devions contacter son père, cela aurait été plus compliqué si je n'avais pas parlé la même langue.

Quel est le lien entre 2015, lorsque toi-même tu es venu par la route des Balkans, et aujourd'hui ?

M La première chose qui me vient en tête, c'est la résistance des migrant-es le long des frontières ; et puis, les nombreux militants qui les soutiennent. Mais il y a aussi de la frustration, car quand je pense à 2015 et à maintenant, beaucoup de choses auraient dû s'améliorer. Mais c'est le contraire qui s'est produit. La situation a empiré sur la plupart des routes. La violence aux frontières s'est accrue et il y a constamment de nouveaux accords de dissuasion, de nouvelles barrières. Mais, bien sûr, il y a aussi des évolutions positives : je n'ai pas vu de réseaux tel que l'Alarm Phone ou d'autres groupes et organisations sur les routes migratoires lors de mon propre voyage en 2015. Beaucoup se sont développés et consolidés là-bas. En 2015, beaucoup de sympathisant-es voyageaient sans mission politique, beaucoup voulaient simplement aider. Aujourd'hui j'ai le sentiment que beaucoup se sont depuis politisés.

102

103

Tu as pris part à l'initiative NoFrontex en Suisse, et tu as fait un gros travail de communication. Pourquoi avons-nous besoin des villes pour faire pression ? Quelle expérience en as-tu faite ?

M Plus tôt, j'ai parlé d'espoir. Ce qui nous donnait de l'espoir en 2015, c'était les villes et le soutien de la société civile. Des personnes descendaient dans la rue, faisaient du bruit, se levaient pour nous ; grâce à elles et avec elles, nous avons pu commencer la Marche de l'Espoir [*March of Hope*]. C'est pourquoi j'en suis convaincu : nous devons encore et encore montrer aux personnes qui font la traversée que nous sommes à leurs côtés pour ouvrir les frontières. Cela m'a redonné beaucoup de force à l'époque.

Comment perçois-tu ton rôle aujourd'hui, en vivant en Suisse ?

M Il s'agit de tendre un miroir à la société. De nombreuses personnes regardent simplement ailleurs et se disent qu'elles n'ont rien à voir avec toute cette violence – particulièrement en Suisse. Nous devons y remédier et cela ne peut être fait que par des interventions sur la scène locale. C'est la seule façon dont nous pouvons faire le lien entre l'argent des contribuables suisses et la situation en Libye. Dans cette prise de conscience, il est crucial, selon moi, de mettre en avant la voix des migrant-es. Cela me paraît très important, particulièrement au vu du discours uniforme actuels. Car on parle toujours de sans-papiers, de réfugié-es, de migrant-es. Mais nous avons besoin de visages et de récits sur ces termes. Je veux y contribuer.

« Je ne pardonnerai jamais à ce monde ! »

La mort de Maria est due à l'escalade de brutalité à la frontière terrestre entre la Grèce et la Turquie

Le 9 août 2022, Maria est morte sur un îlot de la rivière Évros. Elle avait 5 ans. Durant les trois dernières semaines de sa vie, elle a été exposée à une guerre permanente contre les migrant-es le long de la frontière turco-grecque.

Le groupe dont Maria faisait partie avait fui la guerre en Syrie. Ils et elles essayaient de trouver un lieu sûr après que la Turquie ait commencé à menacer les Syrien-nes d'expulsion. Le 14 juillet, déjà, ce groupe avait été une première fois confronté aux conséquences mortelles de cette guerre contre les migrant-es juste aux frontières de l'Europe. D'abord repoussées par les garde-côtes grecs, ces personnes avaient subi une violence extrême. Un réfugié syrien était mort sur la rive grecque du fleuve Évros après une violente interpellation de la police grecque. Deux autres étaient tragiquement morts par noyade en tombant du bateau dans la rivière pendant leur refoulement par les autorités grecques.

Ces personnes étaient sous le choc. Elles ont annoncé publiquement la mort de leurs compagnons de voyage. Le groupe a contacté l'Alarm Phone pour la première fois dans l'après-midi du 5 août. Ils nous ont envoyé une douzaine de photos montrant des traces de coup sur les corps de tous les jeunes hommes du groupe. Baida A., 28 ans, de Syrie, n'a cessé d'en parler au monde entier, appelant désespérément à l'aide :

« Ce sont les effets des coups que les garçons ont subi entre les mains de l'armée grecque il y a quelques jours. L'armée grecque nous a battus à deux reprises, et ce sont les images de la dernière fois où nous avons été battus. Le dos d'un jeune homme, la main d'un jeune homme, le pied

104



Le groupe de personnes près de la frontière gréco-turque, près du fleuve Évros, en août 2022. Photo prise par l'une des personnes.

d'un jeune homme ont été brisés, et les coups étaient durs contre nous, les faibles, sans aucun abri. »

Ils nous ont raconté avoir contacté la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) avec l'aide d'un avocat du « Conseil grec des réfugiés » qui a fait de son mieux pour les soutenir. Après avoir évalué le dossier, la Cour a accordé des mesures transitoires. La décision stipulait que l'État grec devait procéder à des opérations de recherche et de secours, qu'il devait également fournir une assistance médicale, un accès au territoire grec, de l'eau et de la nourriture. La décision de la CEDH datait déjà du 20 juillet ; au moment où l'Alarm Phone a été contacté, il était donc évident que les autorités grecques l'avaient ignorée.

Le 6 août, soit un jour après le premier contact, le groupe nous a recontactés :

« Ma grand-mère pleure et dit 'laissez-moi mourir ici'. La femme enceinte, au huitième mois de grossesse, souffre de contractions et nous ne savons pas quoi faire. Nous avons faim, nous sommes malades et les insectes ont dévoré nos corps. Je ne sais vraiment pas quoi faire. Je suis triste. Pourquoi personne ne veut de nous ? Quelle est notre faute, mon ami, nous sommes rejetés uniquement parce que nous sommes syriens. La Turquie nous expulse et la Grèce nous brutalise, elle nous expulse et nous rejette sur les îles. Notre situation est misérable. La situation est tragique. »

Ces personnes étaient devenues les témoins directs d'un crime perpétré par les autorités grecques, qui essayaient ensuite de se débarrasser à tout prix de ces témoins. Cela semblait être un cauchemar sans fin.

Le lundi, en fin de soirée, Maria, âgée de 5 ans, et sa sœur de 9 ans ont été piquées par des scorpions après être restées sans assistance pendant plus de deux semaines, et ce après la décision de la CEDH. Maria est décédée. Sa sœur est restée pendant des jours dans un état critique. Baida rapporta :

« Les deux sœurs ont été piquées par un scorpion la nuit dernière, alors qu'elles dormaient dehors, et la petite Maria a beaucoup souffert avant de mourir des effets du poison. Sa sœur est toujours en train d'essayer de se raccrocher à la vie et de survivre, mais comment aider à survivre une fillette touchée par un poison, alors qu'il n'y a pas de médecin ici ? »

106



Une action de protestation devant l'ambassade de Grèce à Berlin en réponse à la mort de Maria à la frontière terrestre gréco-turque, août 2022.
Photo : Alarm Phone.

107

Il n'y a rien que je puisse faire pour l'aider, nous n'avons reçu aucune aide jusqu'à présent, nous avons quatre morts et la mort nous poursuit encore dans cet enfer. S'il vous plaît, aidez-nous, au nom de l'humanité. Je ne pardonnerai jamais à ce monde. Je ne peux pas supporter de perdre une autre personne, une autre enfant. Elle se bat contre la mort sans que je sois capable de faire quoi que ce soit. La famille de la fillette a été choquée et j'ai peur des complications de ce traumatisme qu'ils subissent. Vous imaginez ce que ressentent un père et une mère lorsqu'ils perdent une enfant, leur sentiment, et leur autre enfant lutte contre la mort devant eux ? »

Jusqu'au jeudi soir, la police a affirmé qu'elle ne parvenait pas à localiser le groupe, bien qu'elle eût été informée à maintes reprises de sa position géographique. Alors que la position des réfugiés n'avait pas changé, le jeudi soir, la police grecque annonça soudain avoir localisé leur groupe. Mais elle a affirmé que le groupe n'était pas sur le territoire grec, sans mentionner exactement où il se trouvait. Après plusieurs jours nous avons perdu

le contact avec le groupe, mais nous avons appris, le lundi 15 août, que ces personnes avaient réussi à traverser le fleuve vers la Grèce. Après, et probablement aussi, à cause de l'énorme attention que la situation recevait du public, les autorités grecques confirmèrent qu'elle les avait « trouvées ».

De nombreuses personnes et réseaux ont été impliquées, dont certains depuis bien plus longtemps que nous. Le « Conseil grec des personnes réfugiés » et HumanRight360 avaient demandé des mesures provisoires. Les journalistes couvraient l'affaire en continu. Particulièrement remarquable est la documentation d'un journal grec, Eph.Syn, qui a rendu compte de la situation en permanence. Des médecins grecs ont appelé le gouvernement à les autoriser à soigner les personnes blessées et malades. Il y a eu des pétitions et des membres du parlement sont intervenus. C'est seulement grâce à cette solidarité que les autorités grecques ont finalement cédé. Mais d'abord et avant tout, ce sont ces personnes elles-mêmes qui, dans un geste désespéré, ont réussi à prendre un canot pour traverser la rivière. Un canot qui avait été utilisé par d'autres voyageurs.

Une fois arrivées, elles ont immédiatement informé le monde entier et elles ont appelé les secours, une fois de plus. Il était trop tard pour sauver la vie de Maria. Baida a écrit : « Je ne pardonnerai jamais à ce monde ! »

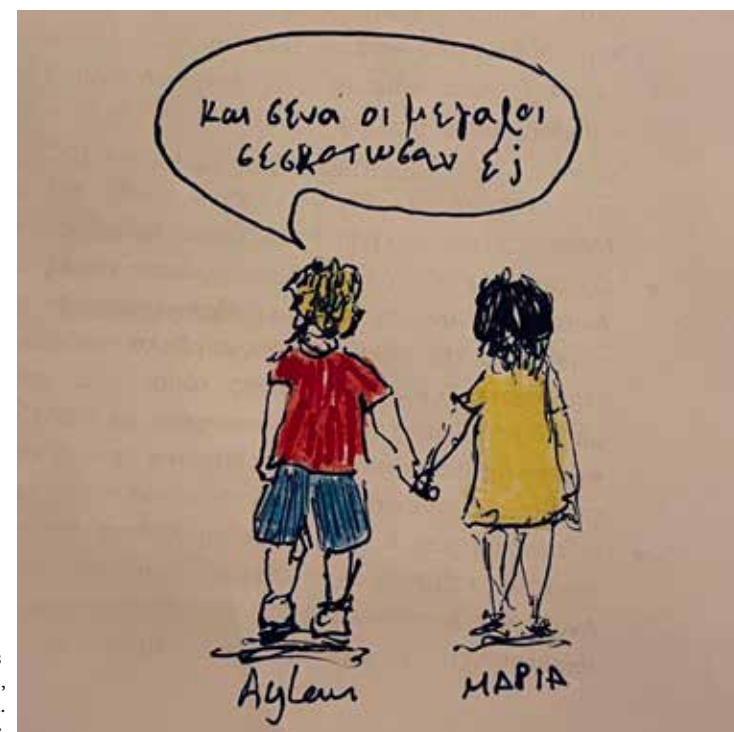
La mort le long des frontières européennes n'est pas une nouveauté pour nous. Au cours des huit dernières années, l'Alarm Phone a toujours été témoin de la façon dont des personnes se noyaient ou disparaissaient. Encore et encore, nous sommes confrontées à la même politique d'abandon. Nous avons commencé le projet de l'Alarm Phone en nous disant : « Nous ne voulons pas compter les morts le long des frontières. Nous voulons intervenir pour les empêcher. »

Les méthodes utilisées par les garde-côtes grecs et turcs dans cette guerre contre la migration sont devenues encore plus cruelles. En mars 2020, alors que la situation a commencé à atteindre ce nouveau niveau de brutalité, Ursula van der Leyen, la présidente de la Commission européenne, remerciait la Grèce d'être le bouclier de l'Europe. Maria est morte des conséquences de cette logique.

108

109

« Toi aussi, les adultes
t'ont tuée ? »,
août/septembre 2022.
Dessin : anonyme



**JAMAIS NOUS N'OUBLIERONS
NI NE PARDONNERONS !**

Be Prepared!

Tell someone you know and trust you are leaving and let them know the location where you left from and the time you left. If they do not hear from you, they can help the coastguard to find you.

You may lose phone signal in the water making it difficult to call other numbers. You should still wear your phone as it will send a signal.

Keep your bag and things dry. It is important to have dry clothes.

How to seek help

BE SAFE!

- ALWAYS WEAR A LIFE-VEST
- STAY SEATED AND CALM
- WATCH OUT



INFORMATION

If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you. If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you.

If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you. If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you.

If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you. If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you.

If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you. If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you.

If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you. If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you.

If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you. If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you.

If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you. If you are in the Channel, you should try to contact the British Consulate in the UK and inform them of your situation. They may try to help you.



Traveling by boat from France to the UK is very dangerous! Although the UK looks close, it takes many hours on the water. People rescued were close to death because of the extreme cold on the water at night.

The Channel is the busiest shipping lane in the world. Ships will not see you. Stay alert, look for lights and far away from big ships to avoid collisions. Try if possible to stay in the water.

The channel is very dangerous and there can be big waves.

FOR RESCUE
900 (UK)
6 (FR)

When you call 999 ask
COASTGUARD

Give your GPS location to the coastguard when you call (page 2). Give your location to rescuers and you should speak to the coastguard as soon as possible. Make sure the coastguard can find you.

5

La
Manche

La situation dans la Manche

À l'heure où nous rédigeons ces lignes, l'actualité regorge de titres racoleurs faisant état d'un « nouveau record » du nombre de migrant-es ayant traversé la Manche, de la France vers le Royaume-Uni ; un phénomène surtout caractérisé par la traversée de la Manche dans de petites embarcations – 1 295 pour être précis. En effet, le nombre de personnes effectuant ce voyage ne cesse d'augmenter, triplant chaque année depuis 2018 où seulement 300 personnes avaient fait la traversée. Plus de 25 000 personnes ont effectué la traversée entre le 1er janvier et le 31 août ; la UK Border Force a publiquement prédit jusqu'à 60 000 traversées d'ici la fin de l'année.

La situation actuelle dans cette région pourrait rappeler celle de la mer Égée en 2015, ou la période « Mare Nostrum » en Méditerranée centrale. Dans la Manche, il existe un système de recherche et de sauvetage coordonné par l'État, doté de ressources suffisantes et qui fonctionne bien, qui ne fait pas de discrimination dans l'aide apportée aux personnes qui font la traversée. Les efforts de l'État visent principalement à sauver des vies en mer plutôt qu'à refouler les voyageurs, une politique qui a été menacée puis officiellement abandonnée par le gouvernement britannique au début de cette année. Souvent, des bateaux français accompagnent les voyageurs dans les eaux anglaises.

« De la Libye à l'Italie, c'est un très long voyage et vous n'avez pas assez de nourriture, parfois vous n'avez pas de veste de sécurité, parfois vous perdez le moteur, beaucoup de choses pas bonnes dans ce long voyage, oui nous souffrons tellement, vous pouvez rester sur l'eau peut-être trois jours, cinq jours.

Depuis la France, c'est facile parce qu'on sait que le navire français nous suit jusqu'à ce que nous atteignons la mer britannique et il n'y a aucun danger parce que si vous rencontrez un problème, ils vous aideront et vous sauveront, mais si vous allez au Royaume-Uni, ils vous suivront

simplement et vous demanderont si tout va bien, et vous dites que oui et ensuite vous pouvez partir. »

Paroles de T. qui a fait la traversée depuis la Libye en juillet 2021, puis le voyage de la France au Royaume-Uni en avril 2022.

Les décès et la non-assistance calculée

Cependant, ce témoignage ne reflète pas l'expérience de tous. Calais Migrant Solidarity compte au moins 62 personnes qui ont été tuées ou portées disparues en tentant de passer au Royaume-Uni par la mer depuis 2018, sans oublier les innombrables personnes qui ont été traumatisées après avoir dû risquer leur vie sur des bateaux surpeuplés et en mauvais état. Ces décès sont très certainement le résultat des politiques de sécurité aux frontières qui entravent la libre circulation des personnes, tout en facilitant celle des biens et des capitaux, mais certains ont aussi été directement causés par l'(in)action des garde-côtes français et britanniques. Selon

112



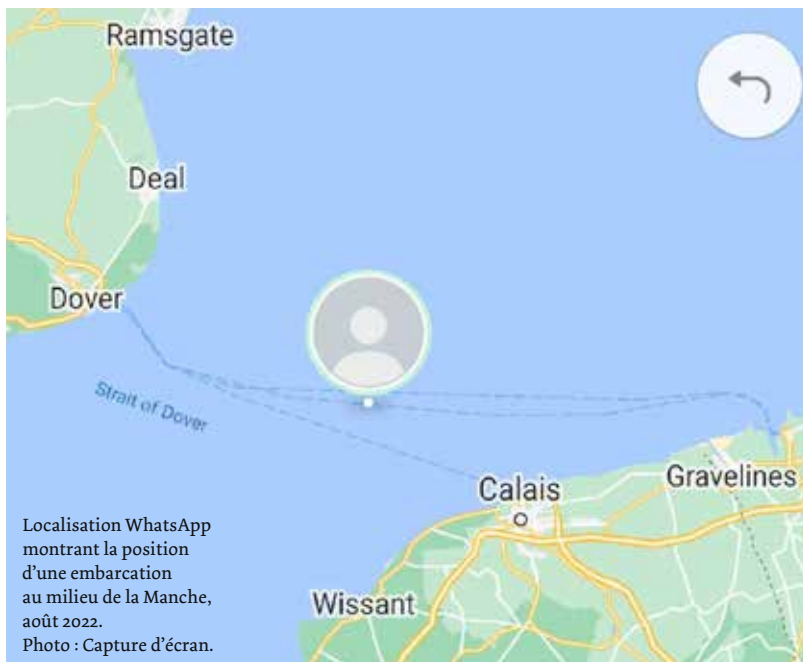
Le navire de guerre français P676
Cormoran dans le port de Calais, avril 2021.
Photo : Calais Migrant Solidarity

certain rapports, les autorités des deux pays se renvoient la balle lorsque des bateaux sont en détresse à proximité de la ligne qui sépare les responsabilités de recherche et de sauvetage entre la France et le Royaume-Uni.

« Tout d'abord, on ne voulait pas appeler les Français. On essayé de payer mais c'était très difficile à cause des vagues. Puis on a décidé d'appeler les Français. Quand on a appelé, ils nous ont demandé d'envoyer notre position, puis ils nous ont dit : « Vous êtes dans les eaux britanniques ».

On a ensuite appelé les Britanniques à plusieurs reprises, mais ils répétaient sans cesse que nous étions dans les eaux françaises, puis ils ont mis fin à l'appel. Les Britanniques nous ont répondu de manière très malpolie et on aurait dit qu'ils se moquaient de nous.

Je lui ai dit deux fois que des gens mouraient ici, mais il n'en avait vraiment rien à faire. On a envoyé notre position une deuxième fois aux garde-côtes français. On les a aussi appelés à nouveau, on essayait de les joindre par deux téléphones mais ils continuaient à nous dire que nous



114

115

étions dans les eaux britanniques. »

Récit d'expérience d'Ahmed (Kurdistan) qui a essayé d'appeler les secours lors d'une tentative de traversée de la Manche le 20 novembre 2021

Plus précisément, le 24 novembre 2021, 30 personnes ont perdu la vie lorsque leur bateau s'est brisé et qu'aucune opération SAR n'a été lancée avant qu'il ne soit beaucoup trop tard. Les personnes à bord, ainsi que les membres de leur famille, ont appelé les deux autorités responsables, le MRCC de Douvres (Royaume-Uni) et le CROSS Gris-Nez (France). Les deux parties ont d'abord nié avoir reçu ces appels à l'aide, mais admettent maintenant avoir été en contact avec les personnes à bord. Des procès et des enquêtes publiques sont en cours pour déterminer la responsabilité (pénale) des décès. Si nous connaissons cette histoire et si des questions sont posées aux garde-côtes, c'est uniquement grâce aux amis et aux membres de la famille qui se trouvaient à l'autre bout du fil cette nuit-là, qui ont fait ce qu'ils pouvaient pour donner l'alerte et qui continuent aujourd'hui à demander justice après que les autorités aient manqué à leur devoir.

La violence frontalière sur les plages

L'accent mis sur le nombre élevé de traversées réussies signifie également que les expériences de répression de l'État sur les plages françaises ne sont souvent pas rapportées, et que les luttes des personnes, qui font plusieurs tentatives avant de finalement réussir, ne sont pas connues.

« Je viens à Calais, j'y reste 5 mois, j'arrive en septembre 2021 et j'essaie deux, trois fois par bateau et par camion, j'essaie plusieurs fois, je ne peux pas dire combien mais c'était un grand nombre de fois. »

M. a atteint le Royaume-Uni en mai 2021.

« Oui, j'ai essayé plus de 12-15 fois, plus de 3 mois, plusieurs fois, j'ai oublié le nombre exact, plus de 11 ou 12 fois.

Le premier problème, c'est la police, la police nous attrape et nous ramène à Calais.

Parfois la police nous attrape avec le bateau, la police française prend le

bateau, peut-être 6 ou 7 fois. Sans le bateau, souvent aussi. La plupart du temps, ils ont un couteau. Deux ou trois fois, devant l'eau, ils ont percé le bateau au couteau. Trois ou quatre fois aussi, ils percent le bateau et nous disent de retourner en ville. Une fois, nous leur avons dit non, mais ils avaient un spray pour les yeux. Nous avons essayé de nous battre avec eux mais nous n'avons pas pu, alors finalement nous sommes retournés à Calais. Ils l'ont utilisé une fois, parce qu'on a dit qu'on ne voulait pas rentrer, alors ils ont balancé du spray. »

A., originaire d'Afrique de l'Est, est arrivé à Calais en mars 2022, après avoir quitté l'Ukraine où il avait vécu 5 ans en tant que demandeur d'asile. Il est arrivé au Royaume-Uni en juin 2022.

« On a essayé 6 fois, toujours à cause de la police, trois fois ce bateau est tombé en panne, la police a percé le bateau avec un couteau, deux fois depuis la Méditerranée, on a avancé pendant trois heures et puis le moteur est tombé en panne, on a appelé la France et le bateau est venu.

Bateau gonflable abandonné
sur le sable, mars 2021.
Photo : Calais Migrant Solidarity



Retour à Boulogne. »

S., originaire d'Afrique de l'Est, est arrivé en Europe le 1er janvier 2018 après avoir traversé en bateau depuis la Libye. Il a demandé l'asile en Allemagne avant de venir à Calais en septembre 2021.

Lorsqu'on lui a demandé de réfléchir à ses voyages, il a déclaré :

« Quand je suis arrivé en Sicile, j'étais heureux et je pensais que mes épreuves étaient terminées et que je n'avais pas peur.

Alors, oui, à Calais, c'était stressant pour moi parce que j'étais bien en Allemagne pendant trois ans. J'avais tout en Allemagne, par exemple, sans papier, j'allais à l'école, je commençais à travailler, c'est seulement à cause des papiers que j'ai quitté l'Allemagne. »

S. a atteint le Royaume-Uni en mars 2022.

Ceux que la police arrête sur les plages, ou bien qui sont ramenés dans les ports de Calais, Boulogne ou Dunkerque, ne sont pas toujours autorisés à retourner librement dans leur camp et à essayer une autre fois. Souvent, cela se fait de manière totalement arbitraire et alimente une violence frontalière plus large sous forme de détention et de déportation.

« Nous étions assis dehors, sur le port. Je me souviens que j'étais en colère parce que cela faisait un jour et demi que nous n'avions rien mangé, qu'il faisait nuit, qu'il faisait froid et que nos vêtements étaient mouillés, ils nous ont dit de nous asseoir par terre près du mur, à l'extérieur, sur le port.

J'étais la première personne [dans la rangée] avec quelqu'un à côté de moi, ils ont juste dit : « Toi et le gars à côté, on va au poste de police et ensuite on vous laissera partir », c'est exactement ce qu'il m'a dit, et les 6 autres personnes, ils leur ont juste dit qu'elles pouvaient partir. Elles étaient juste libres. Et personne n'avait expliqué qui il est, où il va, à quel moment. La seule chose est « toi et toi, on va au poste de police », et les 6 autres personnes sont libres. »

H. a passé 28 jours en détention après sa traversée infructueuse de la Manche en juillet 2022. Il a été expulsé de France en août 2022.

Construire des réseaux de solidarité

Discuter des risques liés au départ en mer et de la manière de les atténuer, gérer les appels, alerter et faire pression sur les autorités pour qu'elles agissent, prendre soin de ceux qui arrivent et de ceux qui n'arrivent pas ; autant de façons de lutter chaque jour contre la violence aux frontières, souvent de manière invisible et sans le soutien de structures militantes. Ce travail, à la manière de l'Alarm Phone, est réalisé dans la Manche depuis maintenant plusieurs années, principalement par les amis et les familles des personnes qui font les traversées. Depuis 2018 cependant, un petit groupe de personnes, proches du groupe No Borders de Calais et qui connaissent le travail du réseau Alarm Phone, ont commencé à s'organiser plus concrètement pour soutenir celles et ceux qui font la traversée de la Manche. Des supports ont été créés pour informer les personnes concernées sur les risques du voyage, en insistant sur la façon dont on peut contacter les garde-côtes, ainsi que sur la manière de trouver et de partager sa position GPS, afin que les secours puissent arriver aussi rapidement que possible. Des « maraudes » [une sorte de patrouille de solidarité] ont également été organisées pour aller discuter avec les personnes qui se préparent à faire le voyage et partager ces informations avec elles.

« Je pense que c'est très important d'avoir internet. Si vous avez internet avec une carte sim 3G, ça fonctionne au Royaume-Uni et en France.

Moi, maintenant, je sais comment me localiser sans internet, mais beaucoup de gens ne le savent pas. Vous savez, quand j'ai fait la traversée la première fois, je ne vous avais pas vu, je ne savais pas ce que c'est la localisation. Quand j'aurai mes papiers, je reviendrai à Calais pour vous aider à faire ce travail. »

M. parle de sa première tentative de traverser la Manche en octobre 2021. Son groupe a appelé les garde-côtes mais ne savait pas comment trouver et partager ses coordonnées ; finalement un hélicoptère les a localisés. Au total, ils ont passé 12 heures en mer.

Il y a également un gros travail qui est réalisé pour partager les informations avec les bénévoles des ONG, dans Calais et ses alentours, afin de mieux informer les personnes qui se préparent à faire le voyage. Beaucoup

118



Vue d'un cargo depuis un canot pneumatique, août 2022.
Photo : Partagée via WhatsApp par une personne à bord



Voyageurs renvoyés en France, hiver 2021.
Photo : Utopia 56

de groupes et de personnes isolées autour de Calais étaient, au départ, plutôt réticents à parler ouvertement des traversées en bateau, par peur de la criminalisation. L'ancienne organisation qui finançait des projets humanitaires à Calais, Choose Love, a interdit à toutes les organisations recevant son argent de discuter des traversées de la Manche avec les personnes concernées, ou même de partager des informations sur la sécurité en mer. Cette réticence a toutefois pratiquement disparu depuis l'été dernier, lorsque ces associations ont été confrontées à la réalité : les voyages irréguliers en canot sont pour ces personnes le principal moyen de trouver une protection au Royaume-Uni dans un avenir proche.

Depuis que la Manche est officiellement devenue la 4^e région dont s'occupe le réseau Alarm Phone en septembre 2021, nous avons eu beaucoup à faire, non seulement en matière d'accompagnement et de suivi de cas, avec d'autres associations en France, mais aussi pour créer des ressources pouvant être partagées au sein des communautés concernées. Ces ressources comprennent notre site WatchtheChannel.net qui fournit des informations sur la sécurité en mer et sur l'asile selon chaque région, ainsi qu'une série de podcasts sur la sécurité en mer (en arabe, farsi, dari, pachto, amharique, oromo, tigrinya, sorani, kurmanji, anglais, français et allemand) afin de diffuser ces informations dans un format accessible et facile à partager.

Pour conclure, nous souhaitons partager ce témoignage de D. qui a travaillé sur une patrouille de recherche et de sauvetage dans la Manche en 2022.

« Je me dis souvent, quand nous partons, que cette situation est absurde. Parfois, tous les jours, pendant des semaines, lorsque le temps est clémente, des bateaux de sauvetage et des opérations de recherche et de sauvetage sont lancés à toute heure du jour et de la nuit pour secourir des personnes en détresse sur la voie maritime la plus fréquentée au monde. Il est facile de trouver ça normal quand ça se produit tous les jours, mais en fait, c'est absurde d'être là tout le temps à sauver des gens qui ne devraient pas être là. Certains jours, vous êtes dehors pendant 8, voire 12 heures ou plus, à ramasser 40, 50, parfois jusqu'à 60 personnes sur de minuscules canots pneumatiques, les uns après les autres. La

plupart du temps, tout le monde monte à bord et arrive au port sans problème, mais l'embarquement peut parfois être délicat et notre marge d'erreur est très réduite. Ces bateaux peuvent être dégonflés ou de se briser en quelques heures, alors tout le monde se retrouve à la mer et la véritable course contre la montre commence. Pendant ce temps, toutes sortes de navires – ferries, cargos, bateaux de croisière – ne font que passer devant vous, devant parfois vous éviter pendant que vous effectuez une mission de recherche et de sauvetage, des gens qui s'amusez et sont complètement inconscients de ce qui se passe parfois à quelques centaines de mètres de là. »

Note sur la criminalisation

« Je n'ai pas 2000 [euros] avec ce que je gagne, il y a des gens qui viennent à Dunkerque et ils me disent : si tu es capitaine tu peux traverser gratuitement, si tu as un ami qui est capitaine tu peux traverser gratuitement, ou peut-être que tu peux dire à quatre ou cinq personnes que quelqu'un peut les aider et que tu peux traverser avec eux. »

La loi sur la nationalité et les frontières de 2022 (Royaume-Uni)

41 Aide à l'immigration clandestine ou à la demande d'asile

(1) La loi sur l'immigration de 1971 est modifiée comme suit.

(2) À l'article 25(6)(a) (aide à l'immigration clandestine vers un État membre ou le Royaume-Uni : sanctions), remplacer « emprisonnement pour une durée n'excédant pas 14 ans » par « emprisonnement à vie ».

En juin 2022, une nouvelle législation est entrée en vigueur au Royaume-Uni, portant la peine maximale de l'aide à l'immigration clandestine à un emprisonnement à vie, et supprimant la clause qui ne pénalisait que les personnes qui facilitent les traversées « à des fins lucratives ». Pour de nombreuses personnes, piloter un canot pneumatique pour traverser la Manche est un dernier recours ; après des mois de vaines tentatives pour

passer la frontière à l'arrière d'un camion, celles qui ont moins de moyens, acceptent de conduire un petit bateau malgré le prix à payer qui peut être élevé par la suite.

« Casser le modèle économique de ces criminels malveillants » est une priorité dans l'agenda politique de l'actuel gouvernement britannique. Le système de surveillance des forces frontalières britanniques permet d'identifier facilement les cibles potentielles à criminaliser ; un homme, à son arrivée à Douvres, s'est vu présenter des images de drone le montrant avec la main sur le moteur. Inspiré par le travail réalisé dans d'autres régions, un réseau d'avocat-es, de militant-es et d'organisations de défense des droits des migrant-es au Royaume-Uni et en France se prépare à défendre toutes celles et ceux qui pourraient être criminalisé-es pour avoir exercé leur liberté de circulation.

6

La Criminalisation

La criminalisation des personnes qui prennent la route :

Sur la route de la Turquie à la Grèce, des milliers de personnes sont condamnées – parfois à des centaines d'années de prison – pour avoir conduit un bateau

Les tentatives pour criminaliser les personnes font la traversée se multiplient. Cela s'accompagne d'un discours qui présente la migration et les personnes migrantes comme une menace pour la sécurité de l'État. Nous en sommes témoins tout au long des différentes routes migratoires. En réponse à la circulation des personnes, on assiste à une militarisation croissante des frontières, ainsi qu'à une criminalisation accrue de la migration. Cela va de pair avec des tentatives pour faire taire les voix de celles et ceux qui s'élèvent contre les violations des droits humains dues à cette militarisation. La criminalisation permanente des personnes est extrême – et varie selon les différentes routes.

En Grèce – et aussi en Italie – nous assistons à l'incarcération systématique des personnes arrivant par bateau. Celles et ceux qui conduisent prétendument les bateaux sont accusés d'être des passeurs. En Grèce, des peines draconiennes de plusieurs centaines d'années de prison sont prononcées pour le simple fait de conduire un bateau. De même, en Italie, les peines vont de 2 à 20 ans ou plus. Malheureusement, il ne s'agit pas là d'un phénomène nouveau ; les personnes criminalisées pour avoir « facilité la migration illégale » constituent le deuxième groupe le plus important au sein de la population carcérale grecque. Cette évolution, et le discours qui l'accompagne, créent un terrain propice à l'accusation de terrorisme. C'est, par exemple, le cas à Malte, où trois adolescents, soutenus par la

campagne « Free the ElHiblu3 », se battent depuis des années contre de telles accusations.

Face à cette évolution, certaines personnes ont uni leurs forces pour condamner publiquement ces pratiques et les contrer. Ces derniers mois, des gens ont pris la parole au sujet des personnes qui ont été emprisonnées juste parce qu'elles devaient fuir ou souhaitaient exercer leur liberté de circulation. Grâce à des campagnes publiques, certaines personnes ont été acquittées et des accusations ont été abandonnées.

En Grèce : un climat répressif

En Grèce, ces efforts s'accompagnent d'un climat répressif toujours plus pesant et d'un tournant autoritaire. Parallèlement à la criminalisation des personnes qui font la traversée, plusieurs enquêtes ont été annoncées publiquement contre des ONG, des journalistes et des personnes ayant agi par solidarité. Parallèlement, nous voyons comment les personnes concernées sont dépeintes comme des ennemies de l'État, ou bien sont soupçonnées d'espionnage et de révélation de secrets d'État : par exemple, lorsqu'elles documentent l'implication des garde-côtes helléniques dans les refoulements.

L'emprisonnement à l'arrivée

Non seulement la ou les personnes accusées de conduire de bateau, mais souvent des groupes entiers de personnes sont incarcérés après leur arrivée. C'est ce qui s'est passé, par exemple, le 23 septembre 2021. L'Alarm Phone a été informé de la présence de 154 personnes sur un bateau en détresse dans la mer Ionienne. Lorsque le bateau a été secouru, les survivant-es de l'incident ont d'abord dû rester 14 jours en quarantaine à La Canée, puis ont été transférés en Grèce continentale où ils ont été emprisonnés dans le tristement célèbre centre d'Amygdaleza, près d'Athènes. Il y a eu également d'autres cas où des personnes ont été amenées à Amygdaleza après des voyages et des incidents traumatisants, notamment la mort de compagnons de voyage. C'est ce qui est arrivé à un groupe de 70

126

127

personnes en novembre 2021. Là encore, les survivant-es n'ont reçu aucun soutien approprié et ont été emprisonné-es à Amygdaleza. Dans les jours précédant Noël 2021, quatre naufrages ont coûté la vie à des dizaines de personnes en mer. Nous sommes resté-es en contact avec des survivant-es qui ont été, une fois encore, emprisonné-es à Amygdaleza. Au lieu d'obtenir de l'aide pour se remettre d'une expérience traumatisante, la plupart de ces personnes ont été placées en détention. Parmi elles, beaucoup avaient perdu leurs proches, souvent des enfants.

La criminalisation des conducteurs de bateaux

Ces dernières années, des milliers de personnes ont été emprisonnées pour avoir conduit un bateau et ont été privées de leur liberté par l'État grec. Cela signifie un traumatisme qui va bien au-delà de la peine de prison. En outre, les peines sont insensées : en mai 2022, trois passagers d'un bateau avec lequel Alarm Phone était en contact ont été condamnés, en leur absence, à plus de 361 ans de prison chacun. Ce n'est pas nouveau. Les autorités grecques criminalisent systématiquement les personnes qui font la traversée. Dans la plupart des bateaux qui arrivent en Grèce, plusieurs personnes sont arrêtées et ensuite poursuivies pour avoir piloté le bateau ou pour avoir aidé, d'une manière ou d'une autre, pendant le voyage. En l'absence de preuves suffisantes, elles sont maintenues en détention provisoire pendant des mois. Les procès sont généralement expéditifs, les décisions sont prises en peu de temps, mais aboutissent à des peines extrêmement lourdes. Lorsque leur affaire passe enfin devant le tribunal, leurs procès ne durent en moyenne que 38 minutes, aboutissent à une peine moyenne de 44 ans et à des amendes de plus de 370 000 €. Ces dernières années, l'Alarm Phone, en coopération avec de nombreuses autres organisations, a soutenu directement des personnes dans leur lutte contre la criminalisation. Par exemple, dans le cas de Samos 2, lorsqu'une large coalition d'acteurs locaux et internationaux a joint ses forces à celles de deux personnes accusées de faciliter l'entrée illégale et d'autres charges. N., un jeune père afghan, était accusé d'avoir mis en danger un enfant, son fils étant mort dans leur tentative d'atteindre les côtes grecques – il a été acquitté de toutes les charges

et son procès a reçu beaucoup d'attention et de soutien médiatique. Dans d'autres situations également, nous avons essayé d'organiser rapidement un soutien juridique lorsque des personnes étaient arrêtées.

Des efforts locaux et transrégionaux sont déployés pour accroître la capacité collective à contrer la criminalisation des conducteurs de bateaux le long des différentes routes. Pour nous, cela est clair : le fait de conduire des bateaux et de franchir des frontières ne peut en aucun cas être un crime. Il s'agit d'un droit fondamental que nous continuerons à défendre et à soutenir.

Le véritable crime, c'est le régime frontalier mis en place par l'UE et ses partenaires le long des différentes routes migratoires. Les gens sont privés de leur droit d'exercer leur liberté de circulation, de leur droit de vivre en sécurité, de leur droit de demander l'asile. Ils sont insultés, battus, volés, abattus. On leur refuse une assistance médicale. On les laisse mourir. Ils sont battus à mort ou noyés. Leur dignité humaine n'est pas respectée.

Qui sera tenu pour responsable de ces crimes contre l'humanité ?

128



Affaire ElHiblu3, mars 2020.
Illustration par Adrian Pourviseh

La criminalisation de ceux qui facilitent le passage : le cas des conducteurs de bateaux en Italie

Une vingtaine de personnes sur un bateau en bois se réjouissent : l'île de Lampedusa est en vue et un bateau se dirige vers elles. Tout le monde encourage un homme souriant avec des dreadlocks : « Rastaman, c'est toi le capitaine ! On a réussi, que Dieu nous bénisse ». L'homme, que nous appellerons John, a disparu peu après le débarquement. Sa famille et ses amis, inquiets, l'ont cherché pendant des mois, avec cette vidéo de la dernière fois où il avait été vu comme conducteur, avant de recevoir un appel téléphonique de la prison. Il avait été arrêté et accusé de faciliter l'immigration clandestine.

Sur terre et en mer, faciliter le passage des frontières vers l'Europe est criminalisé.

La législation contre l'« aide et l'encouragement à l'immigration clandestine » a été élaborée par l'UE et mise en œuvre par les États membres au début des années 2000 ; elle vise à entraver la liberté de circulation et les actes de solidarité, et à punir les individus et les réseaux qui s'aident et aident d'autres personnes à franchir une frontière.

La criminalisation des équipages et des militantes des navires des ONG européennes est désormais bien connue de la société civile ; cependant, il y a beaucoup plus de personnes ayant fait la traversée qui ont été systématiquement criminalisées sous le même prétexte. Ces mêmes personnes encombrant les prisons des États côtiers, mais font l'objet de

beaucoup moins d'attention.

L'Italie a passé des décennies à arrêter des milliers de personnes qui n'avaient rien fait d'autre que de conduire un bateau vers ses côtes, en utilisant le droit pénal, des opérations de police dissimulées ou des mesures d'urgence contre la mafia afin de faire appliquer le régime frontalier européen.

Que se passe-t-il ?

La criminalisation des conducteurs de bateaux en Italie est examinée en détail dans le rapport « De la mer à la prison », publié par Arci Porco Rosso, borderline-europe et Borderline Sicilia avec le soutien de Alarm Phone¹.

Passons en revue quelques points clés :

Les conducteurs de bateaux, qui se désignent généralement comme des capitaines, sont souvent arrêtés peu après leur débarquement en Italie. Les autorités commencent à enquêter dans les ports, identifiant les personnes qui pourraient témoigner contre un conducteur de bateau présumé. Nous disposons de plusieurs témoignages de personnes ayant subi des pressions ou ayant été incitées de manière inappropriée à témoigner. Les capitaines sont emmenés directement en prison après leur arrestation, où ils sont souvent maintenus en détention provisoire, une forme d'emprisonnement qui ne nécessite pas de condamnation, pendant une période pouvant aller jusqu'à deux ans.

Lorsqu'ils sont reconnus coupables, les peines vont de deux à sept ans de prison en moyenne. Toutefois, s'il y a eu des décès à bord, ou un naufrage, les conducteurs de bateaux sont alors automatiquement accusés d'homicide involontaire ou d'avoir provoqué le naufrage. Dans ce cas, les peines peuvent aller jusqu'à 30 ans, soit plus qu'une condamnation à perpétuité.

130

131

Le droit des capitaines à un procès équitable n'est pas respecté. La décision du tribunal est fondée sur des preuves peu convaincantes, consistant souvent presque exclusivement en des dépositions préliminaires de témoins ; les accusés sont souvent privés d'interprètes pendant les audiences ou en prison. Ils se voient attribuer des avocat-es qui n'ont souvent ni les compétences ni les ressources nécessaires pour garantir une bonne défense.

Il est plus difficile pour les capitaines d'entrer en contact avec leur famille et les réseaux à l'extérieur de la prison et de rendre leur histoire visible, car ils sont détenus dans un pays étranger et souvent sans langue commune ni contacts en Italie. Il y a eu des familles qui, pendant des années, ont cru que leurs proches étaient morts en Méditerranée avant de découvrir qu'ils étaient détenus et qu'on leur refusait tout simplement le droit de passer un appel téléphonique.

Lorsqu'ils sont libérés, les capitaines sont confrontés à la détention administrative et à l'expulsion, à de plus grands obstacles dans leurs demandes d'asile, à de plus grands obstacles pour trouver un emploi, et parfois à un stress important et à des problèmes de santé.

Les capitaines sont désignés comme des boucs émissaires pour tenter de détourner de l'Italie et de l'Europe la responsabilité des morts et des violences qui ont lieu en Méditerranée, en la rejetant sur des personnes exposées à leurs politiques lorsqu'elles essayent de rejoindre cette rive de la mer.

Que faisons-nous ? Que pouvons-nous faire ?

La criminalisation des capitaines suscite de plus en plus d'attention au sein de nos mouvements. En Italie, un groupe de travail mis en place par Arci Porco Rosso, borderline-europe et Borderline Sicilia offre un soutien socio-juridique aux personnes criminalisées, pendant leur détention et

après leur libération, en offrant des espaces susceptibles de rassembler et d'amplifier les histoires de ces capitaines, ainsi que de sensibiliser à leur criminalisation. Dans des pays comme la Grèce, le Royaume-Uni et l'Espagne, des activistes sensibilisent et multiplient les efforts de solidarité envers les capitaines ou d'autres passeurs de frontières criminalisés. Plusieurs groupes, dont l'Alarm Phone, se sont associés au niveau transnational pour créer la plateforme Captain Support (Soutien aux capitaines), afin de sensibiliser les communautés de migrant-es aux risques de criminalisation, et d'offrir une plateforme où les amis ou les parents des personnes criminalisées peuvent entrer en contact avec un soutien social et juridique local.

Il est essentiel que nous poursuivions ce travail en tant que mouvement de solidarité avec les personnes criminalisées, en faisant connaître les luttes et les histoires des capitaines, ainsi qu'en contestant les lois injustes qui les criminalisent. Il est également important de prêter plus d'attention à des histoires similaires, lorsque des personnes sont criminalisées pour avoir facilité le franchissement des frontières terrestres vers l'Europe, ou sont accusées d'avoir soutenu des actes de solidarité. Citons, à titre d'exemple, le nombre indéterminé de conducteurs de voitures, régulièrement arrêtés à la frontière nord de l'Italie (souvent après avoir été signalés par des locaux), ou les quatre Érythréens qui ont dû affronter sept ans de procès et de prison pour avoir acheté de la nourriture à des voyageurs et les avoir hébergés chez eux alors qu'ils se rendaient dans d'autres villes d'Italie. Ils ont finalement été acquittés en mai dernier, mais cette affaire s'inscrivait dans le cadre d'une enquête secrète plus vaste sur certains centres sociaux et squats qui luttent pour la liberté de circulation à Rome. Cela montre qu'il existe de nombreuses formes de solidarité qui peuvent être visées, et cela se produit actuellement dans plusieurs pays d'Europe.

Rappelons également que les espaces de détention, tels que les prisons et les centres de déportation, sont des espaces ultimes de marginalisation et d'invisibilisation. Il est fondamental pour nos mouvements anti-racistes de prendre conscience de la dimension carcérale de l'État raciste, et de trouver des moyens de contester celui-ci, tout en développant des

pratiques permettant de se rapprocher des personnes qui disparaissent dans les prisons.

POUR RÉSUMER :
DÉTRUISEZ LES FRONTIÈRES,
BRÛLEZ LES PRISONS,
LIBERTÉ POUR TOU-TES !

Pour plus d'informations :

www.fromseatoprison.info

Groupe de travail « De la mer à la prison » :

www.borderline-europe.de/Quartalsbericht?l=en

www.borderlinesicilia.it/en/uncategorised/a-rising-tide-lifts-all-boats-from-sea-to-prison-quarterly-report

Soutien aux capitaines :

www.facebook.com/CaptainSupportLegalAid

www.instagram.com/captain.support

134

135

Libérez les ElHilblu3 !

Maurice Stierl

En mars 2019, lorsque 108 personnes ont été secourues par le pétrolier *El Hiblu 1*, l'Alarm Phone n'était pas directement impliqué. Mais l'équipe de l'Alarm Phone qui travaille plus spécifiquement sur la route de la Méditerranée centrale a tout de même suivi l'évolution de la situation dans les médias et a rapidement appris la terrible injustice dont ont été victime les ElHilblu3 en arrivant à Malte. Abdalla, Amara et Kader ont été privés de leur liberté et emprisonnés.

Le 7 novembre 2019, nous avons rencontré les trois jeunes hommes pour la première fois, dans une salle d'audience à La Valette. Nous n'avons pu leur parler que très brièvement pendant une pause, en chuchotant les uns avec les autres. Abdalla a confirmé qu'il avait reçu, dans sa cellule de prison, une carte postale que nous lui avions envoyée quelques semaines plus tôt afin d'exprimer notre solidarité et de lui dire, ainsi qu'aux deux autres, qu'ils n'étaient pas seuls. Il était pénible de voir les trois hommes menottés et renvoyés en prison après l'audience. Malgré la gravité des charges qui pesaient sur eux, nous espérions les voir bientôt libérés sous caution, ce qui s'est finalement produit à la fin du mois de novembre 2019.

Nous sommes retournés à Malte en janvier 2020 pour apprendre à nous connaître. Lors de notre première vraie rencontre, nous avons promis que nous ferions tout notre possible pour obtenir leur liberté et l'abandon des accusations scandaleuses portées contre eux. Au cours des mois suivants, la confiance mutuelle s'est transformée en amitié. Avec un groupe de militant-es solidaires et de survivant-es du El Hiblu qui s'inquiétaient du sort de leurs trois amis, nous avons ébauché les grandes lignes d'une campagne de solidarité dans laquelle les voix des personnes survivantes seraient centrales.

Durant cette visite à Malte, l'Alarm Phone a reçu plusieurs appels de personnes qui se trouvaient en situation de détresse en mer. En

nous rendant au port de La Valette, nous avons assisté au débarquement de plusieurs d'entre elles, soulagées d'avoir atteint la terre ferme. Le 28 mars 2020, à l'occasion du premier anniversaire de l'arrivée du *El Hiblu 1* à Malte, nous avons lancé la campagne de libération des ElHiblu3 avec des défenseur·euses des droits humains et d'autres organisations de défense des droits humains.

L'Alarm Phone a soutenu et promu le lancement de la campagne tout en faisant face, dans le même temps, à une évolution désastreuse de la situation en Méditerranée. Pendant la période de Pâques 2020, peu après que la pandémie de Covid ait atteint l'Europe, le gouvernement et les forces armées maltaises ont non seulement refusé de s'engager dans les opérations de sauvetage des bateaux qui étaient en contact avec l'Alarm Phone, mais également mené une opération de refoulement mortelle. Entre le 10 et le 15 avril 2020, douze personnes originaires d'Érythrée et d'Éthiopie sont mortes après que Malte ait orchestré le refoulement violent d'un groupe de personnes hors de la zone de recherche et de sauvetage maltaise

vers la Libye – un événement appelé par la suite le « massacre de Pâques ».

Aujourd'hui, trois ans et demi après leur arrivée à Malte, les trois hommes font toujours l'objet de graves accusations. Mais une campagne et des actions de solidarité autour de leur histoire se sont développées : La « Commission de libération des ElHiblu3 » a été créée, composée de personnalités reconnues et issues de divers secteurs de la société. Cette campagne a organisé une grande conférence de solidarité à Malte, avec une centaine de participant·es de Malte et d'ailleurs. La brochure *Free the ElHiblu3* a été publiée et des contacts avec l'Église ont permis aux trois accusés de remettre la brochure au pape.

Le cas des ElHiblu3 est un bon exemple de la manière dont trois jeunes gens se sont battus, et continuent de se battre, pour leur liberté et celle des autres. C'est un exemple très fort d'autodéfense face à un refoulement vers la Libye. Dans le cadre de la campagne « *Free the ElHiblu3* », nous tiendrons notre promesse initiale : ne rien laisser passer pour obtenir la justice et la liberté pour Abdalla, Amara et Kader. La solidarité vaincra !

Conférence ElHiblu3, mars 2020.
Photo : Alarm Phone



Criminalisation in Morocco and the Western Sahara

Des deux côtés de l'Atlantique, les personnes qui prennent la route sont traitées comme des criminels par le biais de lois interdisant les sorties ou entrées « irrégulières » et criminalisant ceux qui organisent des traversées non autorisées. Actuellement, les autorités marocaines tentent activement d'empêcher les interceptions et d'arrêter les personnes sur le lieu de départ. Les membres de l'Alarm Phone expliquent :

« Lorsque cela se produit, certains migrants sont accusés d'être responsables du voyage et d'être des capitaines [...]. Ils sont emmenés au poste de police, et l'affaire est instruite sans l'aide d'un avocat et sans traducteur pour leur expliquer leurs droits [...]. Ils sont ensuite emmenés devant le juge et accusés d'être des passeurs ou de faire partie d'un réseau de trafic. Ils sont condamnés à de lourdes peines de 10 à 15 ans de prison. »

Les militant-es de l'Alarm Phone documentent les violations des droits humains et tentent de faciliter le soutien juridique et médical des personnes emprisonnées :

« Dans les provinces du sud, il y a maintenant près de 50 personnes en prison, accusées d'avoir conduit un bateau ou organisé une migration illégalisée. En tant qu'Alarm Phone, nous avons essayé de soutenir trois migrants qui ont été arrêtés uniquement parce qu'ils portaient un bracelet avec le numéro de l'Alarm Phone. [...] Il y a aussi sept personnes subsahariennes qui ont été condamnées à de lourdes peines de prison : quatre Sénégalais ont été condamnés à 10 ans, un Ivoirien à 15 ans, un Guinéen à 20 ans parce que c'est un passeur qui faisait l'objet d'une enquête depuis des années, et un autre Guinéen à 10 ans. [...] Ils vivent une situation très difficile ! Nous demandons aux gouvernements

138

139

africains de faire extraditer leurs propres citoyens. Ils sont tous malades et reçoivent une nourriture de mauvaise qualité en prison. »

La volte-face de la politique espagnole sur la question du Sahara occidental semble également avoir donné le feu vert au système judiciaire marocain pour appliquer des peines plus sévères :

« Avant, vous pouviez faire réduire en appel votre peine de première instance. Malheureusement, maintenant, les condamnés ne viennent même plus avec une avocate en appel, car ils savent que le juge ne les écoutera pas. Depuis le début de la pandémie, les verdicts sont également rendus par vidéoconférence. »

Dans les îles Canaries

La criminalisation souvent arbitraire des conducteurs de bateaux est également un problème majeur après l'arrivée sur les îles Canaries. Si un drone filme quelqu'un qui touche ou manipule le moteur, cette personne



Des policiers marocains en train de procéder à une opération dite « d'assainissement » à Laayoune, témoignage d'une personne déportée assise dans un bus, printemps 2022.
Photo : Alarm Phone

sera accusée d'être le capitaine et donc responsable d'une opération de contrebande. Selon la loi espagnole, les peines de prison varient en fonction des circonstances du voyage. Cela signifie que toute blessure, tout dommage corporel ou tout décès sont utilisés pour aggraver le « délit » et allonger la peine. En cas de décès, les personnes peuvent être accusées d'homicide. Il s'agit d'un retournement complet de la responsabilité des nombreux décès en mer.

Il arrive souvent que l'on demande aux passagers qui n'ont pas assez d'argent pour acheter un voyage de conduire le bateau, surtout à proximité des autorités espagnoles. Si ces personnes ont de l'argent sur elles, cela peut également être utilisé comme « preuve » qu'elles ont participé à l'organisation du voyage. En outre, la police espagnole peut dire aux autres passagers qu'en dénonçant le capitaine, ces personnes augmenteront leurs chances de rester en Espagne. Il s'agit d'une stratégie grossière et malhonnête visant à manipuler des gens pour criminaliser leurs camarades.

Outre la condamnation des conducteurs de bateaux, l'Espagne a une tendance générale à traiter les personnes qui font le voyage comme des criminels, une habitude qu'elle partage avec de nombreux autres pays européens. Certaines sont emmenées dans des prisons avant l'expulsion (comme le CATE, *Centro de Atención Temporal de Extranjeros*, à Barranco Seco, Gran Canaria) dès leur arrivée, sans aucune assistance juridique appropriée, sans interprètes ni accès aux procédures nécessaires pour demander une protection internationale. Il est beaucoup plus difficile de demander l'asile une fois en prison. Début mai 2022, une grève de la faim a été organisée par les personnes détenues du CIE (*Centro de Internamiento de Extranjeros*) de Gran Canaria, en raison des mauvais traitements physiques et psychologiques qu'elles y subissent. Cette grève s'est accompagnée de plusieurs tentatives d'évasion au début et à la mi-mai.

Il y a également eu beaucoup d'ingérence de la part des autorités lorsque les gens essayent de s'auto-organiser, de planifier des manifestations et de montrer des actes de solidarité. Dès 2021, dans un communiqué interne, des camarades de Tenerife ont fait état de harcèlement policier lors de manifestations dans la ville de La Laguna, non loin des camps de

Las Raíces et Las Canteras. Ils ont également fait état de mesures d'interpellation et de fouille, et de profilage racial visant les personnes présumées migrantes. En outre, la « *ley mordaza* » (loi du bâillon), répressive et liberticide, a été utilisée à plusieurs reprises pour infliger des amendes à des militant·es solidaires ou à des journalistes spécialisé·es dans les droits humains. Tout récemment, un journaliste lauréat du prix Pulitzer s'est vu infliger une amende de 800 € pour avoir pris des photos dans le port d'Arguineguín en décembre 2020.

Cet article est un extrait du rapport sur la région de Méditerranée occidentale, intitulé « Criminalisation of people on the move » et datant de septembre 2022, il peut être consulté sur notre site web :

WWW.ALARMPHONE.ORG



« Nous irons jusqu'au bout »,
Athènes, Grèce, 2021.
Photo : Alarm Phone.

7

Commemor- Action



CommémorAction

« Avec le terme de ‘CommémorAction’, nous faisons une double promesse : ne pas oublier celles et ceux qui ont perdu la vie et lutter contre les frontières qui les ont tuées. C’est un espace pour construire une mémoire collective à partir de notre douleur. Nous ne sommes pas seules et nous n’abandonnerons pas. Nous continuerons à nous battre quotidiennement pour la liberté de circulation de toutes, en exigeant la vérité, la justice et des réparations pour les victimes de la migration et pour leurs familles.

Nous sommes des parents et amis de personnes décédées, disparues ou victimes de disparitions forcées le long de frontières terrestres ou maritimes, en Afrique, en Amérique, en Asie, en Europe et dans le monde entier. Nous sommes des personnes qui ont survécu en traversant des frontières à la recherche d’un avenir meilleur. Nous sommes des citoyennes solidaires qui aident et secourent des personnes migrantes en situation difficile. Nous sommes des pêcheurs, des militantes, des migrantes, des universitaires. Nous sommes une grande famille. » (Appel à des commémorations décentralisées le 6 février 2022)

CommémorAction – une combinaison de deuil et de colère – a été développée par des parents, des survivant-es et des sympathisant-es comme un cri d’alarme contre les meurtres racistes aux frontières. CommémorAction a pour but de se souvenir, avec des actions qui combinent messages politiques et performances artistiques. Mais surtout, il s’agit de mettre en relation les proches en deuil avec le plus grand nombre de personnes possible, afin de créer des initiatives collectives, de faire connaître leurs histoires et leurs revendications. Les journées de CommémorAction sont des moments de souvenir pour ces victimes et de construction de parcours collectifs afin de soutenir les familles dans leurs recherches de vérité et de justice pour leurs proches.

Des dizaines de milliers de victimes du régime des frontières signifient des centaines de milliers, voire des millions d’ami-es, de parents et d’enfants dans le Sud qui pensent à leurs proches ou les recherchent encore. Bien sûr, les formes de deuil sont très différentes. La majorité des personnes touchées sont susceptibles de faire face à leurs « tragédies » respectives de manière privée.

Depuis longtemps, les militant-es et acteurs de la société civile solidaires sont également confrontés aux décès et aux disparitions d’êtres humains aux frontières extérieures de l’Europe. Ils ont ainsi développé non seulement des réseaux de solidarité pour tenter de contrer cette violence meurtrière, mais aussi des moyens de commémorer les personnes tuées, disparues ou victimes de disparitions forcées. Depuis plusieurs années, ces actions de commémoration, qu’elles soient de petite ou de grande envergure, sont devenues des événements transfrontaliers réguliers et ont donné naissance à une communauté de personnes en deuil qui n’abandonnent pas leur lutte contre la violence envers les personnes qui voyagent.

Le 6 février a été choisi comme journée commune pour les commémorations décentralisées et simultanées. Le 6 février 2014, la police des frontières espagnole avait tué au moins 15 personnes qui tentaient de traverser la frontière à Tarajal pour entrer dans l’enclave espagnole de Ceuta. Après des années de procédures judiciaires, les tribunaux espagnols ont acquitté les agents de la Guardia Civil, jugeant qu’aucun crime n’avait été commis. Aucune justice n’a encore été rendue aux victimes et à leurs familles ! Le 6 février 2020, des familles de personnes décédées, disparues et/ou victimes de disparition forcée se sont réunies à Oujda pour la première CommémorAction visant à dénoncer la violence aux frontières. Les familles sont venues du Maroc, de Tunisie, d’Algérie et du Cameroun. Le massacre de Tarajal est un symbole de ce qui arrive chaque jour depuis plus de 20 ans : des victimes sans justice, des tombes sans noms, des frontières sans droits. C’est pourquoi nous avons décidé à Oujda de poursuivre les CommémorActions chaque année, pour transformer notre douleur en action collective. Le 6 février 2022, des CommémorAction ont eu lieu dans plus de 50 villes à travers le monde.

146

147

Une CommémorAction centralisée a eu lieu à l'automne 2022 à Zarzis, en Tunisie, à nouveau organisée par les familles de personnes disparues et les sympathisant-es. Le 6 septembre 2012, un bateau transportant environ 130 personnes de la région de Sfax a coulé à proximité de l'îlot Lampione, à 19 km de Lampedusa. Seules 56 personnes ont pu être sauvées. Dix ans plus tard, les familles sont toujours sans nouvelles de leurs proches. Mais elles continuent à réclamer haut et fort la vérité sur les disparitions aux frontières de l'Europe. Zarzis est souvent présentée comme le « principal point de départ » des Haragas, et les structures de solidarité qui existent dans la ville sont souvent invisibilisées. C'est une ville où les pêcheurs sauvent des personnes en mer depuis 30 ans et ont été criminalisés par les autorités italiennes, leurs bateaux de pêche détenus par les soi-disant « garde-côtes libyens ». Pourtant, aucun régime frontalier n'a réussi à les empêcher de secourir des gens, chose que les autorités ont arrêté de faire. C'est une ville où des personnes engagées ont donné toute leur énergie pour donner un nom et une histoire aux personnes qui s'échouent sur le rivage. En septembre 2022, des familles de différents pays africains, des pêcheurs et des activistes se sont réunis pour commémorer ceux qui ont disparu à cause du régime frontalier meurtrier de l'UE. De nombreuses discussions et ateliers ont eu lieu afin de renforcer notre réseau de lutte contre le régime frontalier actuel, de dénoncer les politiques racistes de l'UE et de la tenir responsable de la violence qu'elle a causée au cours des 30 dernières années.

Sous le slogan « Des personnes, pas des chiffres », la plateforme WWW.MISSINGATTHEBORDERS.ORG recueille les voix des familles, leur donnant une voix, une dignité et l'occasion d'exprimer leur chagrin à leurs proches et au monde entier.

Il est clair que les familles qui s'engagent et s'organisent à un niveau transnational dans le cadre des CommémorActions représentent un problème politique et social beaucoup plus large qui touche des centaines de milliers de personnes. Les familles constituent une force remarquable dans le Sud, qui vient dénoncer la violence frontalière meurtrière du Nord. Il s'agit d'une lutte essentielle pour l'égalité des droits sociaux

et nous devons donc voir les familles engagées dans les CommémorActions comme des acteurs cruciaux dans la lutte pour la justice à un niveau mondial.

148



CommémorAction à
Thermi, Lesbos septembre 2019.
Photo : Marily Stroux

« Pourquoi est-ce que nos enfants ne peuvent pas avoir les mêmes droits que les Européen·nes ? »

Ce qui suit est un témoignage de Jalila Taamallah, mère de deux jeunes hommes, Hedi et Mehdi Khenissi, qui ont perdu la vie en 2019. Hedi et Mehdi sont morts à cause du régime frontalier violent de l'UE.

Mes deux fils avaient demandé des visas, mais ils ont reçu une réponse négative. Comme tous les autres jeunes de leur âge, ils voulaient voir le monde, avoir un emploi, avoir une vie décente. L'une des pires choses que j'ai dû subir après leur départ, c'est le silence des autorités tunisiennes et leur refus de m'aider à obtenir un visa. Tout ce qu'ils m'ont demandé, c'est « Où allez-vous trouver l'argent pour rapatrier les corps ? ». Pendant six mois, ils ont continué à nier avoir trouvé des traces de mes fils et n'ont voulu me fournir aucune information sur la procédure. Je n'ai pu identifier mes fils qu'avec l'aide de deux femmes italiennes et allemandes qui ont accepté de regarder un grand nombre de photos différentes. Ensemble, nous avons alors trouvé des photos d'un homme portant le même tatouage que celui de mon fils.

Moi, Jalila, une mère qui a perdu ses fils, Hedi et Mehdi, je n'abandonnerai jamais et je continuerai à me battre pour un monde sans frontières, pour un monde où les gens ne doivent pas risquer leur vie pour un

meilleur avenir.

Je suis de très près le mouvement auto-organisé des mères de personnes disparues en Amérique du Sud, et cela m'étonne et m'inspire, et j'espère qu'un jour nous pourrions réaliser ce qu'elles ont fait en Tunisie et en Afrique.

Chaque fois que je me rappelle ce que j'ai vécu, cela me donne la force de continuer ce combat aux côtés des autres familles pour retrouver leurs proches. Mais je me demande aussi toujours qui a créé de telles frontières ? Qui a décidé que certaines personnes pouvaient circuler librement et d'autres pas ? Pourquoi est-ce que nos enfants ne peuvent pas avoir les mêmes droits que les Européens·nes ?

150

151

« À la recherche de mon frère disparu » : Le combat d'une vie

Laila écrit sur le long voyage que les familles des personnes disparus lors du naufrage du 4 mars 2022 ont dû faire pour retrouver leurs proches. Malgré la criminalisation par les garde-côtes italiens et le silence des autorités sur la disparition du bateau, Laila et les autres familles se sont auto-organisées et sont unies dans la recherche de leurs proches.

« Le voyage a commencé le 4 mars, lorsqu'un bateau a quitté les côtes de la Tunisie avec des personnes provenant de plusieurs villes près de Sfax, vendredi à 20h00. Il y avait entre 57 et 68 personnes à bord qui se dirigeaient vers l'île de Lampedusa en Italie. Ce voyage prend habituellement environ 18 heures pour être atteint par la mer. Le lendemain, la nouvelle s'est répandue que le bateau était arrivé sur l'île de Pantelleria – en Italie, et que les voyageurs étaient maintenus en quarantaine pendant 14 jours.

153

14 jours après, des corps des personnes qui se trouvaient à bord ont commencé à apparaître sur des plages éparpillées en Tunisie, dans les régions d'El Haouaria – Kelibia – Nabeul. La plupart des corps, environ 30 à 35 personnes, étaient des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ils ont été transportés à l'hôpital de Nabeul mais un grand nombre de personnes sont toujours portées disparues à ce jour. Nous sommes donc parties à leur recherche en Italie par l'intermédiaire de la Croix-Rouge italienne, qui a refusé de nous aider, à part en fournissant une lettre officielle de la Croix-Rouge syrienne qui ne pouvait pas nous aider sous prétexte d'imposer des sanctions à la Syrie. Ensuite, nous avons essayé de contacter les garde-côtes italiens qui n'ont offert aucune aide, et ont même essayé de



CommémorAction à Zarzis,
Tunisie, septembre 2022.
Photo : Alarm Phone

nous soutirer et d'obtenir des informations. Ensuite, une des familles de personnes disparues s'est rendue en Italie et a tenté de faire des recherches sur place, mais en vain.

Nous avons ensuite essayé de faire des recherches à Malte par l'intermédiaire des garde-côtes maltais, qui ont confirmé qu'il n'y avait aucune personne disparue dans leurs dossiers. Plus tard, des nouvelles se sont répandues selon lesquelles 6 personnes tunisiennes du même bateau avaient communiqué avec leurs familles et leur avaient dit qu'ils étaient dans une prison maltaise. Nous avons décidé de reprendre nos recherches et de vérifier ce qui nous avait été dit.

Nous avons également contacté plusieurs navires qui ont mené des opérations de sauvetage durant cette période, mais leurs réponses peu claires étaient décevantes, comme le fait de ne pas donner les noms de celles et ceux qui étaient avec eux pour des raisons de sécurité, puis de nier la présence de tout Palestinien, Syrien ou Tunisien.

Nous avons contacté à nouveau les autorités tunisiennes qui n'avaient pas encore annoncé de nouvelles claires concernant ce bateau. Le responsable de la communauté syrienne en Tunisie n'avait pas non plus fait de déclaration. Lorsque nous l'avons contacté, sa réponse a été que toutes les personnes s'étaient noyées. Le ministère tunisien de l'Intérieur a indiqué que 205 opérations d'immigration clandestine avaient été déjouées entre le 1er janvier et le 20 avril et que 3 160 personnes avaient été arrêtées, dont 2 249 étrangers et 911 Tunisiennes, mais nous n'avons pas pu vérifier s'il s'agissait de « nos » personnes disparues.

D'après cette information, la plupart des personnes partant de Tunisie sont secourues, et quelques-unes sont comptées comme disparues, ou bien tous les corps réapparaissent sur le rivage.

Nous avons ensuite contacté les hôpitaux de Nabeul, qui nous ont demandé de leur fournir une analyse ADN afin de les faire correspondre aux analyses ADN des corps, et nous avons dû faire face à d'innombrables difficultés financières, juridiques et procédurales, que ce soit en Syrie ou au Liban. Après de longs efforts, nous avons pu effectuer l'analyse, mais l'hôpital ne nous a pas donné les moyens de l'envoyer ; nous avons été traités avec beaucoup de dédain et on nous a demandé de nous rendre en

154

Tunisie. De même, la famille d'une disparue, Cosette, a contacté l'hôpital pour obtenir une photo d'elle afin de l'identifier et de reconnaître ses vêtements, l'hôpital n'a jamais répondu. Nous savons qu'une photo de son corps a été envoyée pendant le processus de récupération du corps dans la mer, mais l'hôpital n'a pas fourni d'informations sur le nombre de corps ou leurs photos. Et pour information, nous avons également essayé d'appeler le numéro de mon frère le 13 mars à 18 heures et nous avons répété la tentative 5 fois, et le téléphone sonnait, mais il n'y avait pas de réponse.

Voici les questions qui nous viennent à l'esprit :

Le téléphone a-t-il été confisqué par des contrebandiers ? Les personnes disparues étaient-elles en vie jusqu'à cette date et n'ont-elles pas été secourues ? Ont-elles été victimes d'une « disparition forcée » en Tunisie ?

Nous avons également essayé de contacter les numéros de toutes les personnes disparues au mois de mai, et de nombreux téléphones sonnaient, et la ligne fonctionnait pendant quelques secondes, puis elle s'éteignait à nouveau.

Nous avons également effectué des recherches en Libye dans différentes zones, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des zones contrôlées par le gouvernement, grâce à nos connaissances, et aux rumeurs qui se sont répandues sur leur présence dans une prison libyenne. Mais au final, rien ne permettait de confirmer ou d'infirmer leur présence là-bas.

Nous, les familles des personnes disparues, nous sommes allées partout et avons fait de notre mieux, mais nous n'avons fait l'objet que de tentatives d'exploitation et de fraude. Malgré tout, nous gardons une lueur d'espoir d'avoir des nouvelles qui guériraient nos cœurs blessés et paralysés, et nous demandons et faisons appel à toutes celles et ceux qui peuvent nous aider ou au moins contribuer à faire entendre notre voix à quiconque pourrait nous aider retrouver nos enfants. »

155



- 1 CommémorAction à **Zarzis, Tunisie**, septembre 2022. Photo : Alarm Phone
- 2 Les mères et les sœurs des migrants disparus ou morts en Méditerranée se sont rassemblées devant le théâtre municipal de **Tunis, Tunisie**, février 2022. Photo : Anonyme
- 3 CommémorAction à **Milan, Italie**, 6 février 2022. Photo : Abolir Frontex
- 4 CommémorAction à **Palerme, en Italie**, le 6 février 2022. Photo : Borderline Europe
- 5 CommémorAction à **Oujda, Maroc**, Février 2020. Photo : Alarm Phone
- 6 Dépôt de fleurs sur la plage de **Tanger, au Maroc**, dans le cadre de l'action CommémorAction, 6 février 2021. Photo : Alarm Phone
- 7 CommémorAction sur l'île de Gorée, **Dakar, Sénégal**, 6 février 2022. Photo : Alarm Phone

8

Il est temps
d'écouter !

Les manifestations de réfugié·es en Libye – il est temps d’écouter !

À partir du mois d’octobre 2021, des milliers de personnes réfugiées ont organisé une campagne de protestation à grande échelle à Tripoli, en réponse aux violents raids menés par les forces de sécurité libyennes dans les communautés de réfugié·es d’un quartier de Tripoli.

Dans un manifeste impressionnant, le groupe « Refugees in Libya » a formulé des demandes claires :

Nous sommes ici pour revendiquer nos droits et chercher une protection vers des pays où nous serons en sécurité. Par conséquent, nous élevons nos voix pour demander :

1. L’évacuation vers des pays sûrs où nos droits seront protégés et respectés.
2. Justice et égalité entre les personnes réfugiées et demandeuses d’asile enregistrées auprès du HCR en Libye.
3. La suppression du financement des garde-côtes libyens qui interceptent constamment et par la force les personnes réfugiées fuyant l’enfer libyen et les amènent en Libye où elles subissent des atrocités.
4. La fermeture de tous les centres de détention en Libye, qui sont entièrement financés par les autorités italiennes et de l’UE.
5. Les autorités doivent traduire en justice ceux qui ont tiré et tué

160

161

nos frères et sœurs à l’intérieur et à l’extérieur des centres de détention.

6. Les autorités libyennes doivent cesser de détenir arbitrairement des personnes relevant de la compétence du bureau du HCR.
7. À appeler la Libye à signer et ratifier la constitution de la Convention de Genève de 1951 sur les personnes réfugiées

En organisant des manifestations et des camps de protestation devant les bureaux du HCR, les réfugié·es ont tenté de construire des abris collectifs, en face d’une organisation internationale qui prétend servir leurs intérêts et leurs besoins. Le HCR, cependant, a été atterré par le campement devant ses portes. Le 7 octobre, il a annoncé la suspension des services de son Centre « en raison d’une situation de sécurité », avant de fermer complètement le lieu. En réponse, les manifestant·es se sont installées devant le bureau principal du HCR dans le quartier de Sarraj, qui a rapidement mis ses activités en veilleuse également.

Les manifestant·es réfugié·es se sont senti·es abandonné·es par le HCR et craignaient que la suspension de ses services ne les rende encore plus vulnérables aux yeux des autorités libyennes. Ils ont été particulièrement consternés par le fait que le HCR établissait sans cesse des distinctions entre les manifestant·es, d’une part, et les personnes vulnérables, d’autre part.

Sans se décourager, les manifestant·es sont resté·es sur place et ont rejeté la tentative du HCR de les diviser. Iels ont tenu de grandes assemblées où les discussions étaient traduites en plusieurs langues. Des comités multilingues ont été créés autour de tâches particulières, notamment les campagnes et les négociations politiques, le travail des médias, le nettoyage du site où se trouvait le camp, la médiation entre les manifestant·es et l’organisation des soins médicaux.

Après l’expulsion du camp de protestation par les forces de sécurité libyennes en janvier 2022, où de nombreux manifestant·es ont été arrêté·es et détenu·es de force pendant des mois, beaucoup de réfugié·es qui protestaient ont dû se cacher. Pourtant, les grèves de la faim dans les camps de détention et d’autres formes de protestation, ainsi que les tentatives

d'« auto-évacuation » de la Libye en prenant la mer, se sont poursuivies. Des réseaux internationaux de solidarité ont également vu le jour, en soutien aux membres du groupe de protestation. Si ce camp de protestation n'existe plus, la lutte des réfugiées en Libye n'est pas terminée.

**POUR PLUS D'INFORMATIONS,
CONSULTEZ LE SITE WEB DES PERSONNES RÉFUGIÉES EN LIBYE :
WWW.REFUGEESINLIBYA.ORG**



Manifestation devant le HCR de Tripoli.
Photo : Personnes réfugiées en Libye

Les personnes réfugiées en Tunisie

Saad Eddin Ismail Hamed

Il y a 6 350 personnes réfugiées en Tunisie et, dans ce texte, je voudrais partager nos luttes contre le HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) et les discriminations.

Je voudrais d'abord commencer par nommer quelques personnes qui ont perdu la vie à cause des conditions dans lesquelles le HCR nous laisse.

- Youssef, un enfant de 4 ans, a sauté des barrières du centre d'accueil du HCR à Médenine.
- Saber Adam, qui venait du Soudan, est mort dans une usine de plastique à Tunis. Cet emploi lui avait été fourni par le HCR sans aucune assurance ni protection.
- Ayoub, un réfugié soudanais
- Ayoub, qui venait également du Soudan, était malade et n'a reçu aucune assistance médicale de la part du HCR.

163

Je m'appelle Saad Eddin Ismail Hamed, je viens du Darfour. Je suis un réfugié en Tunisie. Je voudrais parler de la souffrance quotidienne des personnes réfugiées en Tunisie qui sont censées être sous la protection du HCR.

Nous avons vécu quatre ans en Tunisie, sans protection, sans accès aux soins, sans accès à l'éducation, sans accès à aucun de nos droits fondamentaux en tant qu'humains.

Nous sommes confrontés au racisme quotidiennement, nos vies sont menacées par la police et les citoyen·nes du pays du fait que nous sommes noirs.



Manifestation devant le HCR de Zarzis, Tunisie, février 2022.
Photo : Personnes réfugiées à Tunis

Nous avons fui les guerres, la répression et la violence de nos pays, mais aussi de la Libye ; la plupart des personnes réfugiées en Tunisie se sont rendus à un moment donné en Libye. Certaines d'entre nous sont arrivées par les frontières terrestres pour chercher la sécurité, d'autres personnes ont été interceptées de force par les garde-côtes tunisiens et d'autres encore sont des survivantes de naufrages.

En février 2022, nous, personnes réfugiées et demandeuses d'asile, avons organisé une manifestation à Zarzis, dans le sud de la Tunisie, pour demander l'évacuation de la Tunisie vers un pays où nous pourrions mener une vie décente.

La décision de manifester a été prise après que le bureau du HCR à Zarzis et à Médenine ait soudainement changé de politique et fermé de nombreux dortoirs abritant des personnes réfugiées et demandeuses d'asile, mais aussi réduit le nombre de résident-es dans d'autres. Nous avons été jetées à la rue sans alternatives ou soutien financier. Le « Conseil tunisien pour les réfugiés » nous a menacées et nous a dit que si nous ne quitions pas les dortoirs dans les 15 jours, on nous poursuivrait en justice.

164

165

Au début, nous étions environ 350 personnes, mais avec le temps, plus de 100 d'entre nous ont préféré retourner en Libye.

Nous avons commencé un sit-in et avons vécu dans les rues pendant deux mois, sans aucune solution, ni même la moindre considération de la part du HCR. Un jour, nous nous sommes réveillés avec des hommes armés en face de nous, qui venaient nous chasser du bureau du HCR à Zarzis. Ils nous criaient dessus et nous disaient « Vous êtes des criminels ». Je ne sais pas quel crime nous avons commis en voulant vivre une vie décente. Après cette confrontation, nous avons décidé de nous rendre à Tunis, où nous avons été empêchées de prendre les bus, détenu-es et criminalisé-es pour la simple raison que nous voulions nous déplacer d'une ville à l'autre.

Avec le soutien d'avocat-es, nous avons finalement réussi à atteindre Tunis et avons entamé un long périple de protestations devant le siège du HCR. Ensuite, nous nous sommes auto-organisés et avons créé un « Comité de négociations » avec le HCR. Nous sommes restées dans la rue pendant deux mois supplémentaires, durant lesquels des solutions ont été proposées par le HCR, mais la méfiance des réfugiés-es envers cette institution a rendu impossible la mise en place d'un accord.

Nous n'avons pas abandonné et avons continué à manifester devant le siège du HCR jusqu'au 6 juin 2022. Nous avons rencontré beaucoup de problèmes dans la rue et nous avons perdu un ami, Muhammad Abdullah Amoun, demandeur d'asile, qui a été renversé par une voiture. Le HCR nous a ensuite offert un logement dans la banlieue de Tunis, des soins de santé et un soutien financier décent.

Nous avons accepté et nous nous sommes installées là-bas, mais aucune de leurs promesses n'a été tenue. Jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons obtenu satisfaction à aucune de nos demandes, mais nous ne cesserons pas ce combat pour nos droits.

Aujourd'hui, à l'heure où j'écris ces lignes, quatre personnes réfugiées ont perdu la vie dans une attaque à caractère raciste près d'un refuge à Tunis.

Nous demandons toujours et encore notre évacuation vers un pays sûr !

Chroniques àMER, des chroniques radio chaque mois depuis l'Alarm Phone

Depuis février 2021, *Chroniques àMER* écoute, rencontre, diffuse des voix de personnes qui traversent les frontières de l'Europe. Des voix d'hommes, de femmes et d'enfants. Des voix de proches et d'activistes. Des voix pour lutter contre le silence organisé par les États européens et leurs politiques de frontières.

Parce que des milliers de gens traversent la méditerranée,
Parce que la mer méditerranée est une frontière,
Parce que les frontières perpétuent le racisme et le colonialisme,
Parce que le racisme et le colonialisme tuent.
Parce qu'en 2021, 1 977 personnes sont mortes en traversant,
165 personnes par mois, 41 personnes par semaine,
près de 6 personnes par jour – et bien bien plus dont on ne sait rien.
Parce que des histoires existent derrière les chiffres,
Parce que ces histoires doivent être racontées,
Parce qu'on ne veut pas oublier, parce qu'on veut continuer à lutter,
Parce qu'on ne veut pas s'habituer,
Parce qu'on savait ...

« Je m'appelle Khady Cis, j'ai 27 ans, bientôt 28. J'ai quitté le Sénégal en 2015, je suis passée par la voie terrestre. Je fais partie de l'Alarm Phone depuis 2015. (...) Mon travail consiste à rencontrer des migrant-es, essayer de voir leurs problèmes et aussi distribuer le numéro de l'Alarm

Phone, et leur expliquer comment le travail se fait, que c'est un numéro pour vous assister pendant votre sauvetage et appeler les garde-côtes. Je suis une femme qui lutte contre l'injustice. Et c'est pour ça que je me suis engagée, parce que je déteste l'injustice. »

Khady, Rabat – Épisode 02 | Femmes en mouvement

« La pandémie a vraiment fait trop de dégâts, surtout économiquement. Parce que les gens qui travaillaient dans l'informel ne peuvent plus travailler, sont au chômage technique. C'est pour ça qu'il y a des embarcations vers les îles Canaries. La situation était déjà critique avant la pandémie, mais quand la pandémie est arrivée, ça a vraiment tout bouleversé. »

Babacar, Laayoune – Épisode 03 | Covid et Frontières

« Notre travail ici consiste à être intermédiaire entre les gens qui partent et la permanence de l'Alarm Phone. Et la recherche des gens qui meurent en mer, les familles ont besoin de savoir, ou de rapatrier leurs corps et d'enterrer leurs proches. On essaie aussi de faire de la sensibilisation, de distribuer des brochures d'information sur les risques en mer. On a aussi ouvert un centre d'écoute et d'orientation des migrant-es pour leur faciliter l'accès aux soins médicaux à l'hôpital. Nous vous remercions de votre écoute et votre compréhension car personne n'est libre tant que nous ne sommes pas tout-es libres. »

Abdou, Laayoune – Épisode 04 | Depuis le Sahara Occidental

« Sur l'un des bateaux, il y a 80 personnes, principalement des personnes mineures venant d'Érythrée et de Somalie. Qui ont peur de couler. On essaie sans succès de joindre le MRCC de Malte. On envoie de nombreux mails. On repère un cargo à proximité de l'embarcation en détresse. Le chef des opérations de la société qui gère le cargo nous rappelle. Il est perdu et doute de nos informations. Malte continue de dire qu'elle n'a jamais été mise au courant de la situation. Comment lui expliquer que leur société est entrée sans le savoir dans le jeu politique des frontières et que les États mettront tout en œuvre pour empêcher ces

personnes d'arriver en Europe ? »

Ali et Leila, Marseille – Épisode 07 | Les navires marchands, des acteurs ambivalents dans le jeu politique des frontières

« Qu'on soit mineures ou majeures, ils considèrent tout le monde comme majeures. Pour eux, on vient ici, nous sommes des menteurs. [...]

Quand les enfants arrivent, on leur dit 'Bon, cette ville, elle va pas t'accepter, va dans telle ville'. Les enfants continuent à marcher... »

« Lutter c'est bien, il faudra continuer à lutter. J'ai lutté contre mon propre père, ma propre famille, j'ai pas arrêté de lutter. Parce que la lutte au final, c'est les personnes concernées qui doivent prendre les vraies, les bonnes décisions... pour ne pas se faire avoir à la fin. »

Aboubacar Diaby – Épisode 09 | Des enfants qui arrivent (2/2)

« C'est une touriste qui appelle, et qui dit qu'elle est témoin de l'arrivée d'un bateau, sur une île grecque. Elle m'envoie une photo : il y a un bateau avec environ une centaine de personnes à bord, qui arrive sur une plage, super touristique, avec un bar. Les flics sont prévenus et ils arrivent très rapidement. Et elle, elle m'explique qu'on l'empêche de s'approcher de ces personnes, et qu'on demande même à toute la plage de partir. C'est pour ça qu'elle a cherché sur internet, trouvé notre numéro et qu'elle nous appelle. »

Perrine, Toulouse – Épisode 10 | Des histoires qui nous font du bien (1/2)

« C'était à 3h00 du mat'. On a mis le bateau à la mer. On était 23. À 7h00 du mat' je vois qu'on est à la frontière britannique, le carburant est épuisé. Alors on a décidé d'appeler le 999. Ils nous ont dit que nous étions dans l'eau française, sans nous demander notre position. Il nous a dit d'appeler le 196. Tout d'abord, on n'a pas accepté d'appeler les Français. On a essayé de continuer d'avancer à la rame, mais c'était très difficile, à cause des vagues. Ensuite, on a pris contact avec les Français. Ils nous ont demandé notre position, et après ils nous ont dit qu'on était dans l'eau britannique. Donc il fallait qu'on appelle le 999. On a essayé d'appeler le Royaume-Uni plusieurs fois, mais ils répétaient qu'on était dans

168

169

l'eau française et ensuite ils nous raccrochaient. Le type britannique nous a répondu de manière très impolie. Et on aurait dit qu'il se moquait de nous. Je lui ai dit deux fois que les gens mourraient ici, mais il n'en n'avait rien à faire. »

Ahmed, Voyageur – Épisode 11 | « Tu vois là ? C'est l'Angleterre... »

« Ils sont capables de nous envoyer des avions. Plus de quatre avions qui sont en train de nous filmer, au-dessus de nous. Mais ils ne sont pas capables de nous envoyer un bateau pour nous secourir. Y'a les gens qui sont mourants, plus de quatre jours qu'on est sur la Méditerranée. Y'a pas de nourriture ni d'eau. »

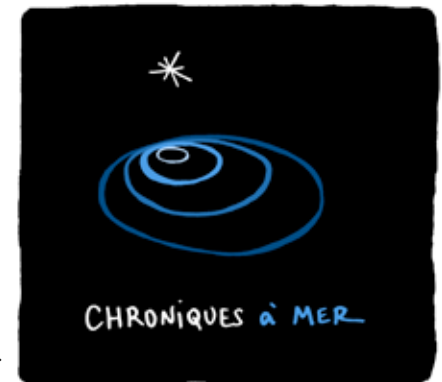
Chamseddine, Voyageur – Épisode 12 | Malte, en flagrant délit de non-assistance

On voulait terminer cette édition de Chroniques àMER avec des pensées de solidarité. (...) Des pensées de solidarité à celles qui luttent pour partir, celles qui luttent tout au long de leurs voyages, celles qui luttent pour que d'autres partent, celles qui luttent quand elles arrivent, celles qui luttent pour que d'autres arrivent.

Chroniques àMER – Épisode 02 | Femmes en mouvement

Vous pouvez retrouver les épisodes de Chroniques àMER en direct le deuxième vendredi du mois, et en podcast sur le site de Jet FM

WWW.JETFM.FR/SITE/-CHRONIQUES-A-MER-.HTML





La inmigración no es un crimen →
Si por La Libertad

Sin comida hasta que
encontremos una solución

¿A dónde fueron LOS
derechos humanos

We arrived as immigrants, you
Received us as refugees
And we became prisoners

Grève de la faim des voyageurs marocains au camp de Las Raíces,
à Tenerife, pour demander leur transfert sur le continent, avril 2021.
Photo : Asamblea de Apoyo a migrantes de Tenerife.

APPEL URGENT AUX DONs

Cela fait maintenant huit ans que notre ligne d'assistance téléphonique pour les personnes en détresse en mer fonctionne 24h sur 24, 7 jours sur 7. Ainsi qu'en témoigne cette brochure, publiée pour célébrer notre huitième année d'activité, notre réseau s'est étendu au fil des années, nos activités se sont multipliées et notre numéro s'est diffusé parmi les communautés de migrant-es.

L'Alarm Phone est organisé par des bénévoles. Cependant, notre réseau a toujours besoin de soutiens financiers. Nous avons besoin d'argent pour couvrir les frais liés à l'assistance téléphonique et pour recharger le crédit des téléphones satellites des personnes en détresse. Il y a des coûts liés aux supports de communication, comme les documents et les vidéos concernant la sécurité en mer et les cartes de visite multilingues avec notre numéro. Les réunions, formations et ateliers transnationaux entraînent également des dépenses supplémentaires.

Notre visibilité et nos activités ont un coût, et nous avons constamment besoin de fonds pour continuer à effectuer ce travail de sauvetage et de solidarité !

PENSEZ À FAIRE UN DON

Les dons pour le réseau de l'Alarm Phone peuvent être effectués sur les comptes suivants. Ces dons sont déductibles des impôts (du moins pour l'Allemagne et la Suisse).

172

173

**FORSCHUNGSGESELLSCHAFT FLUCHT
& MIGRATION E.V., BERLIN, GERMANY**

IBAN DE68 10050000 0610024264

BIC BELADEBEXXX

Objet du virement

WatchTheMed Alarm Phone

Pour obtenir un reçu, merci de contacter :

wtm-alarm-phone@antira.info

**VEREIN WATCH THE MED
ALARMPHONE SCHWEIZ,
8000 ZURICH, SWITZERLAND**

Dons en **EUR**:

IBAN CH75 0900 0000 1571 0940 5

BIC POFICHBEXXX

Bank PostFinance AG, 3030 Bern

Dons en **CHF**:

IBAN CH21 0900 0000 6117 2503 0

BIC POFICHBEXXX

Bank PostFinance AG, 3030 Bern

Dons par carte bancaire ou Paypal :

Les notifications de dons sont envoyées chaque trimestre. Les reçus fiscaux pour les dons provenant de Suisse sont envoyés chaque année en janvier. Pour plus d'informations ou toute question, veuillez contacter :

finances@alarmphone.ch

merci !





Mise en place d'un point d'Information
lors du Transborder Summer Camp, près
de Nantes, France, juillet 2022.
Photo : Alarm Phone



REMERCIEMENTS

L'ALARM PHONE VOUDRAIT REMERCIER...

... LES MILLIERS DE RÉFUGIÉ·ES ET DE MIGRANT·ES

qui nous ont appelés lorsqu'ils ont dû faire face à des situations de détresse : votre confiance et votre courage sont pour nous une immense faveur. C'est grâce à votre détermination que nous continuons de lutter pour une autre Europe, plus accueillante.

... TOUTES LES PERSONNES ACTIVES DANS LES RÉSEAUX AU SEIN DES COM- MUNAUTÉS

qui ont diffusé le numéro de l'Alarm Phone et qui nous ont transmis des cas de détresse. Ces personnes nous ont inspiré par leurs connaissances et leur engagement malgré toutes les difficultés liées à la criminalisation.

... LES MÈRES, PÈRES, FRÈRES, SŒURS ET LES AMI·ES

de celles et ceux qui ont disparu en mer, à côté desquelles nous étions lors des commémorations et qui ont soutenu notre travail en recherchant la vérité sur leurs proches disparus.

... LA FLOTTE HUMANITAIRE PRÉSENTE EN MER MÉDITERRANÉE CENTRALE

aujourd'hui encore active : les équipages des navires et des avions civils, avec lesquels nous avons coopéré lors de

nombreux cas de détresse et dont l'engagement tenace, malgré la criminalisation, a empêché la mort en mer de milliers d'autres personnes.

... TOUS LES PÊCHEURS COURAGEUX

qui ont secouru des centaines de personnes en détresse dans les différentes zones de la Méditerranée et de l'océan Atlantique.

... TOUS CEUX ET CELLES QUI SOUTIENNENT LES COULOIRS DE SOLIDARITÉ,

en tant que ville ou mairie, au sein de groupes religieux, de communautés de migrant·es, de réseaux d'activistes ou d'autres initiatives en faveur des droits humains. Ils construisent et développent de nouvelles structures de désobéissance civile et de solidarité.

... TOUS LES ÉQUIPAGES DES NAVIRES CARGO

qui n'ont pas participé aux refoulements vers la Libye de personnes réfugiées et qui ont offert leur aide lors d'opérations de sauvetage pour transporter ces personnes en Europe.

... TOUS LES MEMBRES DE LA GARDE CÔTIÈRE QUI DÉSOMBÈSSENT

celles et ceux qui travaillent dans les centres d'opérations de sauvetage, ou qui sont parti·es en mer et qui ont fait de leur mieux pour secourir des migrant·es

en détresse et qui, contrairement à certaines de leurs collègues, n'ont pas été impliquées dans des pratiques violentes et inhumaines, comme l'absence de sauvetage, les refoulements, les attaques et les interceptions et qui n'appliquent pas les décisions racistes de leurs dirigeants.

... TOUS NOS AMI·ES

qui ont partagé avec nous leurs propres expériences de la traversée de la Méditerranée en bateau : parler avec eux nous a permis de mieux comprendre la situation. Leurs expériences souvent douloureuses ont été le point de départ de notre travail en commun.

... TOUS NOS INNOMBRABLES AMI·ES

qui nous racontent les luttent en cours – ainsi que tous ceux et celles qui écoutent nos équipes de permanence lorsque celles-ci ont besoin de parler à quelqu'un.

... TOUS CEUX ET CELLES QUI LUTTENT

chaque jour pour la liberté de circulation et l'égalité des droits pour tou·tes. Vous qui construisez quotidiennement des infrastructures de soutien et de résistance, de la mer jusqu'aux villes et qui œuvrez à un autre avenir, un avenir qui n'est pas encore écrit.

GLOSSAIRE

ACCORD UE-TURQUIE Cet accord est entré en vigueur le 20 mars 2016. Il stipule que toutes les « migrant-es en situation irrégulière » arrivées en Grèce à partir de cette date doivent être renvoyées en Turquie. Cela n'a pas été le cas, mais les refoulements vers la Turquie sont encore réguliers et les manœuvres d'interception ont également augmenté.

AIS L'*Automatic Identification System* ou Système d'identification automatique (SIA) est un système d'échanges automatisés permettant de surveiller le trafic maritime. Les navires sont localisés par satellite ou à terre.

BOZA « Victoire » en langue bambara. C'est le cri des migrant-es ouest-africain-es lorsqu'ils-elles atteignent l'Europe.

ESPACE SCHENGEN Zone des pays européens ayant une politique commune en matière de visas et n'effectuant pas de contrôles généraux à leurs frontières communes. Des contrôles ponctuels sont néanmoins effectués et, plus récemment, les contrôles aux frontières ont été réintroduits.

FRONTEx Agence de gestion des frontières extérieures de l'UE, fondée en 2004 et basée à Varsovie. Ses tâches principales sont la coordination des politiques frontalières nationales et la « protection »

des frontières de l'UE contre l'immigration irrégulière. Symbole et bras armé de l'Europe forteresse.

« GARDE-CÔTIÈRE LIBYENNE » Cette expression décrit le soutien qu'offre l'UE aux soi-disant garde-côtes libyens. Des milices libyennes effectuent régulièrement des refoulements inversés vers la Libye. Elles ont été accusées d'avoir à plusieurs reprises violé le droit maritime et le droit international.

HARRAGA « Ceux-Celles qui brûlent [les frontières] » en langue arabe. C'est ainsi que se désignent les migrant-es nord-africain-es qui traversent la Méditerranée par bateau et sans visa.

HOTSPOT Centres d'enregistrements des migrant-es, déployés par des équipes mobiles Frontex sur certains sites aux frontières de l'UE, afin de faciliter les contrôles d'identification et d'accélérer les déportations. Le premier hotspot a été ouvert le 17 septembre 2015 sur l'île de Lampedusa, un autre en octobre 2015 à Moria, sur l'île de Lesbos.

INTERCEPTION Arrêt des migrant-es en mer au sein du territoire d'un État qu'ils-elles ont quitté et où ils-elles sont contraintes de retourner par la police des frontières concernée. À ne pas confondre avec un sauvetage ou une → opération SAR.

NUMÉRO IMO Numéro de l'Organisation maritime internationale. Nombre de sept chiffres permettant d'identifier le nom du navire et de la compagnie maritime.

MARE NOSTRUM Opération aérienne et navale de la marine italienne visant à mener des → opérations SAR à grande échelle en Méditerranée centrale et qui fut en mesure, durant l'année 2013/14, de secourir près de 150 000 migrant-es.

MRCC (parfois **RCC** ou **JTCC**) Centre de coordination des secours en mer. Organisation principale de recherche et de sauvetage, responsable de la coordination et du contrôle des → opérations SAR.

OIM Organisation internationale pour les migrations, fondée en 1951. Cette organisation intergouvernementale pour la gestion des migrations coopère étroitement avec les gouvernements (principalement occidentaux), notamment en matière de « retour volontaire » des personnes migrantes vers leur pays d'origine.

OPÉRATION SAR (« Search And Rescue ») Opération de recherche et de sauvetage. La Méditerranée est divisée en zones SAR nationales. Si un bateau se trouve en détresse, le → MRCC concerné est obligé de lancer une opération SAR afin de sauver ce bateau.

PULL-BACK Refoulement illégal de migrant-es en mer vers le pays de départ ; à la différence du → push-back, le pull-back ou « refoulement inversé » est effectué par les autorités du pays de départ –

généralement avec le consentement des autorités du pays de destination.

PUSH-BACK Refoulement illégal de migrant-es en mer vers les eaux internationales ou vers le pays de départ, effectué par les autorités du pays de destination. Les migrant-es sont dans ce cas privées du droit de demander l'asile. Voir également → pull-back.

THURAYA Fournisseur de téléphone satellite des Émirats Arabes Unis, ce mot désigne également le téléphone satellite lui-même. Sa couverture s'étend sur l'ensemble de la mer Méditerranée.

THEMIS Action de renforcement des frontières réalisée conjointement par Frontex et le Ministère italien de l'Intérieur. Lancée depuis février 2018, elle succède à l'Opération Triton. Sa tâche principale est le contrôle aux frontières, le sauvetage reste secondaire.

WATCHTHEMED Plate-forme de documentation et de cartographie en ligne visant à surveiller les décès et les violations des droits des migrant-es aux frontières maritimes de l'UE, lancée le 5 décembre 2013 dans le cadre de la campagne Boats-4people : <http://watchthemed.net>

ZODIAC Terme couramment employé pour désigner un bateau pneumatique à moteur. L'entreprise française Zodiac est le principal producteur de ce type de bateau, souvent utilisé pour traverser la Méditerranée.



Hambourg, 2022.
Photo : Alarm Phone Hambourg.



Ceuvre intitulée la « Porta d'Europa »
et cimetière de Lampedusa, 2022.
Photo : Alarm Phone

MENTIONS LÉGALES

ÉQUIPE ÉDITORIALE 2022

Marion Bayer, Hela Kanakane,
Hagen Kopp, Kiri Santer,
Sarah Slan, Maurice Stierl

AUTEURS·TRICES, RELECTEURS·TRICES ET TRADUCTEURS·TRICES

Un grand merci aux nombreuses
personnes impliquées dans la
production de ce livre – auteurs·trices,
relecteurs·trices, traducteurs·trices
et bien d'autres encore.

GRAPHIQUES

Osama Abdullah

DESIGN

www.bildargumente.de

MAQUETTE/MISE EN PAGE

gut & schön Zurich,
Annegreth Schärli

IMPRESSION

Druckerei Imprinta
Obertshausen-Hausen

CONTACT

Si vous avez connaissance d'une situa-
tion d'urgence ou d'un cas de détresse en
mer Méditerranée, appelez directement
le numéro de l'Alarm Phone au

+334 86 51 71 61

Si vous souhaitez nous contacter pour
un entretien ou un reportage :

media@alarmphone.org

Si vous souhaitez soutenir notre travail
ou pour toute question d'ordre général :

wtm-alarm-phone@antira.info.

Si vous souhaitez soutenir notre travail
en faisant un don :

finances@alarmphone.ch

RESTEZ INFORMÉ·E DE NOTRE TRAVAIL ET DE NOS ACTUALITÉS ICI :

www.alarmphone.org

www.watchthemed.net

www.aeg.bordercrimes.net

www.facebook.com/watchthemed.alarmphone

www.twitter.com/alarm_phone

Il y a huit ans, le 11 octobre 2014, nous avons lancé l'Alarm Phone, une ligne d'assistance pour les personnes en détresse en mer. Depuis, nos équipes de permanence sont disponibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 et ont aidé près de 5 000 bateaux en détresse le long des différentes routes maritimes vers l'Europe – en mer Méditerranée, dans l'Atlantique pour rejoindre les îles Canaries et, depuis 2022, également dans la Manche, de la France au Royaume-Uni.

« Les voix de la lutte » est le titre de cette brochure, publiée à l'occasion de notre huitième année d'activité, et nous espérons que les voix des personnes qui prennent la route seront amplifiées et largement entendues. Nous dédions cette brochure à celles et ceux qui ont perdu des êtres chers aux frontières, à celles et ceux qui ont survécu au régime frontalier et à celles et ceux qui luttent encore pour surmonter et contourner toutes les frontières qui se trouvent sur leur chemin.

Nous nous sommes battu-es pendant huit ans.

Nous allons continuer.

Nous n'abandonnerons jamais.



watch

THE MED
ALARM PHONE